



— **Un monde en crise** —

La réponse trotskyste

— **Guerre en Ukraine** —
Retournez les fusils !

— **Pandémie** —
À bas les confinements !

— **Défense de la Chine** —
Pour la révolution politique !

— Éditorial —

Un monde en crise

Cet éditorial est traduit de Spartacist édition en anglais n° 67 (août 2022), avec quelques changements mineurs.

C'est dans un monde instable et en crise que paraît ce nouveau numéro de *Spartacist*. La pandémie de Covid-19 a montré la faillite totale du système capitaliste et son incapacité – même dans les pays les plus avancés – à répondre aux besoins médicaux et sociaux les plus élémentaires des travailleurs. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a été provoquée par l'encerclement de la Russie capitaliste par les impérialistes de l'OTAN, montre à quel point il est urgent de le renverser : c'est la seule façon d'instaurer dans le monde une paix durable. Ces événements ont défini les deux dernières années ; ils ont provoqué une flambée d'inflation sans précédent depuis la fin des années 1970 et contribué à la dislocation des chaînes d'approvisionnement mondiales. Des milliards de personnes sont de plus en plus menacées par la crise économique, la famine et la guerre.

Nous assistons depuis 2020 à un changement de période historique posant aux révolutionnaires des problèmes nouveaux auxquels il faut apporter des réponses marxistes authentiquement orthodoxes. Les révolutionnaires ont pour tâche de développer la doctrine et le programme marxistes en les appliquant à des contextes nouveaux, en opposition totale et irréconciliable aux réformistes et aux pacifistes qui transforment le marxisme en pur libéralisme bourgeois ou qui ne font qu'applaudir des forces non révolutionnaires.

La tâche que nous nous sommes fixée à l'aube de cette période nouvelle est de regrouper les forces du marxisme authentique derrière un programme clair répondant de façon révolutionnaire aux problèmes brûlants auxquels est confronté le prolétariat international. Ce numéro de *Spar-*

tacist est une contribution à cette tâche. Nous rejetons la conception de la « famille de la gauche », selon laquelle tous ceux qui se disent partisans du socialisme auraient un objectif commun. Pour construire une nouvelle Internationale révolutionnaire – autrement dit, reforgez la IV^e Internationale détruite par le révisionnisme il y a plusieurs décennies – il faut un programme communiste clair qui ne pourra être élaboré que par une lutte intransigeante contre ceux qui prétendent être pour la révolution mais qui en fait colportent des impostures réformistes.

Il serait absurde de notre part, la Ligue communiste internationale, de prétendre que nous sommes la IV^e Internationale. Nous sommes numériquement bien trop faibles. Mais nous sommes fermement convaincus que les éléments de programme présentés dans ce numéro de *Spartacist* sont *essentiels* pour reforgez aujourd'hui la IV^e Internationale – le parti mondial de la révolution socialiste.

* * *

L'année 2020 a débuté avec la pandémie de Covid-19, une catastrophe sociale et économique pour les travailleurs du monde entier. La réponse de la bourgeoisie au virus a été d'enfermer la population chez elle pendant des mois et des mois, aggravant ainsi tous les aspects de l'oppression

suite page 57

édition en français

SPARTACIST



Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITÉ DE RÉDACTION : Herminio Sanchez (responsable), Simon Ricard (responsable adjoint), Julia Emery (coordination), Vincent David, François Donau, Charles Galarneau, Luca Giordano, Elizabeth Gordon, Blandine Hauser, G. Perrault, Henri Riemann, K. Silver, Alison Spencer, Sacramento Talavera, S. Williams

RÉALISATION : V. Pielt et Henri Riemann

DIFFUSION : Susan Fuller (New York), K. Silver (Paris), Miriam McDonald (Montréal)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : +1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Date de clôture : 26 novembre 2022

numéro 45



novembre 2022

Sommaire

Éditorial: Un monde en crise	2
Travailleurs ukrainiens, russes : Retournez les fusils contre vos dirigeants !	3
À bas les confinements ! La classe ouvrière doit se défendre	5
Canada : Le mouvement ouvrier doit défendre les camionneurs !	7
James Robertson (1928-2019)	9
Les réformistes allemands en crise Chassez de la gauche les partisans de l'UE/OTAN !	11
Motion proposée pour le congrès de Die Linke ..	13
Centrisme et guerre en Ukraine Une polémique contre le Groupe internationaliste	17
La Spartacist League/Britain se réarme En défense du programme révolutionnaire (II)	36
Corrections	63
La pandémie en Chine Trotskyisme contre stalinisme	72

Travailleurs ukrainiens, russes : Retournez les fusils contre vos dirigeants !



Garanich/Reuters

Troupes ukrainiennes dans le Donbass, 18 juillet 2022. Le président ukrainien Zelensky, flanqué des ministres américains de la Défense et des Affaires étrangères. Ils cherchent à asservir encore plus l'Ukraine aux impérialistes tandis que Poutine veut une Ukraine sous la botte russe.



Bureau de presse de la présidence ukrainienne



Zemlianichenko/Reuters

Nous reproduisons ci-dessous un supplément du 27 février 2022 à Spartacist.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été provoquée par des décennies d'expansion de l'OTAN et de l'Union européenne, menée par les États-Unis. Après avoir orchestré la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'URSS, les puissances impérialistes se sont étendues vers l'Est, jusqu'aux frontières mêmes de la Russie, apportant pillage, conflits interethniques et humiliations. Les impérialistes occidentaux sont aujourd'hui en rage contre la « guerre d'agression » de la Russie et sa violation de la souveraineté de l'Ukraine. Ces bandits qui pillent les travailleurs du monde entier se fichent complètement des droits nationaux de l'Ukraine. Ce qui les rend vraiment furieux, c'est que la Russie remette en cause leurs droits exclusifs à piller l'Europe de l'Est et ose

défier l'hégémonie américaine sur la région. Le cycle sans fin des crises et des guerres doit être stoppé à sa source, par des révolutions socialistes dans les centres impérialistes. **Pour la révolution ouvrière aux États-Unis ! Pour des États-Unis soviétiques d'Europe, unis de leur plein gré !**

Il n'y a qu'une seule issue progressiste à la guerre entre l'Ukraine et la Russie : transformer cette guerre entre **deux** classes capitalistes en guerre civile où les travailleurs les renverseront **toutes les deux**. Nous en appelons aux soldats et aux ouvriers d'Ukraine et de Russie : Fraternelles ! Retournez les fusils contre vos exploités !

L'enjeu fondamental de cette guerre, c'est qui va soumettre l'Ukraine à sa sphère d'influence : la victoire des forces armées russes comme celle des forces armées ukrainiennes conduira nécessairement à davantage d'oppression.

À bas l'UE et l'OTAN !

Le gouvernement ukrainien ne se bat pas pour libérer l'Ukraine mais pour l'asservir davantage encore aux puissances impérialistes de l'OTAN/UE, auxquelles il est lié depuis le coup d'État de 2014 soutenu activement par les États-Unis. Sa victoire aggraverait aussi l'oppression de la minorité russe en Ukraine. De l'autre côté, l'invasion de l'Ukraine par la Russie ne vise qu'à remplacer la botte impérialiste par le knout russe. La lutte nationale légitime des populations de Donetsk et de Louhansk pour se gouverner elles-mêmes est maintenant amarrée aux buts de guerre réactionnaires plus larges de la Russie. La révolution en Ukraine et en Russie résoudrait la question nationale, en finirait avec les oligarques et inspirerait les travailleurs du monde entier à se soulever contre leurs propres exploités.

Une issue révolutionnaire à la guerre actuelle est nécessaire et possible. En 1917, les travailleurs russes et ukrainiens étaient aussi utilisés comme chair à canon par leurs dirigeants. Ils ont mis fin à cela en fusillant leurs officiers et en se joignant aux ouvriers insurgés sous la direction des bolchéviks pour chasser leurs exploités communs – les capitalistes et les propriétaires fonciers – dans la plus grande révolution de l'histoire. **Pour de nouvelles révolutions d'Octobre en Russie et en Ukraine !**

Le monde capitaliste est déjà ravagé par deux ans de crise déclenchée par la pandémie. Confinements, chômage, cadences infernales, inflation et délabrement des systèmes de santé, voilà la réalité pour les travailleurs du monde entier. La guerre actuelle ne peut qu'accélérer la destruction des conditions de vie des travailleurs et intensifier les antagonismes de classe. La tâche des révolutionnaires est de diriger la colère brute qui s'accumule à la base des sociétés capitalistes vers la seule solution à la guerre, la misère et l'exploitation : l'instauration du pouvoir international des ouvriers.

La pandémie a totalement mis à nu la faillite complète



sans crédit

1917 : Des soldats russes et autrichiens fraternisent sur le front pendant la Première Guerre mondiale.

des dirigeants actuels du mouvement ouvrier. Alors que la classe ouvrière était frappée à la fois par un virus et par les attaques des capitalistes, ces traîtres de classe – sociaux-démocrates, staliniens et bureaucrates syndicaux – étaient entièrement du côté des patrons, réclamant plus de confinements et plus de sacrifices. Maintenant ces mêmes dirigeants traîtres, en particulier dans les centres impérialistes, rallient les travailleurs à la cause des États-Unis et de leurs alliés en jurant leur loyauté indéfectible à l'OTAN et à l'UE et en exigeant des sanctions pour faire crever de faim la Russie. **Assez de trahisons !** Les travailleurs doivent s'opposer aux sanctions et à l'aide militaire à l'Ukraine ! Pour lutter contre les déprédations impérialistes à l'étranger et contre les attaques aux conditions de vie chez elle, la classe ouvrière doit rompre avec sa direction actuelle. Il lui faut une nouvelle direction, une direction révolutionnaire, pour accomplir son rôle historique de fossoyeur du capitalisme. **Reforgeons la IV^e Internationale !**

Les laquais « socialistes » de l'impérialisme

La condition préalable pour construire une opposition authentiquement révolutionnaire à l'impérialisme et à la guerre, c'est de lutter sans merci contre les pseudo-trotskyistes, staliniens et maoïstes qui utilisent des slogans pacifistes et « anti-impérialistes » pour masquer leur soumission complète à leurs propres maîtres impérialistes et à leur bourgeoisie nationale. Exactement comme les opportunistes contre lesquels Lénine mettait en garde pendant la Première Guerre mondiale, « à l'aide de sophismes manifestes, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire. On admet *tout* dans le marxisme, *excepté* les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses dans ce sens » (*Le socialisme et la guerre*, 1915). Voici les principales tromperies mises en avant par les opportunistes d'aujourd'hui :

- « Non à la guerre en Ukraine ». Ce slogan, utilisé par toute la gauche, est une duperie pacifiste faisant croire aux gens que la guerre pourrait se conclure de façon juste sans une lutte révolutionnaire. Aucun cessez-le-feu ni accord de paix entre bandits capitalistes ne résoudra

suite page 34

Бюллетень Спартаковцев **SPARTACIST**
 Приложение № 23 март 2022 г.

**Агрессия НАТО/ЕС
провоцирует войну
в Украине**

**Украинские, российские рабочие:
поверните оружие против своих правителей!**

Ниже мы печатаем первую записку Интернациональной Коммунистической Лиги (ИКЛ) Интернациональной от 27 февраля 2022 г. — историческими державами НАТО и ЕС, с которыми она была связана со времени переворота 2014, поддерживаемого США. Победи Украинского правительства также человек

**L'agression de l'OTAN/UE
provoque la guerre en Ukraine**

**Travailleurs ukrainiens, russes :
Retournez les fusils contre vos dirigeants !
À bas l'UE et l'OTAN !**

Supplément à *Spartacist* (27 février 2022)

Disponible en allemand, anglais, arabe, chinois, coréen,
espagnol, français, grec, italien, japonais, russe, tagalog, turc

En ligne : icl-fi.org

À bas les confinements !

La classe ouvrière doit se défendre

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) publiée le 19 avril 2021 en supplément à Spartacist.

Des systèmes de santé misérables, des logements décrépits, la production pour le profit, la tyrannie impérialiste : c'est la nature même du capitalisme qui alimente la crise économique et sanitaire qui ravage la planète depuis la Covid-19. Les bourgeoisies parasitaires ont réagi à la pandémie avec ce qui sert au mieux leurs intérêts : elles ont confiné de force toute leur population à domicile, en attendant la vaccination.

Les confinements des bourgeoisies sont des mesures de santé publique **réactionnaires**. Les travailleurs doivent s'y opposer ! Les confinements peuvent bien temporairement ralentir la propagation du virus mais ils **affaiblissent** la capacité de lutte de la classe ouvrière. En arrêtant des pans entiers de l'industrie et des services, ils ont provoqué une crise économique et jeté des masses de gens au chômage. Les fermetures d'écoles et de garderies ont alourdi le fardeau oppressif de la famille. La répression s'est considérablement intensifiée, les droits démocratiques et ceux de la classe ouvrière sont piétinés. Rassemblements, manifestations, voyages, grèves, activités syndicales : tout est soumis à restriction ou interdit. Les confinements visent à empêcher la classe ouvrière de lutter – la seule manière pour les travailleurs de réellement protéger leur santé et de combattre les causes sociales de la crise.

Prétextant qu'« on est tous dans le même bateau », les capitalistes mènent une guerre éclair contre la classe ouvrière. Cassage de syndicats, licenciements massifs, baisses de

salaires, augmentation des cadences, voilà la « nouvelle normalité ». Face à la double menace d'un virus meurtrier et des attaques des capitalistes, la classe ouvrière est désarmée. Dans le monde entier, les dirigeants procapitalistes des syndicats et des partis ouvriers collaborent loyalement à l'offensive de la bourgeoisie. Au nom de l'unité nationale et de la lutte contre le virus, ils trahissent la classe ouvrière.

Que ce soit les partis travaillistes britannique ou australien, le Parti social-démocrate ou Die Linke en Allemagne, le PS et le PC en France, ou le Parti communiste sud-africain, les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier jouent un rôle clé pour faire appliquer les confinements, au niveau local et national, et les faire avaler aux travailleurs et aux opprimés. Que ce soit l'AFL-CIO américaine, les syndicats mexicains et italiens ou les confédérations japonaises Rengo, Zenroren et Zenrokyo, les dirigeants syndicaux pressent leurs membres de soutenir les mesures de la bourgeoisie. Autrement dit : restez à la maison et faites-vous entuber !

C'est tout de suite qu'il faut défendre la santé et le gagne-pain de la classe ouvrière. Cela pose sans détour la tâche de forger une nouvelle direction du mouvement ouvrier. Les syndicats doivent lutter **contre** la fermeture des industries par l'État capitaliste et **pour** pouvoir travailler en toute sécurité. Les infrastructures sanitaires délabrées et les logements pourris doivent être reconstruits et décuplés **immédiatement**. Il faut exproprier les meilleures propriétés capitalistes, avec en même temps un programme massif de travaux publics, pour fournir aux travailleurs des conditions de vie décentes.

Tous les intérêts vitaux des travailleurs et des opprimés se heurtent aux bases mêmes de la domination de classe

Il faut rompre avec les dirigeants ouvriers traîtres – Reforgeons la IV^e Internationale !



Ville de Nice

Chantage moral de la bourgeoisie française.

capitaliste. Ce que montre clairement la crise actuelle, c'est qu'il faut émanciper les femmes du carcan familial, en finir avec l'oppression raciale et libérer le monde de l'exploitation impérialiste. La seule voie pour l'humanité passe par des révolutions ouvrières et l'instauration d'une économie socialiste planifiée internationale.

La faillite totale des dirigeants du mouvement ouvrier et de leurs laquais pseudo-marxistes place les prolétaires conscients devant la tâche vitale de construire une direction basée sur le programme révolutionnaire du trotskysme – le marxisme-léninisme authentique. La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) lutte pour construire un parti d'avant-garde léniniste international, l'instrument crucial pour apporter au prolétariat la conscience révolutionnaire et instaurer le pouvoir ouvrier. **Reforçons la IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste !**

À bas la collaboration de classes et l'unité nationale !

Depuis un an, la position de la LCI était d'accepter les confinements comme étant nécessaires. Nous répudions cette position. C'était une capitulation devant le cri de ralliement à « l'unité nationale » selon lequel toutes les classes doivent soutenir les confinements parce qu'ils sauvent des vies.

Pour cette cause soi-disant universelle, les dirigeants ouvriers sacrifient délibérément les intérêts du prolétariat. Comme toutes les questions de santé publique, la lutte contre la pandémie n'est pas au-dessus des antagonismes de classe. Derrière la préoccupation des capitalistes pour « sauver des vies », ils poursuivent en fait leurs intérêts de classe. La bourgeoisie ne s'intéresse à la santé publique que pour maintenir une main-d'œuvre bonne pour l'exploitation, au moindre coût possible, et pour protéger sa propre santé. Contrairement à cet objectif réactionnaire, l'intérêt du prolétariat est d'obtenir les meilleures conditions de vie et les meilleurs soins médicaux pour tous. Ces intérêts de classe clairement opposés ne sont pas conciliables, pandémie ou pas. La classe ouvrière ne peut défendre sa santé et sa sécurité que par sa mobilisation indépendante **contre** la bourgeoisie.

La bourgeoisie fait du chantage aux travailleurs en prétendant que la lutte pour leurs intérêts répandrait la maladie : les réunions syndicales et les manifestations menaceraient la

santé publique, les travailleurs de la santé tueraient des gens quand ils se battent pour de meilleures conditions de travail, les écoles et les garderies devraient être fermées pour protéger les enfants. C'est un pur mensonge ! La lutte contre les confinements est le point de départ nécessaire pour s'attaquer aux causes sociales du désastre actuel. Les réunions syndicales sont **essentiels** à l'autodéfense des travailleurs. C'est **par les luttes** des travailleuses et travailleurs de la santé que passe l'obtention de meilleurs soins de santé. La lutte contre les fermetures d'écoles et de garderies est la **condition préalable** à de meilleures écoles et de meilleures garderies – et cela fait avancer le combat pour l'émancipation des femmes.

Dans *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* (1938), le dirigeant bolchévique Léon Trotsky écrivait :

« Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et moyens qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, leur confiance dans leurs propres forces, leurs dispositions à l'abnégation dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs [...] »

La bourgeoisie utilise toujours des impératifs moraux absolus comme « sauver des vies » pour justifier ses crimes. Les impérialistes allemands et français utilisent l'Union européenne pour saigner le prolétariat à travers l'Europe au nom de la « paix » et du « progrès social ». Les impérialistes américains et leurs alliés de l'OTAN ont dévasté la Libye, l'Irak, l'Afghanistan et bien d'autres pays au nom de la « démocratie » et de la « liberté ». Ils ont envahi la Somalie en 1992 pour « nourrir les affamés ». Quand la bourgeoisie s'exclame qu'il faut « sauver des vies », c'est **toujours** pour inculquer la soumission envers la classe dirigeante et rallier les gens à l'unité nationale derrière ses propres intérêts.

Pour le contrôle syndical de la santé et sécurité !

L'État capitaliste – centralement constitué par la police, les prisons, l'armée et les tribunaux – est un appareil de violence organisée pour préserver la domination et les profits de la bourgeoisie. Les marxistes soutiennent certaines mesures de santé publique imposées par l'État quand elles sont bénéfiques à la classe ouvrière, comme la vaccination obligatoire, mais il est suicidaire de s'appuyer sur l'État pour protéger la santé et la sécurité.

Les stalinien du Parti communiste de Grèce sont des experts pour déformer ce B-A-BA du marxisme. Ils avancent, parmi leurs principales revendications dans les syndicats :

« Contrôle sanitaire organisé, sous la responsabilité des agences d'État, pour [empêcher] la propagation du virus sur le port du Pirée, chez [l'armateur] Cosco, sur les navires, sur la Zone des chantiers navals, dans les usines et unités industrielles qui emploient des milliers de travailleurs. »

– Rizospastis (1^{er} avril)

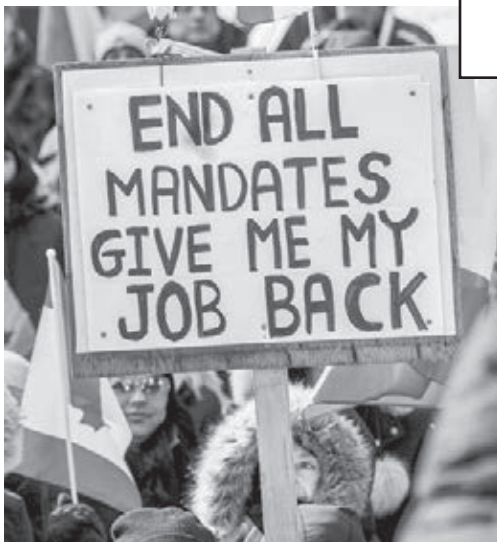
Ils enchaînent ainsi la classe ouvrière à l'État capitaliste et sèment des illusions dans la bienveillance de ses agences

suite page 59

NPD et pseudo-socialistes : fer de lance des confinements et de la répression

Le mouvement ouvrier doit défendre les camionneurs !

Canada



Goldberg/SOPA



Pichette/EPA-EFE

Une pancarte s'oppose aux obligations vaccinales du gouvernement, l'élément déclencheur du convoi des camionneurs ; le convoi a canalisé l'immense colère contre la réponse désastreuse de la bourgeoisie à la pandémie.

Nous reproduisons ci-dessous un supplément de février 2022 à Spartacist.

21 février — Le chômage de masse, les hôpitaux bondés et les traitements annulés, la détérioration générale des conditions de travail, l'inflation galopante, les droits démocratiques piétinés, les commerçants ruinés, les écoles fermées, les familles entassées ensemble jour et nuit, une détresse et des souffrances intolérables, la mort : Depuis maintenant deux ans, les travailleurs et les opprimés subissent les conséquences dévastatrices de la réponse de la bourgeoisie à la pandémie et de ses confinements. C'est dans ce contexte que le convoi des camionneurs à Ottawa est venu canaliser le mécontentement largement répandu dans la société.

La bourgeoisie et tous ceux qui lui font écho dans les médias, le Nouveau Parti démocratique et la gauche réformiste ont été pris immédiatement d'une fureur hystérique devant cette première brèche significative dans

la campagne d'« unité nationale » de la classe dirigeante dans la pandémie. Leur déferlement de propagande présentant tous ceux qui participent à des manifestations antigouvernementales comme des « extrémistes de droite » n'est qu'un *mensonge* pour justifier leur répression. Ce n'est pas « le racisme », « un programme d'extrême droite » ou (aux dires de libéraux tordus) un « coup d'État financé par les États-Unis » qui pousse des milliers de personnes à sortir protester dans les grandes villes, mais la *colère* totalement *légitime* contre le désastre social provoqué par les mesures sanitaires de la bourgeoisie.

Le premier ministre Justin Trudeau a décrété la Loi sur les mesures d'urgence, la Loi sur les mesures de guerre revampée, avec laquelle le gouvernement se donne des pouvoirs arbitraires pour accroître la répression, suspendre les droits démocratiques, geler les comptes de banque et étendre les pouvoirs de police utilisés pour réprimer les

camionneurs et les manifestants. Près de 200 personnes ont déjà été arrêtées en vertu de cette loi. Nous disons : **Défense des camionneurs ! Levée de toutes les accusations ! À bas la Loi sur les mesures d'urgence !**

Il faut rompre avec les dirigeants ouvriers traîtres ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire !

Il est révoltant que les voix les plus stridentes dans cette campagne hystérique, exigeant davantage de répression de l'État contre les camionneurs et les manifestants, soient celles du NPD et de ses laquais de gauche pseudo-socialistes comme La Riposte, la Ligue pour l'Action socialiste et le Parti communiste du Canada. La Riposte (entre autres) a même servi de troupes de choc au gouvernement, mobilisant des contre-manifestations dans plusieurs villes contre les camionneurs !

Ce n'est pas une surprise. Pendant toute la pandémie, le NPD et les chefs syndicaux du Congrès du travail du Canada et d'Unifor, ainsi que ceux des centrales syndicales du Québec, ont tous soutenu les confinements. Les confinements sont la réponse **réactionnaire** de la classe dirigeante capitaliste qui, face à la crise de la Covid-19, cherche à éviter au plus bas coût possible l'effondrement total de ses systèmes de santé délabrés. Les chefs syndicaux ont offert leur « pleine collaboration » aux patrons et à leur État, ils ont fait la promotion de l'« unité nationale » avec les patrons et ont fait avaler les confinements à leurs membres. Le NPD fédéral soutient sans relâche le gouvernement minoritaire de Trudeau ; et le gouvernement NPD de Colombie-Britannique a carrément administré l'imposition des confinements ! Les pseudo-socialistes de La Riposte, pour leur part, n'ont pas seulement soutenu les confinements ; ils ont milité pour qu'ils soient **encore plus drastiques !**

Tous ces traîtres à la classe ouvrière ont prétendu qu'il fallait soutenir les confinements de la bourgeoisie afin de « sauver des vies », qu'il existe une espèce de concept « universel » et transclasse de la santé publique auquel nous sommes tous redevables, et qu'il faut faire preuve de « solidarité » (avec les patrons) pour « combattre la pandémie » et « se protéger les uns les autres » — en d'autres

termes, que les travailleurs doivent accepter de suspendre leurs luttes et de se faire fourrer.

Non ! Les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie sont en tout temps **irréconciliables**, pandémie ou pas. La réponse immédiate du mouvement ouvrier à la crise de la Covid-19 aurait dû être : Il faut lutter pour **plus** de soins de santé, **plus** d'éducation, **plus** de logements, **plus** d'infrastructures ; il faut lutter pour des lieux de travail que **nous** considérons sécuritaires et non pas rester enfermés chez nous, seuls et désarmés. Réunions syndicales en personne, manifestations, grèves : c'est comme ça qu'on mène la lutte de classe dans le monde réel (pas sur Zoom). C'est **la seule** manière pour la classe ouvrière de défendre sa santé et sa sécurité et d'affronter ce qui alimente cette crise, le système capitaliste. Mais c'est précisément ces moyens de lutte de classe que les confinements visent à empêcher : les confinements **affaiblissent** en tous points la capacité de lutte de la classe ouvrière. S'y opposer est une condition préalable pour que le mouvement ouvrier puisse affronter cette crise à partir de **ses** intérêts. **À bas les confinements !**

Des systèmes de santé misérables aux logements et services publics complètement décrépis, la pandémie montre à tous que le soi-disant « État-providence canadien » n'est que supercherie. Production pour le profit, anarchie du marché, concurrence et domination impérialiste internationale, exploitation de la main-d'œuvre au moindre coût possible, attaques d'austérité en santé, en éducation et dans les services sociaux : c'est la nature même de la domination de classe capitaliste qui alimente la crise sanitaire et sociale. La pandémie fait ressortir d'autant plus clairement que, ne serait-ce que pour commencer à répondre à ces besoins humains de base, les travailleurs doivent prendre le contrôle de la société et l'organiser dans le cadre d'une économie socialiste centralisée et rationnellement planifiée.

À chaque étape, les intérêts vitaux des travailleurs et des masses se heurtent aux capitalistes et leur propriété privée des usines, des mines et des banques, à leur mainmise globale sur les forces productives de la société, un pouvoir qu'ils protègent avec toute la force de leur État — composé

suite page 61



Fightback

Toronto, 5 février 2022. La Riposte régurgite les mensonges du gouvernement : « Travailleurs, unissez-vous contre l'extrême droite ! Ripostez contre le fascisme ! » La Riposte a organisé et participé à des contre-manifestations pour plus de répression.

À droite : Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Le 19 février, des milliers de policiers ont occupé Ottawa et attaqué les manifestants antigouvernementaux en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence de Trudeau.



La Presse Canadienne

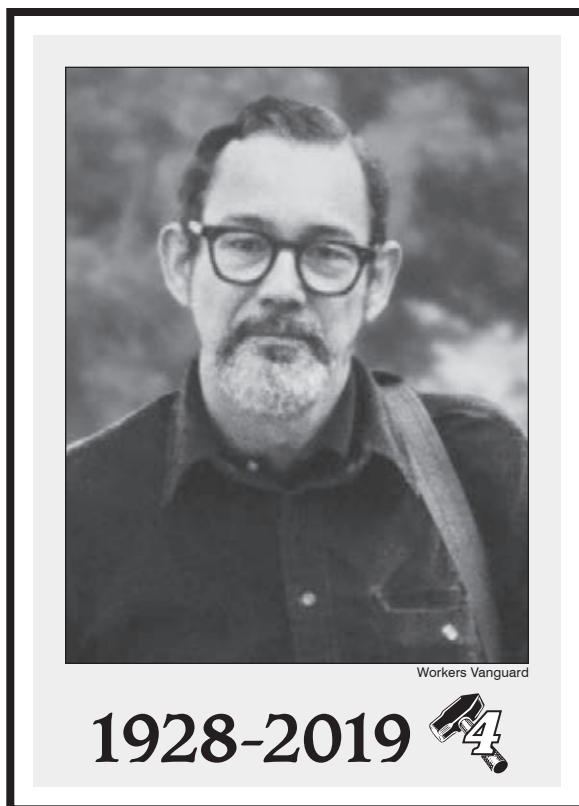
James Robertson

Cet article est traduit de Workers Vanguard n° 1162 (4 octobre 2019). Il est paru en français dans Le Bolchévik n° 230 (décembre 2019).

James Robertson, membre fondateur de la Spartacist League/U.S., et longtemps son secrétaire national, est décédé le 7 avril 2019 à son domicile, dans le Nord de la Californie, à l'âge de 90 ans. Il avait été dans le mouvement ouvrier pendant plus de 70 ans et il était resté un élément essentiel de la direction de la SL/U.S. et de la Ligue communiste internationale jusque dans les dernières semaines de sa vie. Il laisse derrière lui Martha, son épouse et camarade, Douglas et Kenneth, ses deux fils, Rachel et Sarah, ses deux belles-filles, et ses petits-enfants.

Historiquement, les partis révolutionnaires marxistes ne survivent pas à leurs dirigeants fondateurs en gardant intacts leur programme et leur raison d'être. Le camarade Robertson avait pour objectif de tout faire pour contredire ce pronostic. Lors de la dernière bataille politique majeure de sa vie, Jim a joué un rôle clé pour rectifier une perversion de longue date du léninisme sur la question nationale, en particulier en ce qui concerne les États multinationaux relativement avancés. Une nouvelle génération de dirigeants s'est affirmée au cours de cette bataille. Ils sont devenus une composante vitale du Comité exécutif international de la LCI, aux côtés de cadres expérimentés qui sont essentiels à la préservation de nos liens ténus avec la continuité révolutionnaire.

Lors d'une réunion commémorative de camarades et sympathisants juste après le décès de Jim, l'actuelle secrétaire nationale de la SL/U.S. soulignait que la continuité révolutionnaire « est avant tout programmatique, mais aussi personnelle, car le programme est incarné par des êtres humains ». À l'occasion de formations internes et d'innombrables discussions informelles, Jim nous a transmis de manière vivante son histoire politique et les batailles fractionnelles qui l'avaient conduit sur la voie du programme du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. Cette histoire l'a mené du Parti communiste (PC) au Workers Party/Independent Socialist League (WP/ISL) de Max Shachtman, puis au Socialist Workers Party (SWP) de James Cannon. Il devint ensuite un des principaux dirigeants de la Revolutionary Tendency (RT). Les cadres de la RT, exclus du SWP en 1963-1964, fondèrent alors la Spartacist League/U.S.



Jim devait faire remarquer plus tard que ce qu'il avait appris, et dû apprendre, au cours des batailles fractionnelles qu'il avait menées, c'est que la « question russe » est le critère déterminant du marxisme révolutionnaire à l'époque impérialiste. Cela implique à la fois de tirer les leçons de l'expérience du Parti bolchévique qui avait dirigé la conquête du pouvoir par la classe ouvrière lors de la Révolution russe de 1917, et de comprendre la nécessité de défendre les acquis de cette révolution, malgré la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique.

Cette conception programmatique a été au centre de notre intervention dans le mouvement contre la guerre du Vietnam pendant les premières années de la SL/U.S. Au mot d'ordre social-patriotique « Ramenez nos hommes à la maison », nous opposions l'appel à la défaite de l'impérialisme américain

et avançons le mot d'ordre « Toute l'Indochine doit devenir communiste ! » Nous déclarions dans un télégramme à Ho Chi Minh le 7 février 1965, le jour même où les États-Unis commençaient à bombarder le Nord-Vietnam : « La lutte héroïque des travailleurs vietnamiens fait avancer la cause de la révolution américaine » (reproduit dans *Spartacist* édition en anglais n° 4, mai-juin 1965). Dans les années 1980, alors que la campagne de guerre froide des impérialistes contre l'Union soviétique battait son plein, nous nous démarquions par notre défense de l'Union soviétique, avec les mots d'ordre « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Étendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! » et « Halte à la contre-révolution de Solidarność » en Pologne.

C'est le camarade Robertson qui a été à l'origine de certains de nos mots d'ordre les plus percutants, et de la propagande et des actions les plus tranchantes que nous ayons faites. Il a été l'architecte central de la mobilisation la plus importante et la plus significative de notre tendance internationale, lorsque nous sommes intervenus dans une révolution politique prolétarienne embryonnaire dans l'État ouvrier déformé est-allemand (RDA) en 1989. Les travailleurs, soldats, étudiants et autres défilaient en masse avec des banderoles proclamant « Pour les idéaux communistes » et « Non aux privilèges » ; nous avons alors appelé à une « Allemagne soviétique rouge » grâce à une révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest et à une révolution politique prolétarienne pour balayer les dirigeants traîtres staliniens en RDA.

Même si les forces étaient disproportionnées, nous étions engagés dans une bataille politique pour l'avenir de la RDA contre le régime stalinien qui était en train d'abdiquer. Nous avons été vaincus lorsque Mikhaïl Gorbatchev, le numéro un soviétique, a donné son feu vert à la réunification capitaliste de l'Allemagne. Mais nous nous sommes battus de toutes nos forces ! Jim devait faire plus tard une analogie avec l'intervention de Lénine lors d'une session du premier Congrès panrusse des Soviets en juin 1917. Lorsqu'un dirigeant menchévique déclara qu'aucun parti n'était prêt à prendre le pouvoir, Lénine s'exclama : « Si, il y en a un ! » Comme le faisait remarquer le camarade Robertson : « En RDA en 1989-1990, c'était nous. Je ne crois pas qu'on doive minimiser ou nier cela simplement parce qu'on a été battu. On sera souvent battu. »

La contre-révolution qui avait emporté les États ouvriers déformés d'Europe centrale et orientale détruisit en 1991-1992 l'Union soviétique. Jim, reconnaissant l'impact dévastateur de cette défaite sur les luttes et la conscience de la classe ouvrière, fit remarquer :

« Nous nous trouvons aujourd'hui dans un fossé d'une profondeur inhabituelle, et les expériences qui nous sont directement accessibles ne sont pas très bonnes. Alors mieux vaut nous reporter très fortement aux expériences du mouvement ouvrier quand il pouvait voir beaucoup plus loin : de 1918 à 1921. »

Spartacist, notre revue théorique publiée en quatre langues, est un moyen primordial de garder vivantes ces expériences, incarnées dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Jim fut le fondateur de la revue et son premier rédacteur en chef, et il resta une composante essentielle du comité de rédaction de l'édition en langue anglaise jusqu'à sa mort ; il soulignait toujours qu'il ne s'agissait pas de transmettre un dogme mais de faire une évaluation critique. Il était particulièrement satisfait de nos articles « À bas les postes exécutifs de l'État capitaliste ! » (*Spartacist* édition en français n° 39, été 2009) et « Pourquoi nous rejetons l'appel à une "assemblée constituante" » (*Spartacist* édition en français n° 41, été 2013). Jim, qui avait joué un rôle central dans la conception de ces deux articles, les considérait comme des extensions des ouvrages de

Lénine *L'État et la révolution* et *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*.

La Californie, le calvinisme et le communisme

Né à Berkeley en 1928, Jim était un enfant de la Crise de 1929. Il parlait souvent de la misère qui régnait à cette époque. Il se souvenait aussi de l'impact de la grève des dockers de la côte Ouest en 1936-1937, alors qu'enfant il voyait flotter les débris jetés des bateaux non déchargés dans la baie de San Francisco.

Quelque 80 ans plus tard, Jim fut un de ceux qui poussèrent à publier la brochure « Then and Now » [Hier et aujourd'hui – voir *Le Bolchévik* n° 212, juin 2015]. Cette brochure fait un parallèle contrasté entre, d'un côté, la victoire des grèves menées en pleine récession économique dans trois grandes villes – les dockers à San Francisco, les camionneurs à Minneapolis et les ouvriers de l'automobile à Toledo – et, de l'autre, l'état lamentable du mouvement ouvrier aujourd'hui. Cette brochure, visant à armer une nouvelle génération de combattants ouvriers, montre clairement que la différence essentielle, c'est que les grèves de 1934 étaient dirigées par des « rouges » déterminés à mobiliser la puissance de la classe ouvrière, alors que les dirigeants syndicaux d'aujourd'hui défendent résolument les intérêts et les profits de l'impérialisme américain. Jim comprenait profondément le rapport entre le parti léniniste et le prolétariat dans la lutte pour introduire dans la classe ouvrière une perspective de lutte de classe : les syndicats, c'est l'unité des travailleurs, alors que le parti signifie la scission – c'est-à-dire le combat pour forger l'avant-garde de la classe en gagnant les travailleurs les plus conscients.

Dans la famille de Jim, de tous les côtés, on était de fervents presbytériens. Les leçons inculquées par son éducation calviniste allaient continuer à le caractériser, même une fois qu'il était devenu athée dans son adolescence. Il était resté voué à la connaissance et à la probité, et il avait

suite page 25



Workers Vanguard



Spartakist

À gauche : Jim brandit le tract en russe de la LCI publié dans le cadre de notre intervention contre la contre-révolution en URSS, en 1992. À droite : La LCI a été à l'initiative de la manifestation de front unique de Treptow en 1990 à Berlin-Est ; nous avons lutté pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne.

Les réformistes allemands en crise

Chassez de la gauche les partisans de l'UE/OTAN !



Spartacist

Berlin, 29 mai : Contre la gauche réformiste qui supplie les éléments les plus pro-impérialistes du mouvement ouvrier de former une coalition, la banderole spartakiste exige « Chassez de la gauche les partisans de l'UE/OTAN ! Travailleurs ukrainiens, russes : Retournez les fusils ! »

L'article suivant est traduit de Spartakist (n° 224, printemps 2022), le journal du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, section allemande de la LCI.

La gauche réformiste est dans une crise profonde. Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, la bourgeoisie allemande s'est engagée à fond dans la campagne de guerre de l'OTAN contre la Russie. L'envoi d'aide militaire à l'Ukraine et l'accroissement massif du budget de la Bundeswehr (l'armée allemande) représentent un important changement de politique pour l'Allemagne. Die Linke (La Gauche), le Parti communiste allemand (DKP), l'Organisation communiste (KO) et les groupes pseudo-marxistes tels que l'Organisation révolutionnaire internationaliste (RIO, associée à Révolution permanente en France) et le Parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD) sont en état de choc, pris au dépourvu par le brusque décalage entre leur pacifisme traditionnel et la ligne du gouvernement. Les lèche-bottes de l'OTAN Gregor Gysi, Bodo Ramelow, Caren Lay et C^{ie} (membres de la direction de Die Linke) ont immédiatement attaqué quiconque ne rentrait pas dans le rang. Ceux qui veulent encore s'accrocher au vieux

programme de Die Linke pour la « dissolution de l'OTAN », comme les partisans de Sahra Wagenknecht, ont maintenant le cul entre deux chaises. D'un côté, ils condamnent « la guerre d'agression de la Russie en violation du droit international » et veulent se placer du côté du gouvernement ukrainien, tout comme la coalition au pouvoir Parti social-démocrate (SPD)/Verts/Parti libéral démocrate (FPD). De l'autre côté, ils ne veulent pas simplement comme ça jeter leur pacifisme par-dessus bord.

La crise des réformistes a une raison simple : pendant des décennies leurs positions « contre le réarmement » et « contre le déploiement à l'étranger de la Bundeswehr » étaient compatibles avec les objectifs de l'impérialisme allemand. À une époque où la bourgeoisie ne faisait pas d'investissements notables dans sa Bundeswehr, les appels au « désarmement » étaient non seulement complètement inoffensifs pour la bourgeoisie impérialiste, mais ils servaient aussi de couverture pacifiste à son pillage économique de l'Europe. La politique « pacifique » de l'impérialisme allemand des trente dernières années se concentrait sur l'exploitation et l'asservissement des pays



ZUMA

Erfurt, 24 juin 2022 : Au congrès de Die Linke, le ministre-président de Thuringe Bodo Ramelow défend son bilan pro-impérialiste et condamne la banderole du SpAD, « qui appelle à ce que des gens comme moi soient exclus du parti ».

européens dépendants, de Lisbonne à Athènes en passant par Riga, grâce à l'Union européenne (UE) et à l'euro, afin de développer ainsi sa domination économique et politique en Europe sous l'égide de l'impérialisme américain. L'UE, en tant qu'appendice de l'OTAN et instrument de l'impérialisme allemand, a coopéré étroitement avec l'impérialisme américain pour asservir les masses ouvrières ukrainiennes et provoquer l'invasion de la Russie.

Mais voilà que la bourgeoisie a mis fin brusquement à la relation intime de confiance avec les réformistes. En proclamant un « changement d'époque », la bourgeoisie allemande utilise tous les moyens pour essayer d'éradiquer toute critique de l'OTAN, aussi inoffensive qu'elle soit, afin d'imposer sa ligne belliciste. Sous cette pression se dessine une ligne de classe grossière et déformée entre ceux qui embrassent une orientation ouvertement pro-impérialiste et pro-OTAN, et ceux qui refusent de laisser tomber sur-le-champ leur pacifisme traditionnel. Ces derniers ont l'air de chiens battus et n'ont aucune réponse. Nous avons une réponse : **Chassez de la gauche les partisans de l'UE/OTAN !**

Ceux qui soutiennent ouvertement les instruments d'oppression et d'exploitation des impérialistes n'ont rien à faire dans le mouvement ouvrier. Les jeunes et les travailleurs qui veulent vraiment lutter contre l'impérialisme doivent mener à bien cet assainissement du mouvement ouvrier, un combat qui requiert un programme révolutionnaire. Il ne peut y avoir de paix durable sans le renversement de l'impérialisme par la révolution ouvrière. La lutte pour expulser de la gauche les laquais de l'UE et de l'OTAN nous permettra, à nous les marxistes, de montrer plus facilement aux travailleurs et aux jeunes que ce ne sont pas les fanatiques pro-OTAN qui constituent le véritable obstacle à la lutte contre l'impérialisme, mais le programme bourgeois pacifiste des Wagenknecht, DKP et C^{ie}. Leur programme conduit nécessairement à la capitulation

devant les défenseurs de l'UE/OTAN. Ils colportent ainsi le mensonge qu'on pourrait soutenir les porteurs de drapeaux bleu-et-jaune tout en s'opposant aux livraisons d'armes à l'Ukraine. Mais il n'y a pas de voie médiane entre le soutien à l'impérialisme via l'OTAN et l'UE et le programme de la révolution socialiste.

Le pacifisme désarme les travailleurs, pas la bourgeoisie. Nous avons une solution révolutionnaire. Comme nous l'écrivions dans notre supplément à *Spartacist* (voir page 3) : « Il n'y a qu'une seule issue progressiste à la guerre entre l'Ukraine et la Russie : transformer cette guerre entre *deux* classes capitalistes en guerre civile où les travailleurs les renverseront *toutes les deux*. Nous en appelons aux soldats et aux ouvriers d'Ukraine et de Russie : Fraternalisez ! Retournez les fusils contre vos exploiters ! » Ici en Allemagne, ce programme doit être lié à la lutte pour la révolution ouvrière contre l'impérialisme allemand.

Léninisme contre pacifisme

Le prolétariat a besoin d'un mouvement *révolutionnaire* contre la guerre et l'impérialisme. Il faut pour cela, comme l'enseignait l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky, « démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation "démocratique" de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes » (« Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste », 1920).

Illusions dans l'impérialisme pacifique

À la place, Wagenknecht promeut au sein de la classe ouvrière, en guise de programme contre la guerre, la ligne de Die Linke pour la « dissolution de l'OTAN ». Elle est, avec le DKP, pour un « système de sécurité collective » avec la Russie, ce qu'exprime aussi le DKP avec ses slogans de « Paix avec la Russie ! » ou « Allemagne hors de l'OTAN ! » Il va de soi que les révolutionnaires s'opposent à l'OTAN, mais le programme de Wagenknecht et du DKP veut faire croire aux travailleurs que l'impérialisme allemand serait « plus pacifique » si, au lieu de l'alliance militaire de l'OTAN dominée par les États-Unis, il faisait partie d'une autre alliance qui inclurait la Russie. Ce programme anti-américain et nationaliste n'est rien d'autre qu'un appel à un changement d'orientation stratégique pour l'impérialisme allemand.

Toute politique étrangère de la bourgeoisie allemande, quelle qu'elle soit, ne peut avoir qu'un seul objectif : promouvoir ses intérêts de classe, c'est-à-dire l'exploitation de la classe ouvrière et l'asservissement d'autres nations. Lénine insistait, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), que « les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur *une seule et même* base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale ». Une alliance entre l'impérialisme allemand et la Russie serait réactionnaire, tout comme l'alliance transatlantique actuelle.

Motion proposée pour le congrès de Die Linke

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands a distribué la motion ci-dessous aux délégués du congrès de Die Linke qui s'est tenu à Erfurt du 24 au 26 juin 2022. Même si elle a attiré beaucoup d'attention, aucun délégué – pas même les soi-disant révolutionnaires – n'a soutenu notre proposition de mettre à la porte de Die Linke les partisans déclarés de l'impérialisme allemand.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les capitalistes allemands veulent faire taire le moindre murmure d'opposition à l'OTAN. Dans le sillage de la bourgeoisie, les lèche-bottes déclarés de l'UE et de l'OTAN à l'intérieur de Die Linke – comme Gysi et Ramelow – sont à l'offensive : ils se battent pour dégager tous ceux qui ne rentrent pas dans le rang en jurant fidélité éternelle à l'UE et l'OTAN.

Quelle a été jusqu'à présent la réponse dans Die Linke à cette offensive des partisans déclarés de l'UE et de l'OTAN ? Qu'il s'agisse de Wagenknecht ou des courants tels que Gauche anticapitaliste et Gauche socialiste, ils évitent tous la confrontation et s'efforcent de

préservé l'unité avec les pro-impérialistes déclarés. En conséquence, aucune de leurs motions et amendements pour le congrès ne donne de réponse à l'offensive réactionnaire. Nous avons une réponse.

Motion : Avec effet immédiat, les partisans de l'UE/OTAN comme Gregor Gysi, Bodo Ramelow, Caren Lay, Susanne Hennig-Wellsow, Christiane Schneider, Jan van Aken et tous les autres qui appellent à soutenir l'UE et l'OTAN sont chassés de Die Linke.

Il est nécessaire et urgent de se battre pour cela ! Nous proposons à tous les délégués de Die Linke qui veulent prendre position contre l'impérialisme allemand et ses larbins déclarés à l'intérieur de Die Linke de soutenir cette motion et de la soumettre au vote du congrès.

On n'a pas besoin d'être un communiste pour soutenir l'expulsion de ces pro-impérialistes hors du mouvement ouvrier. Mais ceux qui prétendent être « révolutionnaires » et s'opposent à cette mesure d'hygiène politique élémentaire pour la classe ouvrière ne sont que des imposteurs et des traîtres.

– Berlin, 22 juin 2022

Si la vision de Wagenknecht et du DKP d'une alliance avec la Russie n'est qu'une lueur lointaine dans un horizon incertain, la plupart de la gauche capitule devant l'alliance soi-disant « pacifique » actuelle à travers laquelle la bourgeoisie allemande impose ses intérêts : l'UE. Qui veut lutter contre l'impérialisme doit lier l'opposition à l'OTAN à l'opposition à l'UE. Au contraire de cela, les principaux slogans sur la guerre en Ukraine de nombreux groupes réformistes se dirigent contre l'OTAN *mais pas* contre l'UE. Ainsi, Marx21, RIO ou le DKP entretiennent l'illusion que le pillage économique « pacifique » par le capital financier allemand dans le cadre de l'UE est « progressiste », contrairement à l'alliance « militariste » de l'OTAN.

Bien sûr, RIO, le DKP et d'autres « critiques de gauche » à l'intérieur de Die Linke insistent régulièrement sur leur « opposition » à l'UE. Le DKP caractérise d'« instrument de l'impérialisme allemand », tandis que RIO critique son expansion vers l'Est ; elle est « néolibérale » pour Wagenknecht, qui prône un changement d'alliance pour l'impérialisme allemand. Ce qu'ils ont tous en commun, c'est leur rejet de l'UE en raison de sa politique réactionnaire, mais pas en raison d'une opposition de principe à l'impérialisme allemand et à toutes les alliances impérialistes. Leur critique de l'impérialisme est simplement réformiste. Pour nous communistes, au contraire, l'opposition révolutionnaire à l'UE découle de l'opposition à l'impérialisme : **À bas l'UE et l'euro ! Pour les États-Unis soviétiques d'Europe, unis de leur plein gré !**

Tous les réformistes brandissent des slogans du type « À bas la guerre ! » ; certains appellent aussi à des « négociations » et un cessez-le-feu. L'historien militaire Clausewitz disait que « la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens », c'est-à-dire la continuation de

la politique des puissances belligérantes et de leurs classes dirigeantes. Comme nous le disions dans notre supplément, « aucun cessez-le-feu ni accord de paix entre bandits capitalistes ne résoudra les causes de la guerre. Tout accord de ce genre sera nécessairement dirigé contre les travailleurs de Russie et d'Ukraine et préparera le terrain pour le prochain conflit sanglant. »

Exemple particulièrement lamentable de cette confiance en la diplomatie impérialiste : le soutien du DKP aux accords de Minsk, présentés comme une alternative « pacifique » à la guerre, et ses lamentations sur leur violation. Les accords de Minsk reflétaient les aspirations de l'impérialisme allemand concernant l'Ukraine et la Russie. Ils avaient été négociés sous la direction de l'ancienne chancelière Angela Merkel et de son ministre social-démocrate des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier dans l'objectif de maintenir l'Ukraine dans la sphère d'influence des impérialismes allemand et américain. Soutenir la « paix » dans le cadre des accords de Minsk, c'est soutenir les buts du capital financier allemand.

« Désarmement »

Tous les groupes réformistes sont contre le réarmement de la Bundeswehr et demandent par exemple « des milliards pour la santé, l'éducation et le climat, pas pour la guerre ! » RIO (section de la Fraction trotskyste-Quatrième Internationale, FT-QI) exige aussi l'« Abolition de la Bundeswehr ! » Il est complètement utopique de demander aux impérialistes de se « désarmer » ou d'abolir leur armée ; comme toute classe dirigeante, les impérialistes allemands ont besoin de leur armée pour maintenir leur domination de classe et promouvoir leurs intérêts à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le mot d'ordre des réformistes « contre le réarmement »

dans le cadre du capitalisme est réactionnaire aussi, parce qu'il dupe les ouvriers et les opprimés avec l'espoir d'une paix durable sous le capitalisme.

Comme les bolchéviks-léninistes l'expliquaient dans les années 1930 :

« N'ayant pas la moindre confiance dans les programmes capitalistes de désarmement ou de limitation des armements, le prolétariat révolutionnaire pose une seule question : dans quelles mains se trouvent les armes ? Toutes sortes d'armes qui se trouvent dans les mains des impérialistes sont identiquement dirigées contre les classes laborieuses, contre les faibles nations, contre le socialisme, contre l'humanité. Par contre, l'arme dans les mains du prolétariat et des nations opprimées est le seul moyen pour nettoyer notre planète de l'oppression et des guerres. »

- « Déclaration des bolchéviks-léninistes (Opposition de gauche de l'Internationale communiste) au Congrès mondial contre la guerre » (juillet 1932)

La campagne pour le désarmement est une campagne pour un autre budget de l'impérialisme allemand. Est-ce qu'on peut empêcher la guerre de cette façon ? Évidemment non. Les deux guerres mondiales n'ont pas éclaté à cause de la course aux armements entre puissances impérialistes mais à cause des contradictions insurmontables du système capitaliste. L'impérialisme n'est pas une politique réactionnaire d'armement et d'interventions militaires qu'on pourrait remplacer par une politique meilleure et plus progressiste (par exemple financer le système d'éducation) dans le cadre du capitalisme. Les impérialistes vont toujours ajuster leur budget militaire en fonction de leurs besoins respectifs. L'impérialisme est un système mondial où a été achevée la division du monde entre les monopoles et une poignée de puissances capitalistes comme les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Cela implique l'accroissement des rivalités interimpérialistes et la lutte incessante entre ces voleurs pour la redivision du monde, ce qui entraînera forcément de nouvelles guerres impérialistes, à moins que des révolutions ouvrières n'y mettent fin.

De même qu'un rééquilibrage du budget du gouvernement capitaliste ne peut assurer la paix, il ne peut pas

non plus satisfaire les besoins de la classe ouvrière, que ce soit en matière d'éducation, de santé ou dans tout autre domaine. Bien sûr que les écoles et hôpitaux décrépits ont besoin d'investissements massifs ! Mais on ne peut pas y arriver par le programme réformiste de jongler avec les chiffres du budget des capitalistes.

« Mouvement de la paix »

Le DKP a remarqué que le mouvement pacifiste actuel mobilise ouvertement pour des livraisons d'armes à l'Ukraine... et il appelle en réponse à construire un mouvement sur le modèle de celui des années 1970-1980. Aujourd'hui comme hier, le programme des réformistes de construire un mouvement pour parvenir à la paix dans le cadre du capitalisme a fait complètement faillite et mène le prolétariat dans l'impasse. À l'initiative du chancelier SPD Helmut Schmidt, les impérialistes américains avaient décidé, fin 1979, d'installer des missiles nucléaires de moyenne portée en Europe de l'Ouest, pointés directement sur l'Union soviétique et la RDA. Nous sommes alors intervenus avec la ligne trotskyste : « Écrasez l'OTAN ! Défense de l'Union soviétique ! »

De nombreux jeunes et ouvriers s'inquiétaient alors, à juste titre, que les impérialistes ne déclenchent une guerre nucléaire. Mais le mouvement de la paix allemand, mené par les Verts, les Églises et certaines sections du SPD et leurs appendices réformistes, a canalisé ces craintes vers une politique de nationalisme antisoviétique et d'un rôle plus indépendant pour l'Allemagne de l'Ouest impérialiste. Ce programme bourgeois était clairement opposé aux armes nucléaires de l'Union soviétique, et c'était un programme pour la contre-révolution capitaliste. Parce que nous sommes révolutionnaires, nous étions et sommes toujours pour que les États où le capitalisme a été renversé disposent des meilleures armes possibles, y compris nucléaires, et cela même si le pouvoir politique y est entre les mains d'une bureaucratie stalinienne antirévolutionnaire. Nous étions pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique et pour la révolution politique prolétarienne contre les staliens. C'est encore notre programme pour la Chine et les autres États ouvriers déformés restants.

Wagenknecht et l'ensemble de la gauche réformiste résumait ainsi l'une des principales « leçons du fascisme et de l'histoire allemande » pour la classe ouvrière : « Plus jamais la guerre ! » Ils veulent construire leur mouvement de la paix derrière ce slogan. Quelle escroquerie ! Aucune opposition pacifiste à la guerre n'a jamais rien accompli contre les guerres mondiales impérialistes. Pour le prolétariat, il y a bien une leçon fondamentale à tirer des deux guerres mondiales, et les bolchéviks insistaient dessus, tout comme les fondateurs du Parti communiste allemand Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht : le seul moyen de réaliser le slogan

Journal du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

Abonnement : 3€ / 3 numéros
 Hors d'Allemagne : 6€
 Plus Spartacist
 édition en allemand

Commande : Verlag Avantgarde
 Postfach 2 35 55, 10127 Berlin

Païement : Postbank Frankfurt/Main,
 BIC (SWIFT) PBNKDEFF
 IBAN DE11 5001 0060 0011 9886 01



@ArbeiterInnenmacht

La gauche réformiste à une manifestation à Berlin le 9 avril 2022. Sur la banderole de gauche : « Ni Poutine ni OTAN ! » Celle de droite se revendique frauduleusement de Luxemburg et Liebkecht pour déguiser un appui à la victoire militaire de l'Ukraine soutenue par l'OTAN.

« plus jamais la guerre » est la révolution ouvrière contre la bourgeoisie allemande meurtrière.

« Troupes russes hors d'Ukraine ! » : slogan de l'OTAN

« L'alliance appelle le Président Poutine à arrêter cette guerre immédiatement, à retirer ses forces d'Ukraine sans conditions et à s'engager dans une solution diplomatique véritable. » De quelle alliance s'agit-il ? Peut-être de « l'alliance antiguerre » de RIO, d'autres pseudo-trotskyistes et du MLPD maoïste ? Pas tout à fait – la citation vient en fait de l'OTAN (« Réponse de l'OTAN à l'invasion de l'Ukraine par la Russie », nato.int, 8 avril). Le slogan « Troupes russes hors d'Ukraine ! » reprend directement la revendication principale de l'OTAN. Dans le contexte de la guerre actuelle, cela signifie être pour la victoire du gouvernement ukrainien réactionnaire contre la Russie. Zelensky et son régime, ces larbins des impérialistes, non seulement servent à porter des coups de bélier contre la Russie sur le flanc oriental de l'OTAN, mais aussi ils piétinent les droits nationaux des minorités russe et russophone dans l'Est de l'Ukraine. La victoire du gouvernement ukrainien ne libérerait pas l'Ukraine, elle cimenterait davantage le joug impérialiste sur le pays au travers de son entrée dans l'UE et l'OTAN.

Pour couvrir leur ligne pro-impérialiste, ces « pacifistes bêlants » agitent toutes sortes de formules orthodoxes, en particulier le mot d'ordre de Karl Liebkecht « l'ennemi principal est dans notre propre pays ! » Pendant la Première Guerre mondiale, les révolutionnaires spartakistes Rosa Luxemburg et Karl Liebkecht appelaient au renversement de l'impérialisme allemand par la classe ouvrière. Les pseudo-trotskyistes ne sont certes pas les seuls à les dénaturer à des fins pacifistes, mais il faut un sacré culot pour

répéter le slogan de Liebkecht tout en marchant sous la bannière de son propre impérialisme. Liebkecht ne lançait pas le cri de guerre « *Jeder Schuss ein Russ !* » [« À chaque tir un Russe ! »], et il n'appelait pas non plus au retrait de l'armée russe. Il appelait la classe ouvrière allemande à pointer ses fusils en direction de la bourgeoisie allemande et non de l'armée russe.

« Ni Poutine ni OTAN ! » et « impérialisme russe »

Les différents groupes pseudo-trotskyistes en Allemagne sont divisés sur le caractère de la Russie – si elle est impérialiste ou non. Cela ne les empêche en tout cas pas en pratique de travailler ensemble dans le camp impérialiste et derrière le cri de ralliement de l'OTAN. Ils ont un slogan avec lequel ils sont tous d'accord et sous lequel ils ont défilé à plusieurs reprises : « Ni Poutine ni OTAN ! » Encore une fois ce slogan est diamétralement opposé au programme de Liebkecht : l'ennemi

principal de la classe ouvrière en Allemagne est l'impérialisme allemand, pas Poutine. Il place aussi sur le même plan l'OTAN, alliance dominée par les impérialistes, et la Russie capitaliste, une puissance régionale non impérialiste. Ce slogan n'est qu'une feuille de vigne pseudo anti-impérialiste pour camoufler le fait que les pseudo-trotskyistes se rangent du côté du gouvernement ukrainien soutenu par l'OTAN.

Loin d'être un débat académique et historique, la question du caractère impérialiste ou non de la Russie a d'importantes implications programmatiques. Partant de son point de vue pro-impérialiste, Wolfram Klein, théoricien en chef des pseudo-trotskyistes de Sol (CIO/Comité pour une Internationale ouvrière), est bien conscient de cela. Il pique une crise devant la position révolutionnaire de la LCI, selon laquelle : « Si l'OTAN ou l'une ou l'autre puissance impérialiste entrait directement dans cette guerre, les révolutionnaires auraient l'obligation de prendre le côté militaire de la Russie, pour la défaite des impérialistes, principal rempart de la réaction capitaliste au niveau international » (supplément à *Spartacist*, page 3).

Afin de justifier que la Russie est impérialiste, Klein répond : « En 1914, l'Allemagne dominait-elle le monde, ou bien était-elle une puissance régionale ? Y avait-il un seul pays qui dominait le monde en 1914 ? Dans cette logique la Première Guerre mondiale n'était pas une guerre impérialiste puisque c'était une guerre entre puissances régionales en lutte pour atteindre l'hégémonie globale (tandis que la Grande-Bretagne avait déjà perdu son hégémonie) » (*Solidarität*, « La guerre en Ukraine et la gauche », 9 avril 2022).

Le trait d'égalité que tire faussement Klein entre Poutine et le Kaiser allemand (et pourquoi pas Hitler carrément !) est tout simplement une justification de sa capitulation à l'impérialisme. Une guerre de l'OTAN contre une Russie

économiquement arriérée et isolée politiquement et militairement *ne serait pas* une guerre inter-impérialiste pour la redivision du monde, contrairement à la Première Guerre mondiale, mais une campagne concertée des impérialistes pour transformer la Russie en champ de bataille nucléaire et la bombarder jusqu'à ce qu'elle retourne à l'âge de pierre. La Russie mènerait dans ce cas une guerre défensive justifiée contre les impérialistes. Pour cette raison, il serait dans l'intérêt de la classe ouvrière internationale de lutter pour la défaite des impérialistes. La guerre réactionnaire de la Russie contre l'Ukraine n'est pas non plus une guerre pour la redivision du monde, mais une guerre régionale limitée dans laquelle la Russie s'efforce de ramener l'Ukraine dans sa sphère d'influence et de l'opprimer en tant que nation, contre les efforts conjoints de tous les impérialistes pour maintenir l'Ukraine sous leur domination.

RIO et d'autres organisations refusent de caractériser la Russie comme impérialiste mais cela ne les empêche pas de défilier sous le cri de guerre de l'OTAN, côte à côte avec Sol, SAV, le MLPD et C^{ie}, pour lesquels la Russie est impérialiste. À RIO et à tous les autres « anti-impérialistes » autoproclamés, nous posons la question : serez-vous pour la défaite de l'impérialisme et la défense militaire de la Russie dans l'éventualité d'une intervention militaire de l'OTAN contre la Russie ?

La « brigade Karl Marx » de RIO pour Zelensky

Faisant encore une tentative désespérée pour se donner une couverture « anti-impérialiste », la plupart des réformistes, comme RIO, s'opposent aux sanctions impérialistes contre la Russie capitaliste ainsi qu'à la livraison d'armes à l'Ukraine. Le Courant communiste révolutionnaire international (CCRI/RCIT) et les pablistes du « Secrétariat unifié » (en Allemagne, l'ISO), eux, sont pour les livraisons d'armes. Faisant écho au gouvernement SPD-Verts-FDP et à la position pro-OTAN de la direction de Die Linke, ces sociaux-chauvins conséquents mettent à nu la contradiction des pacifistes « critiques » dans l'orbite de Die Linke. Ils s'exclament : on ne peut pas faire campagne pour l'Ukraine, pour la défaite de la Russie, et s'opposer en même temps aux livraisons d'armes. En effet !

RIO parle de la nécessité d'« un programme indépendant contre l'invasion russe et contre l'intervention impérialiste de l'OTAN » pour donner l'impression qu'ils ne sont pas du même côté que les impérialistes et leurs larbins. La grandiloquence pseudo-léniniste de RIO et C^{ie}, leur opposition aux livraisons d'armes, leur verbiage de « résistance populaire » et de « mobilisation indépendante » de la classe ouvrière ukrainienne contre la Russie : tout ceci ne sert qu'à couvrir leur soutien à la victoire du gouvernement ukrainien, appuyé par l'OTAN, contre la Russie. RIO refuse seulement de marcher sous le commandement direct de Zelensky, ce qui veut dire : la classe ouvrière forme sa propre « brigade Karl Marx » et tire sur l'armée russe, aux côtés de l'armée ukrainienne et des fascistes du bataillon Azov.

Nous sommes, à l'opposé, pour *le défaitisme prolétarien révolutionnaire des deux côtés*. La classe ouvrière ukrainienne doit lutter *contre le gouvernement ukrainien*, unie avec ses frères de classe en Russie, lesquels doivent prendre fait et cause pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie russe. Les pseudo-trotskyistes de RIO et C^{ie} n'ont rien à offrir à la classe ouvrière de Russie et

d'Ukraine, ni à celle d'Allemagne, à part la subordination à l'OTAN.

Les travailleurs doivent-ils soutenir la Russie ?

Certaines sections du DKP, ainsi qu'une minorité de l'Organisation communiste (une scission du DKP), prennent le côté de la Russie. Dans le contexte de la campagne anti-russe et pro-OTAN – et contrairement à la gauche qui marche sous le cri de ralliement de l'OTAN « Troupes russes hors d'Ukraine ! » – cette position pourrait sembler anti-impérialiste. Ce n'est pas le cas. La seule manière de vaincre l'impérialisme une fois pour toutes, c'est par la révolution socialiste internationale. Au lieu de se battre pour gagner les ouvriers d'Allemagne, de Russie et d'Ukraine à ce programme, ces éléments démoralisés placent tous leurs espoirs dans l'armée de la bourgeoisie russe.

Une victoire russe ne ferait que perpétuer le cycle de réaction à travers toute la région. En revanche, une révolution ouvrière victorieuse en Ukraine ou en Russie porterait un coup sérieux aux impérialistes et inspirerait les travailleurs du monde entier à se débarrasser de leurs dirigeants capitalistes chez eux.

Un programme révolutionnaire contre l'impérialisme et la guerre

Tous ceux qui ne veulent pas se contenter de verbiage pseudo-orthodoxe dans le camp de leur propre impérialisme mais veulent vraiment se battre contre l'impérialisme doivent le faire sur la base d'un programme révolutionnaire pour la libération de la classe ouvrière. Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), lutte pour construire un mouvement antiguerre révolutionnaire sur la base suivante :

- *Chassez de la gauche les partisans de l'UE et de l'OTAN !*
- *À bas tous les embargos et sanctions impérialistes contre la Russie ! Pour des actions ouvrières contre les envois d'armes au gouvernement ukrainien !*
- *Travailleurs ukrainiens, russes : Fraternalisez ! Retournez les fusils contre vos propres dirigeants !*
- *Au lieu du pacifisme et du désarmement : Pas un homme, pas une femme, pas un sou pour l'armée impérialiste ! Désarmez la bourgeoisie, armez la classe ouvrière !*
- *Pour le renversement de l'impérialisme allemand par la révolution ouvrière !*
- *À bas l'UE et l'OTAN ! Pour les États-Unis soviétiques d'Europe, unis de leur plein gré !*
- *Le droit international est le droit des impérialistes ! À bas l'ONU, repaire de brigands impérialistes !*
- *Pour la défense militaire inconditionnelle des États ouvriers déformés, Chine, Corée du Nord, Vietnam, Laos et Cuba, contre l'impérialisme et la contre-révolution ! Pour la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne !*
- *Rompez avec le SPD et Die Linke ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique qui lutte pour un gouvernement ouvrier ! Reforgeons la IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste ! ■*

Centrisme et guerre en Ukraine

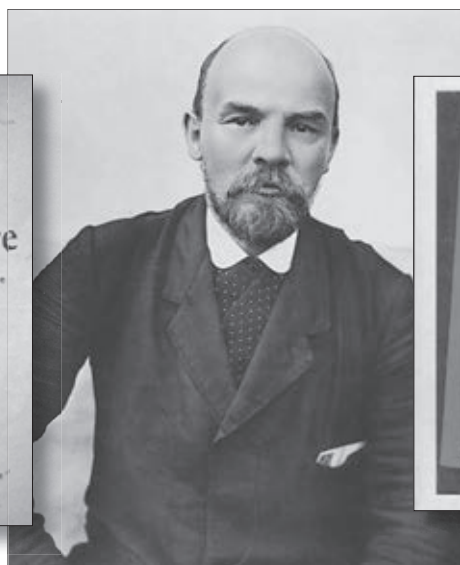
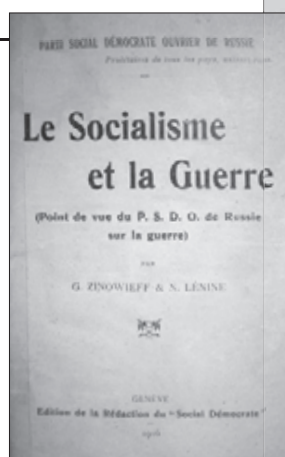
Une polémique contre le Groupe internationaliste

La polémique suivante contre le Groupe internationaliste a d'abord été publiée dans *Spartacist* en anglais (n° 67, août 2022). Le GI avait alors une contradiction. Il prônait le défaitisme révolutionnaire dans le conflit, mais sa véritable pratique allait à l'encontre de cette position formellement correcte. C'est précisément ce que nous démontrons dans cet article. Depuis la publication de notre article, le GI a résolu sa contradiction. Malheureusement il ne l'a pas fait en adoptant une position vraiment révolutionnaire mais en se mettant à soutenir la Russie dans la guerre, une position ouvertement réactionnaire.

Dans un article du 22 octobre, le GI prétend maintenant que la Russie mène une guerre juste de défense nationale contre les impérialistes. Selon le GI, le conflit ne porte plus sur qui – les Russes ou les puissances impérialistes de l'OTAN/UE – dominera l'Ukraine, mais sur le fait que les impérialistes cherchent à « vaincre, détruire et démembrer la Russie ». Le GI va jusqu'au bout avec cette position : ils tirent un trait d'égalité entre d'une part la tâche des communistes vis-à-vis de l'« opération militaire spéciale » de la Russie, et d'autre part l'opposition de Trotsky au viol impérialiste de la Chine par le Japon et à l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie. Comment le GI justifie-t-il cette

position absurde ? Ils prétendent que le soutien de l'OTAN à l'Ukraine a franchi un cap décisif (« la quantité s'est transformée en qualité ») et que « l'armée ukrainienne est devenue en réalité un prolongement de l'OTAN » (toutes les citations du GI sont traduites par nos soins).

Ces arguments volent en éclats à la première confrontation avec la réalité. Il est en fait bien évident que rien de fondamental n'a changé depuis le début de la guerre. L'Ukraine agit comme vassal des impérialistes depuis 2014. Depuis le début du conflit, elle reçoit des quantités d'armes des impérialistes et coordonne ses opérations militaires avec l'OTAN. Le GI entre dans des détails sans fin sur tel ou tel type de système d'armes, tel discours ou tel acte de coopération militaire pour « prouver » que l'offensive ukrainienne de septembre a représenté un changement qualitatif. Mais soyons concrets. Dans le contexte actuel, que représenterait une victoire de la Russie ? Tout comme en février, elle signifierait l'oppression nationale des Ukrainiens par la Russie. Et une victoire de l'Ukraine ? Elle signifierait la « liberté » des impérialistes de piller l'Ukraine, et l'oppression des minorités russes à l'intérieur des frontières de l'Ukraine. Donc, exactement les mêmes enjeux qu'au début de la guerre.



Les bolchéviks de Lénine se sont battus pour scissionner les travailleurs des sociaux-chauvins et des centristes, et pour transformer la Première Guerre mondiale interimpérialiste en guerre civile contre les capitalistes au pouvoir.

La « destruction » et le « démembrement » de la Russie ne se posent tout simplement pas dans le contexte actuel, quels que soient les succès des forces ukrainiennes sur le champ de bataille. Cela ne deviendrait une vraie question que s'il y avait une escalade gigantesque de la guerre par les impérialistes, impliquant une confrontation militaire directe avec les forces armées russes. Si cela se produit, il ne sera pas nécessaire d'examiner à la loupe des déclarations diplomatiques obscures ou des accords de défense pour comprendre que la nature du conflit a changé. Ce sera **très** clair et la défense de la Russie **sera effectivement** à l'ordre du jour.

Cependant, le principal problème dans la position du GI ne réside pas dans son analyse défectueuse mais dans les conclusions programmatiques qui en découlent. Selon la position du GI, les ouvriers ukrainiens doivent se battre pour la victoire de la Russie et faciliter les avancées russes sur le territoire ukrainien. Autrement dit, ils doivent se battre pour leur propre oppression nationale. Et la classe ouvrière russe ? Elle doit se mobiliser pour soutenir la guerre et se battre contre la bourgeoisie russe parce que celle-ci ne mène pas une guerre totale en Ukraine. Au lieu d'organiser les ouvriers russes les plus avancés – ceux qui sont opposés aux objectifs prédateurs de leur bourgeoisie en Ukraine –, la position du GI renforce les tendances ultra-chauvines russes qui critiquent Poutine parce qu'il ne consacre pas suffisamment de ressources à la guerre.

Avoir une position trotskyste sur une guerre donnée ne signifie pas simplement s'opposer au camp que les impérialistes soutiennent. Il faut aborder la question du point de vue de la lutte pour la révolution socialiste internationale. La position du GI est un obstacle à la mobilisation de la classe ouvrière russe et ukrainienne pour une issue révolutionnaire au conflit. Elle va aussi totalement à l'encontre de la lutte pour la révolution socialiste dans le reste du monde. Dans les pays opprimés par l'impérialisme, elle renforce l'illusion que tout ce qui est fait contre les intérêts des États-Unis est nécessairement progressiste, y compris les interventions militaires réactionnaires comme l'opération militaire spéciale de la Russie. Dans les pays impérialistes, cette position sape complètement les arguments pour s'opposer aux buts et aux actions de l'OTAN et de l'UE dans la guerre. Par exemple, lorsque le GI explique pourquoi les ouvriers doivent s'opposer aux envois d'armes en Ukraine, cela n'est pas basé sur les véritables crimes des impérialistes, mais sur l'affirmation manifestement fautive que la souveraineté nationale de la Russie est attaquée. Que ce soit en Ukraine, en Russie ou dans le reste du monde, la position du GI ne vise pas à résoudre de façon révolutionnaire la contradiction entre les intérêts objectifs de la classe ouvrière et le programme social-chauvin de ses directions. Au contraire, dans chaque cas, elle ne peut que renforcer la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Nous ne pouvons que faire des hypothèses sur ce qui a poussé le GI à changer de position. Ce qui est certain, c'est que ce changement de ligne n'a pas été provoqué par un changement « qualitatif » de la situation en Ukraine. Loin de nous l'idée que la modeste polémique que nous avons écrite cet été ait pu pousser le GI à adopter une position plus cohérente. Mais nous remarquons tout de même que l'article dans lequel le GI change de ligne aborde justement plusieurs des questions sur lesquelles nous les avons critiqués

dans le dernier *Spartacist* en anglais, sans jamais répondre à nos arguments. C'est sans doute une coïncidence.

* * *

Dans la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine, la Ligue communiste internationale défend le défaitisme révolutionnaire : nous appelons à « transformer cette guerre entre **deux** classes capitalistes en guerre civile où les travailleurs les renverseront **toutes les deux** » (voir page 3). Le Groupe internationaliste (GI) est l'une des seules autres organisations de gauche semblant avoir la même ligne. Dans leur déclaration du 28 février, ils proclament qu'ils « appellent au défaitisme révolutionnaire des deux côtés dans cette guerre nationaliste réactionnaire ». Ils expliquent ensuite :

« Nous sommes pour faire tomber les régimes capitalistes ukrainien et russe par la révolution ouvrière internationale. Nous combattons le chauvinisme grand-russe déclaré de Poutine (ainsi que celui de l'opposant Alexeï Navalny, encensé par l'Occident comme “militant anticorruption”) – et nous combattons le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie ukrainienne, qui cherche à être la ligne de front de l'OTAN et de l'Union européenne (UE). »

– « Derrière la guerre : la campagne belliciste des USA et de l'OTAN contre la Russie et la Chine »
(*The Internationalist*, janvier-avril 2022)

En lisant cela, la plupart des gens pourraient raisonnablement penser que la LCI et le GI ont la même position, et que tous deux s'inscrivent dans la tradition du bolchévisme en défendant le défaitisme révolutionnaire. Mais le GI a beau se dire « défaitiste révolutionnaire », en réalité il vide le léninisme de tout son contenu révolutionnaire et rejette **en pratique** la lutte pour une issue révolutionnaire à cette guerre. Pour s'en rendre compte, il faut d'abord comprendre le programme léniniste contre l'impérialisme, et en quoi consiste réellement le défaitisme révolutionnaire dans la situation actuelle.

Le défaitisme révolutionnaire est le programme pour lequel Lénine et les bolchéviks se sont battus pendant la Première Guerre mondiale, en s'opposant aux dirigeants de la II^e Internationale qui avaient trahi le prolétariat et soutenaient « leur » bourgeoisie dans la guerre. Les bolchéviks proclamaient : 1) les révolutionnaires authentiques devaient être pour la défaite de « leur » gouvernement dans la guerre et chercher à transformer cette guerre réactionnaire entre nations en guerre civile révolutionnaire contre les capitalistes ; 2) la II^e Internationale était morte, détruite par le chauvinisme, et il fallait construire une nouvelle Internationale sur la base du marxisme révolutionnaire ; et 3) pour ce faire, les révolutionnaires devaient lutter pour la scission avec les partisans déclarés de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier – les sociaux-chauvins – et **aussi** contre les opportunistes et les centristes qui utilisaient une phraséologie « marxiste » pour préserver l'unité avec les sociaux-chauvins et pour tromper le prolétariat avec du réformisme, du pacifisme, ou autres solutions non révolutionnaires.

Ce programme est resté au centre de toute l'activité de Lénine jusqu'à la révolution d'Octobre, qui a représenté l'accomplissement de cette perspective dans la réalité. Dans l'un de ses tout premiers articles au début de la guerre, Lénine résumait ainsi la perspective des bolchéviks :

« Dans l'armée aussi, un socialiste a pour devoir d'être le propagandiste de la lutte de classe ; l'action visant à transformer la guerre des peuples en guerre civile est la seule action



socialiste à l'époque du conflit impérialiste armé des bourgeoisies de toutes les nations. À bas la niaise sentimentalité des vœux pieux sur "la paix à tout prix" ! Levons le drapeau de la guerre civile ! L'impérialisme met en jeu le destin de la civilisation européenne : d'autres guerres suivront bientôt celle-ci, à moins qu'il ne se produise une série de révolutions victorieuses. [...]

« La II^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. À bas l'opportunisme, et vive la III^e Internationale débarassée non seulement des "transfuges" [...], mais aussi de l'opportunisme !

« [...] À la III^e Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme ! »

– « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste » (novembre 1914)

Le programme de la LCI dans la guerre actuelle découle directement de cette perspective. La guerre en Ukraine n'est pas une guerre impérialiste, mais un conflit régional entre deux classes capitalistes non impérialistes pour décider quelle bande de voleurs va piller l'Ukraine. D'un côté, le gouvernement ukrainien se bat pour asservir le pays aux impérialistes de l'UE et de l'OTAN. De l'autre, la bourgeoisie russe se bat pour ramener l'Ukraine sous sa botte. Dans une telle guerre, c'est un crime pour le prolétariat de soutenir la victoire d'une des bandes de voleurs contre l'autre, et les communistes révolutionnaires doivent lutter – exactement comme l'avait fait Lénine – pour transformer cette guerre entre capitalistes en guerre civile révolutionnaire contre tous les oppresseurs. C'est pourquoi la LCI appelle les travailleurs et les soldats ukrainiens et russes à fraterniser et à retourner les fusils contre leurs dirigeants.

Même si les puissances impérialistes de l'OTAN et de l'UE – les États-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne – ne s'affrontent pas militairement à la Russie sur le terrain, cette guerre montre la nécessité urgente de renverser ces brigands. C'est leur pillage de l'Europe de l'Est et leur campagne de guerre contre la Russie qui ont provoqué ce conflit et qui menacent le monde d'un anéantissement

nucléaire. Mais la direction du mouvement ouvrier dans les centres impérialistes partage complètement les visées prédatrices des impérialistes, et elle désarme la classe ouvrière en la mobilisant derrière l'OTAN et l'UE. Pour cette raison, il est *impossible* de combattre l'impérialisme sans mener une lutte implacable contre ceux qui, dans le mouvement ouvrier, essaient de concilier les intérêts du prolétariat avec ceux de « leurs » exploiters impérialistes.

Par conséquent, la tâche que Lénine s'était fixée en 1914 reste tout aussi urgente aujourd'hui : les révolutionnaires doivent lutter pour que le prolétariat rompe avec ses dirigeants traîtres, afin de forger un parti internationaliste révolutionnaire. *Voilà* ce que signifie être un révolutionnaire dans la guerre actuelle. Et c'est ce qui distingue les révolutionnaires authentiques des centristes qui sont prêts à tout accepter dans le marxisme, *sauf* son contenu et ses méthodes révolutionnaires et l'éducation de la classe ouvrière en ce sens.

Le GI fait partie de ce courant centriste ; il se dit pour le défaitisme révolutionnaire mais il rejette en pratique toutes ses implications révolutionnaires. Lénine disait souvent qu'en politique, ceux qui croient davantage les paroles et les intentions que les faits et les actes sont des imbéciles finis. Le GI prétend lutter pour la révolution, il faut donc examiner ce qu'il *fait* pour pleinement comprendre le caractère non révolutionnaire de son programme.

Journalisme libéral radical contre marxisme révolutionnaire

Il suffit de jeter un coup d'œil à la propagande du GI sur la guerre pour voir clairement que toute sa perspective et le contenu de ses interventions consistent à embrouiller ceux qui aspirent à lutter pour une révolution avec du journalisme libéral à phraséologie marxisante. Depuis la déclaration du 28 février citée plus haut, le GI a publié quelques articles sur l'Ukraine, dont une « correspondance d'Allemagne » qui documente le traitement raciste des réfugiés de couleur comparé aux réfugiés blancs venus d'Ukraine (« Le racisme



Les trotskystes français ont fait pendant la Deuxième Guerre mondiale ce que le GI refuse de faire : ils ont appelé à la fraternisation avec les soldats de la Wehrmacht, qui étaient sous les ordres d'un gouvernement véritablement fasciste.

impérialiste et la guerre russo-ukrainienne », 19 mars), et deux longs articles indigestes montrant à quel point une grande partie de l'armée et du gouvernement ukrainiens grouillent de fascistes (« La vérité sur l'infestation fasciste de l'Ukraine », 4 avril, et « Réponse à la question : qui était derrière le massacre de Maïdan en 2014 ? », 10 avril). Voici comment le GI pense faire un travail « révolutionnaire » dans la guerre actuelle : faire du journalisme d'investigation libéral radical sur des questions qui ont été mille fois mieux documentées dans les pages de la presse bourgeoise libérale.

Le devoir des révolutionnaires est de révéler aux travailleurs et aux jeunes la vraie nature de cette guerre, afin de faire avancer la lutte pour la révolution socialiste en démasquant les tromperies réformistes, pacifistes et pro-impérialistes. Les travailleurs ne doivent pas soutenir l'Ukraine dans cette guerre, non pas parce qu'il y a des fascistes parmi ses soldats, ni parce que les alliés impérialistes de Zelensky sont racistes envers les réfugiés de couleur (quelle surprise !), mais bien parce que le gouvernement ukrainien se bat pour asservir l'Ukraine aux impérialistes. Écrire de longs articles sur le bataillon Azov, le fascisme et les politiques racistes d'immigration, c'est simplement une façon d'éviter de confronter cette question cruciale, qui repousserait inévitablement les libéraux petits-bourgeois pro-UE aux États-Unis et en Allemagne auxquels le GI fait la cour.

Les libéraux de gauche de toute sorte n'ont aucun problème à écrire en long et en large sur la discrimination contre les réfugiés ou sur le fascisme en Ukraine, tout en soutenant du même coup les buts militaires des impérialistes dans la région. Les libéraux insistent sur ces questions parce qu'elles entachent la campagne belliciste par ailleurs « noble » des brigands impérialistes « démocratiques ». Ce qui motive ces libéraux, ce n'est pas qu'ils détestent « leurs » impérialistes meurtriers, mais qu'ils veulent rendre

plus convaincants et moins hypocrites les objectifs de ces derniers dans cette guerre. Le GI ne fait qu'aider à donner une couverture « marxiste » à ce libéralisme réactionnaire.

Il est tout à fait révélateur que, dans tous ses articles sur l'Ukraine, le GI n'a pas produit *une seule polémique* contre le pacifisme, qui est l'illusion centrale actuellement colportée par la gauche réformiste et les dirigeants syndicaux, particulièrement dans les pays impérialistes où se trouve la majorité des militants de la LCI ainsi que du GI. Les appels à la « paix », au « désarmement », à une « solution diplomatique », et en général l'illusion que les impérialistes pourraient apporter une solution pacifique et juste à cette guerre constituent l'instrument central pour maintenir désarmés et enchaînés à leurs exploiters les jeunes et les ouvriers avancés. Refuser de dire ne serait-ce qu'un mot contre cela, c'est rejeter le marxisme.

Au contraire, tout le contenu de la propagande et des interventions de la LCI sur la guerre en Ukraine vise explicitement à démasquer les « socialistes » qui utilisent des slogans pacifistes et « anti-impérialistes » pour dissimuler leur servilité totale envers la bourgeoisie. C'est cela un travail révolutionnaire, et c'est ce que rejette le GI.

Le GI ne lutte pas pour le défaitisme révolutionnaire

Les appels du GI au « défaitisme révolutionnaire » sont contredits par les autres slogans qu'il avance. Par exemple, ils appellent à « Défendre l'autonomie de l'Ukraine du Sud-Est » et à « Écraser les fascistes ». Dans le contexte de la guerre actuelle, avancer ces revendications ne fait qu'alimenter les illusions dans la possibilité d'une solution juste pour les masses ukrainiennes et russes *sans* révolution socialiste.

Avant la guerre, il était correct de revendiquer l'autonomie pour l'Est de l'Ukraine. Mais depuis, cette lutte est totalement subordonnée aux buts de guerre de la Russie, c'est-à-dire annexer des régions entières de l'Ukraine, et potentiellement tout le pays. La seule façon pour que l'Est de l'Ukraine se gouverne lui-même en ce moment, c'est par une victoire de la Russie. Appeler aujourd'hui les travailleurs à « défendre l'autonomie de l'Ukraine du Sud-Est » revient à soutenir tacitement cette solution, ce qui est inconciliable avec une position de défaitisme révolutionnaire.

Une victoire de l'armée russe signifierait l'oppression nationale des Ukrainiens par la Russie, un fait que le GI escamote. Mais une défaite de la Russie condamnerait la minorité russophone d'Ukraine à une oppression nationale sans précédent. Le problème, c'est qu'aucun des camps dans cette guerre ne mène une juste lutte de libération nationale.

Le devoir des révolutionnaires est d'expliquer que dans la situation actuelle, *aucune* résolution progressiste de la question nationale en Ukraine n'est possible sans le renversement des capitalistes russes et ukrainiens. Seuls les ouvriers au pouvoir peuvent apporter une solution véritablement démocratique aux masses ukrainiennes et russophones. En appelant à « défendre l'autonomie de l'Ukraine du Sud-Est », le GI trompe la classe ouvrière.

La revendication du GI « Écrasez les fascistes », qui est l'un de ses principaux slogans dans la guerre actuelle, joue un rôle similaire. La tâche centrale pour les travailleurs russes et ukrainiens n'est pas la lutte contre le fascisme. Il

ne peut pas y avoir de lutte indépendante pour combattre le fascisme en Ukraine *sans* lutte révolutionnaire pour transformer cette guerre en guerre civile contre tous les exploiters. La tâche urgente et immédiate pour les communistes russes et ukrainiens, c'est de se battre pour la fraternisation des soldats et des ouvriers dans une lutte révolutionnaire commune contre la guerre menée par « leurs » gouvernements capitalistes. Au lieu de se battre pour arracher les travailleurs russes et ukrainiens à leurs dirigeants nationalistes traîtres qui les livrent à leurs exploiters comme chair à canon, le GI trompe les travailleurs ukrainiens *et* russes en leur disant que leur tâche centrale est de purger l'armée de Zelensky de ses fascistes.

De plus, faire de la lutte contre le fascisme ukrainien la tâche centrale dans cette guerre, c'est donner du crédit aux prétentions de la Russie qu'elle mènerait une guerre de « dénazification ». Que peut signifier en effet « Écrasez les fascistes » dans cette guerre, sinon un soutien tacite à la Russie ? Les articles du GI reflètent constamment ce penchant pro-russe. Il écrit par exemple (« La vérité sur l'infestation fasciste de l'Ukraine ») : « Poutine a proclamé que son but de guerre était “la démilitarisation et la dénazification de l'Ukraine”, mais pour que cela ait un effet durable, il faut que ce soit accompli par les travailleurs eux-mêmes, sur une base *internationaliste* » (en italiques dans l'original). C'est ridicule ! Les oligarques russes ne mènent pas une espèce de guerre antifasciste en Ukraine. Il est contraire aux intérêts du prolétariat de soutenir la guerre de la Russie, *non pas* car elle n'aurait pas d'« effet durable » pour éradiquer le fascisme, mais parce que son but de guerre est d'asservir l'Ukraine à la classe capitaliste russe ! Les prétentions du GI qu'il lutte pour le défaitisme révolutionnaire sont un mensonge puisqu'il présente la guerre des capitalistes russes comme si elle avait un caractère semi-progressiste.

Fondamentalement, nous ne croyons pas que le GI soutienne implicitement les prétentions à la « dénazification » de la bourgeoisie russe, ou avance des slogans comme l'« autonomie de l'Ukraine du Sud-Est » par enthousiasme pour la Russie de Poutine. C'est simplement la conclusion logique si l'on refuse de s'appuyer sur le prolétariat comme facteur révolutionnaire indépendant, ce qui conduit forcément à s'appuyer sur une force bourgeoise ou une autre. Certains dans les pays impérialistes et beaucoup de gens dans le monde néocolonial sont poussés à soutenir la Russie par haine des impérialistes. Fondamentalement, cela résulte de la démoralisation, de l'incapacité à envisager une issue révolutionnaire et de l'illusion que la Russie capitaliste serait en quelque sorte une alternative aux impérialistes. C'est cela que reflète le GI.

Mais peut-être que le GI pourrait renvoyer à ses autres slogans « révolutionnaires » pour réfuter nos arguments ? Avec les revendications citées plus haut, le GI avance aussi « Il faut s'opposer à la guerre russo-ukrainienne provoquée par les impérialistes » et « Pour une lutte révolutionnaire contre les dirigeants capitalistes à Moscou et à Kiev ! », et il appelle souvent à la lutte de classe révolutionnaire contre les impérialistes. Que de belles paroles ! Mais contrairement à notre appel aux soldats et aux ouvriers ukrainiens et russes à fraterniser et à retourner les fusils, les appels « révolutionnaires » du GI sont totalement abstraits ; ils sont conçus pour être *compatibles* avec le réformisme et le social-pacifisme.

Quantité d'opportunistes n'ont aucune difficulté à « s'opposer à la guerre provoquée par les impérialistes » et à lancer des proclamations vides de sens sur la nécessité d'une « lutte de classe révolutionnaire » à Kiev, à Moscou et ailleurs, tout en luttant *en même temps* pour la victoire de l'Ukraine et la défaite de la Russie, ce qui fait d'eux des laquais de « leur » gouvernement impérialiste. Ce qu'aucun réformiste ou opportuniste ne va avancer, et ce que le GI refuse d'avancer, c'est le slogan historique du bolchévisme, c'est-à-dire l'appel à la guerre civile contre la bourgeoisie. C'est le seul slogan montrant de façon claire et concrète la voie vers la révolution, et prenant une position révolutionnaire frontalement opposée à l'unité nationale pro-impérialiste pour soutenir l'Ukraine.

Les révolutionnaires ont l'obligation non pas de lancer des appels vagues et creux à la « lutte révolutionnaire », mais de mettre en avant un *programme révolutionnaire* clair pour cette lutte. L'Unione Sindacale di Base (USB) en Italie et les syndicats du PAME liés au Parti communiste grec ont mené des actions contre des livraisons d'armes à l'Ukraine et contre l'OTAN et les impérialistes. Les révolutionnaires doivent assurément soutenir et préconiser ce genre d'actions et y participer activement. Cependant, il faut également expliquer qu'elles ont été menées derrière des slogans sociaux-pacifistes, et par des dirigeants réformistes. Ces dirigeants font tout autant obstacle à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat que les lèche-bottes ouvertement pro-impérialistes. Par exemple, en Italie, les dirigeants de l'USB travaillent sans relâche à subordonner les actions ouvrières antiguerre à l'Église catholique et à des politiciens bourgeois « antiguerre ».

Mais on ne trouvera pas un mot là-dessus chez le GI, dont l'article « Les socialistes de l'OTAN en Italie » (*The Internationalist*, avril 2022) salue ces actions sans la moindre critique. Cela montre le vrai contenu de l'appel du GI à la « lutte révolutionnaire » : il ne signifie pas la lutte de classe sur la base du défaitisme révolutionnaire mais l'action syndicale sous une direction pacifiste. Sinon, pourquoi le GI refuse-t-il d'avoir la moindre polémique contre le pacifisme ? Ce que rejette le GI, c'est la lutte pour une direction révolutionnaire, car elle nécessite un combat pour arracher la classe ouvrière à *tous* les dirigeants sociaux-chauvins, *y compris* les pacifistes anti-OTAN.

Le centrisme mène au social-chauvinisme

Comme nous l'avons expliqué, il est impossible de lutter contre l'impérialisme sans lutter contre les agents de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier. C'est absolument crucial dans les centres impérialistes, dont les bourgeoisies sont le rempart international de la réaction. Là encore, cette conception découle directement de la lutte menée par Lénine pendant la Première Guerre mondiale. La principale leçon du léninisme, c'est que pour forger un parti révolutionnaire, l'instrument essentiel pour accomplir la révolution ouvrière, l'avant-garde prolétarienne doit *scissionner* avec le social-chauvinisme et le centrisme et s'unir sous un étendard véritablement révolutionnaire. Dans *Le socialisme et la guerre* (1915), un des documents programmatiques cruciaux des bolchéviks, Lénine et Grigori Zinoviev expliquaient ceci :

« Seul est un véritable internationaliste celui qui combat le kautskisme, qui comprend que le “centre”, *même après* le



Willy Römer

Soulèvement ouvrier en janvier 1919 à Berlin, dans la foulée de la défaite de l'impérialisme allemand dans la Première Guerre mondiale.

prétendu tournant de ses chefs, reste, quant aux principes, *l'allié des chauvins et des opportunistes.* »

Et plus loin :

« Nous avons la conviction la plus profonde que, dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir d'un révolutionnaire, de même que la scission avec les jaunes, les antisémites, les syndicats ouvriers libéraux, etc., était nécessaire pour éclairer au plus vite les ouvriers arriérés et les entraîner dans les rangs du parti social-démocrate.

« La III^e Internationale, à notre avis, devrait être fondée précisément sur cette base révolutionnaire. »

Cela fait maintenant des décennies que les traîtres qui dirigent la classe ouvrière dans tous les pays capitalistes avancés – dans les syndicats et les partis ouvriers – conduisent le mouvement ouvrier à défaite sur défaite et président au déclin des syndicats et à l'appauvrissement de la classe ouvrière. Pendant la pandémie, les lieutenants ouvriers du capital se sont vautrés dans l'unité nationale avec la bourgeoisie en soutenant les confinements dévastateurs et en réclamant qu'ils soient plus stricts ; ils ont joué un rôle clé pour désarmer le prolétariat pendant que les patrons s'acharnaient sur les travailleurs. (Le GI a trahi la classe ouvrière en soutenant ces mesures réactionnaires.)

Et maintenant qu'une inflation galopante ravage le niveau de vie des travailleurs, les dirigeants syndicaux lèvent à peine le petit doigt pour s'y opposer, tout occupés qu'ils sont à aider les bouchers impérialistes à promouvoir leur campagne belliciste contre la Russie dans le mouvement ouvrier. Arracher la classe ouvrière à ces vendus et reforger la IV^e Internationale – c'est-à-dire une direction nouvelle, révolutionnaire, de la classe ouvrière internationale – demeure la tâche urgente et vitale à laquelle font face les révolutionnaires, et c'est la raison d'être de la LCI. En fait, chercher à réaliser cette rupture est la *seule* façon de vraiment lutter contre l'impérialisme *ici et maintenant*. Le GI a abandonné en pratique le léninisme et le montre le plus clairement en rejetant la lutte pour une direction révolutionnaire du prolétariat.

Dans sa déclaration du 28 février, le GI fait de multiples polémiques visant la gauche réformiste et les pseudo-trotskyistes. Leur contenu peut se résumer ainsi : « Le gros de la gauche occidentale s'est alignée derrière les impérialistes de l'OTAN en dénonçant les Russes de façon unilatérale. » Ce qui chagrine le GI, c'est que Die Linke en Allemagne, le Parti communiste français, Socialist Alternative (SAlt) aux États-Unis et autres sont trop « unilatéraux ».

Mais cela ne fait qu'enterrer la trahison centrale des réformistes, c'est-à-dire *leur opposition au défaitisme révolutionnaire et leur soutien à l'Ukraine contre la Russie, ce qui constitue un soutien à « leurs » maîtres impérialistes !* Être pour le défaitisme révolutionnaire ne compte pour rien si ce n'est pas sur cette base que l'on dénonce les réformistes ! Mais pour cela, il faut lutter pour le « défaitisme révolutionnaire » concrètement et *en action*, au

lieu de s'en servir uniquement comme une déclaration sur le papier qui ne signifie rien, à laquelle on ne croit pas vraiment et qu'on utilise uniquement pour éviter de se ranger ouvertement aux côtés de la Russie. En critiquant la gauche pour mille choses *sauf* pour son opposition au défaitisme révolutionnaire, le GI capitule devant le social-chauvinisme.

Un exemple de ce genre de « polémique » suffira à nos lecteurs. Le GI attaque SAlt en expliquant qu'elle a « appelé à une « solidarité totale avec le peuple de l'Ukraine » et exigé le « retrait immédiat des troupes russes d'Ukraine » ». Voici la réponse du GI : « Mais pas d'appel à l'arrêt des livraisons d'armes par l'OTAN à Kiev. » Quelle capitulation grotesque devant le social-chauvinisme ! L'appel au « retrait des troupes russes » est le slogan avancé par toute la gauche social-chauvine, de concert avec les impérialistes de l'OTAN/UE. Le GI n'est pas d'accord avec ce slogan, *non pas* parce que c'est une revendication pro-impérialiste, mais parce qu'elle va à l'encontre de son appel à « l'autonomie » – autrement dit, le GI est pour l'« entrée des troupes russes ».

Contrairement au GI, les révolutionnaires s'opposent aux appels au « retrait des troupes russes » parce que cela revient à revendiquer la victoire de l'Ukraine, ce qui est inconciliable avec une position de défaitisme révolutionnaire. Un retrait de l'armée russe n'est possible *que* par une *défaite* militaire de la Russie. Une telle issue signifierait le maintien de l'Ukraine sous la domination des impérialistes. Avec ce slogan, SAlt ne défend pas les masses ukrainiennes mais défend au contraire le « droit » exclusif de « ses » impérialistes à piller l'Ukraine, comme si c'était un moindre mal comparé au pillage par les capitalistes russes. Donc la critique de SAlt que fait le GI est un alibi pur et simple et une capitulation au social-chauvinisme. Même si SAlt ajoutait un appel à s'opposer aux livraisons d'armes de l'OTAN à Kiev – une position bon marché du côté des pacifistes –, cela ne changerait aucunement le fait que sa position est totalement social-chauvine.

Pendant la Première Guerre mondiale, les bolchéviks ne réclamaient pas le « retrait des troupes allemandes de Russie », qui était le slogan du tsar (et plus tard du Gouvernement provisoire bourgeois de Kérensky). Ils luttèrent pour la fraternisation révolutionnaire des soldats allemands avec les ouvriers et les paysans russes, à la fois contre les capitalistes russes et contre les capitalistes allemands. Mais ce qui est *crucial*, c'est que les bolchéviks dénonçaient les sociaux-démocrates précisément parce qu'ils rejetaient ce programme révolutionnaire. C'est ce que le GI refuse de faire !

L'opportunisme en action sur le terrain allemand

Le centrisme du GI conduit tout droit au social-chauvinisme, et on le voit encore plus clairement sur le terrain allemand. Depuis le début de la guerre, la gauche allemande est plongée dans une crise profonde, en réponse à laquelle nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) ont lancé une campagne sous le slogan « Chassez de la gauche les partisans de l'UE/OTAN ! », en combinaison avec notre slogan « Travailleurs ukrainiens, russes : Retournez les fusils contre vos dirigeants ! » (voir page 11). Lors de la réunion publique du SpAD du 12 mai 2022 à Berlin, le GI est intervenu dans la discussion pour dénoncer cette perspective, la traitant de réformiste parce qu'elle alimenterait des illusions dans une « réforme » de la social-démocratie. Pour que l'on comprenne le caractère révolutionnaire des slogans de nos camarades allemands et comment les critiques du GI sont une défense du social-chauvinisme, nous devons d'abord expliquer plus en détail la situation actuelle en Allemagne.

La guerre en Ukraine a forcé l'impérialisme allemand à opérer un brusque changement d'orientation stratégique. Depuis la contre-révolution qui a détruit l'URSS, l'Allemagne cherche soigneusement à maintenir l'équilibre entre son engagement dans l'alliance transatlantique de l'UE/OTAN dominée par les États-Unis et le développement de liens économiques significatifs avec la Russie. Mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie a rendu cette situation intenable, et la bourgeoisie allemande est aujourd'hui forcée de rompre avec la Russie, de s'engager pleinement derrière la campagne belliciste des USA et de l'OTAN et d'envoyer des armes lourdes à l'Ukraine.

L'annonce par le chancelier du Parti social-démocrate (SPD) Olaf Scholz d'un réarmement allemand massif est un aspect de ce changement majeur. L'Allemagne a massivement renforcé sa domination économique en Europe grâce au pillage « pacifique » de l'Europe de l'Est et du Sud, en utilisant l'UE et l'euro. Les Américains et l'OTAN garantissant la stabilité sur le continent, l'Allemagne n'avait pas besoin de grosses dépenses militaires. Pendant des décennies, le pacifisme de la gauche réformiste allemande, attachée au « désarmement » et opposée aux interventions extérieures

de l'armée allemande, était complètement au diapason avec la politique des impérialistes allemands. Mais cette lune de miel vient subitement de prendre fin et la bourgeoisie a demandé le divorce par l'intermédiaire de ses avocats du SPD qui mettent en œuvre ce tournant, réarment l'impérialisme allemand et alignent le mouvement ouvrier derrière.

Confrontée à ce brusque tournant, la gauche allemande traverse une crise sans équivalent dans d'autres pays impérialistes ; presque toutes les organisations sont en proie à des conflits internes. Le mécontentement gronde à la base du SPD. Scholz a été hué et insulté par une foule de syndicalistes venus écouter son discours du Premier Mai à Düsseldorf. Dans le parti réformiste Die Linke, une frange substantielle de la direction veut mettre à la poubelle son appel historique à la « dissolution de l'OTAN » et se rallier ouvertement à la campagne belliciste impérialiste. Mais une opposition significative résiste à ce changement et veut s'accrocher au pacifisme de la période précédente, tout en voulant éviter à tout prix une scission. Les organisations d'extrême gauche (Parti communiste allemand, Parti marxiste-léniniste d'Allemagne, Organisation communiste, etc.) ne savent pas quoi faire ; elles sont profondément divisées entre, d'un côté, des fractions pro-OTAN/UE/Ukraine, de l'autre des fractions pro-russes, et un centre qui essaie désespérément de préserver l'unité. En un sens, la crise de la gauche allemande reflète la crise dans la bourgeoisie allemande.

C'est contre la prosternation de toute la gauche pacifiste réformiste devant les larbins sociaux-démocrates des impérialistes que nos camarades allemands ont avancé le slogan « Chassez de la gauche les partisans de l'UE/OTAN ! » Nous appelons à chasser du mouvement ouvrier tous ceux qui soutiennent ouvertement les institutions d'exploitation impérialistes. Mais notre slogan est principalement dirigé contre les réformistes et les pacifistes qui vont inévitablement, au nom de « l'unité », trahir et capituler devant les apologistes déclarés de l'impérialisme. C'est leur



Viktor Bulla

Lénine au Deuxième Congrès de l'Internationale communiste en 1920. Le congrès adopta une résolution exigeant la rupture avec les réformistes et les centristes comme condition pour être admis dans l'IC.

programme pacifiste qui est à la fois la source de la crise dans la gauche et l'obstacle principal au développement d'un pôle marxiste révolutionnaire contre l'impérialisme allemand.

Donc est-ce que nous essayons de « réformer » Die Linke au lieu de construire un parti révolutionnaire, comme le prétend le GI ? Comme l'enseignait Lénine, la seule façon de forger un parti révolutionnaire, c'est d'arracher la base ouvrière de la social-démocratie à sa direction réformiste traîtresse. Notre objectif est d'approfondir les divisions dans Die Linke, et dans toutes les autres organisations de gauche, de les accentuer et de les rendre plus claires, en montrant que la *seule* voie pour lutter de façon conséquente contre l'impérialisme, c'est en se basant sur un programme *révolutionnaire*, dans l'objectif de *scissionner* Die Linke selon cette ligne.

Pour le faire, nous exigeons effectivement que l'aile gauche de Die Linke chasse ceux qui soutiennent ouvertement l'OTAN, l'UE et l'impérialisme allemand. L'issue la plus probable sera qu'ils refuseront de le faire et qu'ils œuvreront à préserver l'unité avec les pro-impérialistes comme Gregor Gysi et C^{ie}, montrant ainsi qu'ils sont eux-mêmes des agents de l'impérialisme. Toutefois, s'ils chassaient l'aile droite, ce serait aussi une bonne chose. Chasser du mouvement ouvrier les Gysi, Bodo Ramelow et tous les autres lèche-bottes de l'impérialisme serait une mesure d'hygiène politique élémentaire à laquelle seuls des mollusques opportunistes peuvent s'opposer.

Une telle scission ne ferait pas de Die Linke un parti révolutionnaire. Ce ne serait pas *notre* scission. Mais nous en serions partisans parce que cela mettrait Sahra Wagenknecht et ses acolytes pacifistes aux commandes du parti. Ils ne pourraient plus continuer à se cacher derrière l'aile droite, et la faillite de leur programme de « désarmement », de « paix » et de défense du « droit international » serait beaucoup plus facile à démasquer pour ce qu'il est : une impasse complètement pro-impérialiste. Appliquée avec succès, notre tactique ouvrirait la possibilité d'une scission dans Die Linke entre réforme d'un côté et révolution de l'autre, ce qui détruirait ce parti en tant qu'obstacle réformiste et jetterait les bases pour forger un parti ouvrier révolutionnaire en Allemagne.

Le GI se couvre en lançant des accusations prétendument de gauche comme quoi nous chercherions à réformer la social-démocratie, mais ce qu'ils dénoncent, c'est simplement l'application du léninisme à la réalité. Le devoir des révolutionnaires n'est pas de rester en marge en prêchant abstraitement la « lutte de classe révolutionnaire », comme le voudrait le GI, mais d'intervenir dans les conflits qui ébranlent la classe ouvrière et la gauche d'une manière qui fera *objectivement* avancer la lutte pour la révolution.

Lors de la réunion publique de Berlin, un des intervenants du GI a ressassé le même argument fallacieux sur la « réforme » de la social-démocratie, déclarant que c'était particulièrement criminel car la Troisième Guerre mondiale est imminente. Mais en fait, ce que dénonce le GI, c'est la lutte pour démasquer devant la classe ouvrière *les deux* ailes de la social-démocratie : les lèche-bottes pro-impérialistes *et* les conciliateurs pacifistes. En dénonçant notre appel à chasser les premiers, le GI aide les seconds. La véritable logique de ce genre de « pureté » sectaire, c'est d'arrêter de lutter contre la social-démocratie, et notamment

contre son aile gauche. Voilà le vrai crime, que la Troisième Guerre mondiale soit imminente ou non.

Alors que la guerre mondiale était véritablement imminente, Léon Trotsky a lutté inlassablement pour regrouper une Internationale révolutionnaire en luttant contre le stalinisme, le principal obstacle réformiste à l'époque. Il expliquait ceci :

« Nous n'avons ni ne pouvons avoir d'autres moyens ou outils, pour combattre la guerre, que l'organisation révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne. L'obstacle principal à l'unification et à l'éducation de cette avant-garde est aujourd'hui le soi-disant Comintern. La lutte pour une nouvelle organisation révolutionnaire capable de résister à la guerre ne peut par conséquent consister en rien d'autre que la lutte contre le poison que Staline a introduit dans les rangs du mouvement ouvrier. Quiconque, sous le prétexte du danger de guerre, recommande d'arrêter notre guerre contre le stalinisme est en train de désertir en fait les tâches révolutionnaires, tout en se couvrant de grosses phrases sur la catastrophe mondiale. Nous n'avons rien de commun avec cette idée fondamentalement fausse. »

– « Une idée fausse » (octobre 1938)

Aujourd'hui en Allemagne, l'obstacle principal à l'unification de l'avant-garde révolutionnaire est le poison du réformisme libéral et du pacifisme, qui est introduit dans le mouvement ouvrier par les sociaux-démocrates. Les « socialistes » comme le GI qui, sur le papier, prétendent être pour une direction révolutionnaire, mais qui dénoncent la lutte pour purger le mouvement ouvrier des agents de l'impérialisme, aident objectivement à préserver *la paix* et *l'unité* avec les traîtres pro-impérialistes qui dirigent actuellement la classe ouvrière. Tout en se couvrant de phrases subflantes sur la « lutte de classe », ils renforcent en fait la subordination du prolétariat à ses exploités en maintenant l'emprise des dirigeants sociaux-chauvins sur le mouvement ouvrier.

« Défaitisme révolutionnaire » sur le papier, social-chauvinisme dans les faits – voilà ce qui caractérise la position du GI sur la guerre en Ukraine.

La lutte pour la révolution ouvrière est posée

L'argument central que beaucoup de pseudo-marxistes ont avancé contre la position de la LCI sur l'Ukraine, c'est que notre appel à transformer cette guerre réactionnaire en guerre civile révolutionnaire serait incorrect parce qu'en ce moment il n'y a pas de situation révolutionnaire en Ukraine ou en Russie. D'autres l'ont condamné en disant que c'est impossible et utopique, ce qui est en réalité une façon plus honnête de dire la même chose.

Dire qu'une telle perspective est utopique, c'est de la démoralisation pure et simple, et il suffit de regarder les faits pour s'en rendre compte. Les travailleurs russes et ukrainiens se font attaquer et écraser chaque jour davantage par leur propre gouvernement pour soutenir l'effort de guerre. En Russie, les fils d'ouvrières sont renvoyés à leur mère dans des cercueils pour servir les ambitions des oligarques. En Ukraine, Zelensky et ses maîtres impérialistes ne veulent pas mettre fin au conflit parce que la guerre affaiblit la Russie, et si l'Ukraine doit être noyée dans une mer de sang, qu'il en soit ainsi – tout cela pour rejoindre l'UE et l'OTAN, ces bandes de vautours, et servir de main-d'œuvre bon marché aux entreprises allemandes, américaines et britanniques. Des deux côtés, on demande aux travailleurs en uniforme de se massacrer les

suite page 63

Robertson...

(Suite de la page 10)

un sens aigu des questions monétaires. La bataille contre l'ignorance, la superstition et le caractère réactionnaire de l'Église catholique l'ont également conduit dans sa jeunesse à prendre le parti des républicains contre les forces de Franco alignées sur les fascistes dans la Guerre civile espagnole. Il avait de vastes connaissances et de nombreux centres d'intérêts : il adorait la plongée sous-marine, il avait acquis une collection impressionnante de pièces de monnaie britanniques et il avait un vif intérêt pour l'histoire romaine et méditerranéenne, notamment la transition de l'antiquité au féodalisme.

La Guerre civile américaine [dite « guerre de Sécession »] et la lutte pour l'abolition de l'esclavage des noirs avaient aussi été une question importante pour lui dès son plus jeune âge. Sa famille maternelle avait possédé des esclaves, mais son arrière-grand-père s'était battu du côté de l'Union [le Nord] pendant la Guerre civile. En 1984, c'est Jim qui poussa à arracher le drapeau des confédérés sudistes au Civic Center de San Francisco. En hommage à son arrière-grand-père qui l'avait inspiré, une photo de sa pierre tombale fut reproduite dans *Workers Vanguard* pour illustrer l'article « Nous avons arraché le drapeau de l'esclavage ! » (*Workers Vanguard* n° 353, 27 avril 1984).

Élevé principalement dans la baie de San Francisco et dans la Central Valley, où sa mère enseigna dans plusieurs écoles primaires de petites villes, Jim resta toute sa vie un Californien. L'idée qu'il se faisait d'un bon repas américain, c'était des enchiladas au bœuf, du riz et des haricots. Il fut très marqué par l'oppression brutale et les humiliations que subissaient les Mexicains qui travaillaient dans les champs de la Central Valley. L'incarcération des Américains d'origine japonaise dans des camps de concentration pendant la Deuxième Guerre mondiale fut également un souvenir qui le marqua profondément. Lorsque sa mère enseigna dans une petite communauté mennonite, ses seuls amis étaient les enfants américains d'origine japonaise qui partageaient beaucoup de ses centres d'intérêt. L'image des Américains d'origine japonaise parqués dans un enclos à Merced, en Californie, avant d'être expédiés dans des camps, restait profondément gravée dans sa conscience.

Jim avait dicté des notes pour ses mémoires à sa femme Elizabeth Robertson, dont le décès des suites d'un cancer en 2005 fut un terrible drame pour lui. Il y évoque l'impact de ces expériences dans « l'incubation de sa conscience communiste » :

« Une révolusion prononcée pour le racisme ; l'idée si simple que les biens matériels nécessaires à l'existence doivent être produits et distribués sur la base des besoins et non en fonction des profits de ceux qui possèdent l'industrie ; un athéisme endurci découlant directement de l'immersion



Jim à la tribune de la conférence de fondation de la Spartacist League en septembre 1966. À gauche : Spartacist n° 8, novembre-décembre 1966.

Spartacist



pendant un an d'un calviniste inconsciemment convaincu dans une école catholique où il obtient les meilleures notes au catéchisme puis retourne dans une école laïque ; et, à l'unique exception du bien-aimé Franklin Delano Roosevelt, une profonde méfiance envers le gouvernement et les institutions existantes. »

Fin 1946, à l'âge de 18 ans, Jim adhéra au Parti communiste à Richmond, en Californie. À l'époque, il partageait totalement la ligne des stalinien pour le « front populaire antifasciste » pro-Roosevelt.

Rouge et noir

Jim fut affecté à l'organisation de jeunesse du PC, composée essentiellement de jeunes ouvriers noirs. Beaucoup d'entre eux étaient venus du Sud pour travailler sur les docks de Richmond pendant la Deuxième Guerre mondiale et ils avaient ensuite été licenciés. Comme le faisait remarquer Jim, l'illusion que le Nord était « la terre promise » s'était dissipée, et maintenant ces ouvriers noirs se tournaient vers l'Union soviétique. Le récit des humiliations et des affronts racistes quotidiens que subissaient ses nouveaux camarades permit à Jim de prendre plus profondément conscience du rôle central de l'oppression des noirs dans la formation et le maintien du capitalisme américain.

Richard Fraser, un dirigeant de longue date du SWP, allait gagner Jim des années plus tard, à la fin des années 1950, à son programme d'intégrationnisme révolutionnaire, un programme diamétralement opposé à la fois aux com-

Jim (deuxième à partir de la gauche) en 1951, alors militant de l'Independent Socialist League « tiers-campiste » de Shachtman.

Ci-dessous : « Les bolchéviks auraient-ils dû renoncer au pouvoir d'État ? » (signé James Thompson), écrit par Jim en 1954 pour défendre la Révolution russe contre un dirigeant shachtmaniste.

FORUM

A Discussion and Information
Bulletin Published by the
Independent Socialist League

SHOULD THE BOLSHEVIKS HAVE SURRENDERED STATE POWER?
A Discussion Article, by....James Thompson



Los Angeles Daily News/UCLA Library

croissantes de revenu, entre autres, en Union soviétique, ce qui démentait l'affirmation des staliniens que l'Union soviétique avançait progressivement vers le socialisme.

Alors qu'il était étudiant en chimie à l'université de Berkeley, Jim découvrit *La révolution trahie* et d'autres œuvres de Trotsky grâce à un jeune couple qui soutenait le Workers Party de Max Shachtman. Jim raconta souvent plus tard que, quand il avait « avoué » qu'il était « trotskyste » (ce qui, disait-il, était comme avouer à ses parents qu'on était homosexuel dans les années 1950), on lui avait expliqué que ce n'était pas si facile que ça. Il y avait deux partis trotskystes : l'un était « pour la Russie et contre Staline » et l'autre « contre la Russie et contre Staline ». Il exprima sa préférence pour le premier, mais on lui dit que celui-ci était « vieux jeu » et

on l'envoya plutôt au parti de Shachtman. Il adhéra à son organisation de jeunesse en 1948.

Du PC au « troisième camp »

Shachtman, un des dirigeants fondateurs du trotskysme américain, avait scissionné du SWP en 1940 en répudiant la position de défense de l'Union soviétique de ce parti. Il a fallu quelques années pour que toutes les implications pro-impérialistes de sa défection du trotskysme se concrétisent. L'organisation de Shachtman sombra dans un soutien de plus en plus déclaré à l'impérialisme américain, un processus qui débuta peu de temps après l'adhésion de Jim – ce qui allait propulser ce dernier dans l'opposition. En 1951, Shachtman lança l'idée de soutenir une guerre dirigée par les États-Unis contre l'Union soviétique à condition qu'une telle guerre dispose d'une sorte de couverture ouvrière. Peu de temps après, Jim eut un débat avec Shachtman devant le comité local du parti pour la région de San Francisco.

Il fallait avoir du cran pour cela, et c'était déjà la marque de l'intransigeance et de l'audace politique de Jim. Lors de ce débat, il utilisa l'article « Politique de la classe ouvrière en temps de guerre et de paix » que Shachtman avait écrit en 1941. Dans cet article, Shachtman fustigeait à juste titre la « politique militaire prolétarienne » du SWP, qui préconisait un contrôle syndical de l'entraînement militaire pendant la Deuxième Guerre mondiale – une politique que Shachtman dénonçait comme une concession au social-patriotisme. L'opposition à la « politique militaire prolétarienne » est toujours une des positions caractéristiques de notre organisation internationale ; elle est codifiée dans notre brochure « Documents sur la "politique militaire prolétarienne" » (*Prometheus Research Series* n° 2, février 1989, en anglais).

Jim reçut une bonne formation sur les classiques marxistes dans l'organisation de Shachtman. Il disait que c'était un modèle pour la formation des nouveaux cama-

bins intégrationnistes libérales et au nationalisme noir. L'intégrationnisme révolutionnaire est ancré dans la perspective prolétarienne de lutte contre toute manifestation d'oppression raciale sous le capitalisme ; il a pour base la conviction que la seule voie vers la libération des noirs est de détruire cet ordre capitaliste raciste par une révolution prolétarienne. Les travailleurs noirs, qui sont la couche la plus opprimée, la plus consciente et la plus combative de la classe ouvrière, joueront un rôle dirigeant dans ce combat.

Lors d'un meeting organisé en hommage à Fraser après sa mort en 1988, Jim disait de lui qu'il avait été son « dernier mentor » : « J'étais vraiment tout à fait prêt à découvrir la présentation du camarade Fraser et les fondements historiques sur lesquels il se basait, à savoir que c'est *uniquement* en faisant une révolution sociale profonde, générale et complète dans laquelle la classe ouvrière accèdera au pouvoir que l'on pourra abolir la division raciale dans ce pays. » « Noir et Rouge – La voie de la lutte de classe vers la libération des noirs » (1966), un des documents fondateurs de la SL/U.S., exposait le programme d'intégrationnisme révolutionnaire de Fraser en y intégrant les leçons de nos premières interventions dans la lutte pour la libération des noirs. C'est cette conception qui animait la mobilisation ouvrière et noire à l'initiative de la SL pour stopper le Ku Klux Klan à Washington le 27 novembre 1982, ainsi que nos autres actions antifascistes. Le spectacle de 5 000 noirs, syndicalistes et autres victimes désignées de la terreur du Klan défilant victorieusement sur l'itinéraire prévu par le Ku Klux Klan à Washington est resté l'un des moments forts de notre histoire.

Durant les deux années qu'il passa au PC, Jim fit ses premiers pas dans ce qui allait être l'étude de toute une vie, celle des leçons de la Révolution russe. Comme la direction locale du PC n'encourageait pas la lecture de Lénine, Jim alla acheter un exemplaire de *L'État et la révolution*. Il fut frappé par la contradiction flagrante entre Lénine et la politique de collaboration de classes du PC. Cela allait s'amplifier encore lorsqu'il prit conscience des inégalités

rades dans la SL. Malheureusement pour Al Garber, qui dirigeait ce programme de formation, l'enseignant avait armé son étudiant pour qu'il puisse démontrer dans ses polémiques le misérable révisionnisme de Garber. Celui-ci avait argumenté que le stalinisme aurait pu être évité si les bolchéviques avaient organisé de nouvelles élections en 1921, à la fin d'une guerre civile dévastatrice, et abandonné le pouvoir au parti victorieux, quel qu'il fût. Dans un document de 1954 intitulé « Les bolchéviques auraient-ils dû renoncer au pouvoir d'État ? », Jim argumenta que cela aurait été « une trahison de première importance du socialisme et aurait assuré la défaite » de la révolution d'Octobre. Piqué au vif, Garber rétorqua que c'est dans le SWP que Jim devrait être, ce à quoi Jim répliqua que Garber devrait être au Parti socialiste. Quelques années plus tard, c'est exactement là où ils se retrouvèrent chacun.

La Révolution hongroise de 1956 porta un rude coup à la position de Shachtman que la bureaucratie stalinienne était une nouvelle classe dominante « collectiviste bureaucratique ». Face au soulèvement de la classe ouvrière, la bureaucratie du Parti communiste hongrois se scinda en deux pôles et scissionna. Une importante minorité, notamment l'un des principaux officiers de l'armée et le chef de la police de Budapest, passèrent du côté des travailleurs. Cela confirmait la conception de Trotsky que la bureaucratie stalinienne était une caste instable, une excroissance parasitaire au sommet de l'État ouvrier. Comme Jim le fit remarquer plus tard dans une présentation sur les antécédents de la Spartacist League, « imaginez une révolution prolétarienne dans un pays capitaliste où un quart du Parti républicain ou du Parti conservateur passent du côté des travailleurs. C'est inimaginable ! Tout ce que Trotsky a dit était juste. »

L'année même des événements en Hongrie, le « rapport Khrouchtchev » sur les crimes de Staline poussa des centaines de staliniens ébranlés et révoltés hors du Parti communiste, brisant ainsi la domination du PC sur la gauche. Quant à Shachtman, il s'apprêtait à se liquider totalement dans le

Parti socialiste décrépît de Norman Thomas, les « socialistes du Département d'État ». Jim était alors un des dirigeants du Groupe de gauche qui, dans l'organisation de jeunesse shachtmaniste, s'opposait à cette liquidation ; il participa alors de nouveau à un débat avec Shachtman. Après ce débat, Shachtman écrivit qu'il était inutile d'essayer de sauver Jim de « quelque chose qu'il désire tellement et dont il a tellement besoin : faire l'expérience d'une secte de phraseurs grandiloquents, stérile et intolérante comme le SWP ».

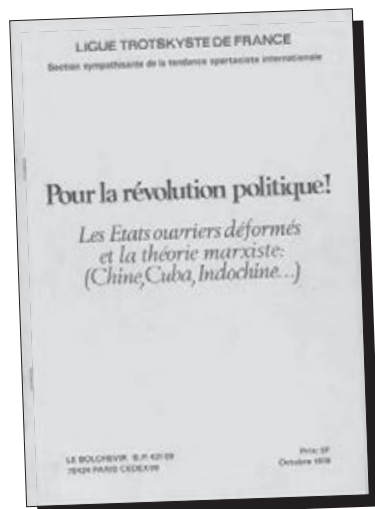
Et c'est là que Jim est allé. Il a rejoint le SWP en 1957. Il aimait parler de sa collaboration avec Murry Weiss, un vieux cadre du SWP, qui avait joué un rôle central dans le regroupement du parti avec le Groupe de gauche. Ce regroupement allait mener à la fondation de la Young Socialist Alliance (YSA), l'organisation de jeunesse du SWP. Le camarade Robertson et d'autres anciens dirigeants du Groupe, Shane Mage et Tim Wohlforth, devinrent des dirigeants de la YSA. D'après Jim ils voyaient le SWP comme une sorte de société commémorative de la mémoire de Trotsky, mais il pensait qu'il « préférerait faire partie d'une société commémorative de Trotsky honorable et insignifiante » plutôt que de rester avec Shachtman.

Le SWP, la RT et la Révolution cubaine

Lorsque Jim adhéra au SWP, celui-ci était déjà plus ou moins vidé de sa substance, essentiellement du fait de l'impact de la stagnation et de la répression pendant la chasse aux sorcières anticommuniste des années 1950. Comme le SWP, pendant des années, n'avait eu que peu ou pas d'impact sur la société, le programme trotskyste avait de plus en plus perdu son sens aux yeux d'une bonne partie de ses dirigeants. Le SWP cherchait quelque chose à quoi s'accrocher, et il le trouva dans la Révolution cubaine dirigée par Fidel Castro, dont la guérilla petite-bourgeoise prit le pouvoir à La Havane en 1959 et dont le gouvernement expropria la bourgeoisie cubaine en 1960-1961. Jim racontait souvent que Morris Stein, un dirigeant de longue date du SWP, avait déclaré avec enthousiasme que la Révolution cubaine était la meilleure qu'il verrait dans sa vie.

En qualifiant Fidel Castro de « marxiste inconscient », la direction du SWP mettait à la poubelle à la fois le rôle central de la classe ouvrière et la nécessité d'un parti d'avant-garde léniniste pour diriger la lutte pour le pouvoir du prolétariat. En 1960, Shane Mage écrivit un document d'opposition, intitulé « La révolution cubaine et la théorie marxiste », cosigné par Robertson et Wohlforth. Dans une présentation donnée en 2014, « La RT à sa conception », Jim expliquait que, comme ils étaient tous des nouveaux venus dans le SWP, il ne pensait pas que ce document aurait beaucoup d'impact. Mais ils étaient aussi les dirigeants de l'organisation de jeunesse du SWP, et en janvier 1961 la direction du parti organisa un plénum sur la question cubaine. Jim racontait que « le but était de nous rappeler à l'ordre, de nous stopper. Ils ont frappé dur. Nous ne nous sommes pas rétractés. Au lieu de cela, nous avons convoqué une réunion de fraction » (*Marxist Studies for Cadre Education* n° 10, juin

Cuba et la théorie marxiste



Cette brochure montre notamment comment nous en sommes venus à caractériser Cuba d'État ouvrier déformé, dans le cadre de la lutte de la Revolutionary Tendency dans le Socialist Workers Party.

1,50 € / 2 \$Cdn
(36 pages)

Commande :
voir page 71

2018). C'est ainsi qu'est née la Revolutionary Tendency dans le SWP.

La conception que Cuba était devenu un État ouvrier déformé en 1960, avec la généralisation des nationalisations et la liquidation de la bourgeoisie en tant que classe, est exposée de façon aboutie dans la préface supplémentaire au *Marxist Bulletin* n° 8, « Cuba et la théorie marxiste », écrite par Jim en 1973 [voir la brochure de la LTF « Pour la révolution politique ! Les États ouvriers déformés et la théorie marxiste : (Chine, Cuba, Indochine...) », octobre 1978]. Cette préface décrivait les circonstances exceptionnelles qui avaient conduit à ce résultat : le fait que la classe ouvrière n'avait pas lutté pour le pouvoir, la fuite de la bourgeoisie cubaine, l'opposition intransigeante de l'administration Eisenhower et l'existence de l'Union soviétique en tant que contrepoids militaire et économique à l'impérialisme américain.

Cette analyse de la révolution cubaine donnait la clé pour comprendre le processus par lequel des révolutions menées par des forces insurrectionnelles paysannes dirigées par des staliniens avaient réussi à détruire le capitalisme et à créer des États ouvriers déformés après la Deuxième Guerre mondiale. C'était une contribution vitale, qui réaffirmait le trotskysme contre la désorientation et l'impressionnisme de la IV^e Internationale d'après-guerre. La majorité des trotskystes, s'appuyant sur une « orthodoxie » stérile, avaient d'abord affirmé que sans révolution prolétarienne il ne pouvait y avoir de renversement social du capitalisme. Puis, après la révolution basée sur la paysannerie en Yougoslavie et la rupture de Tito avec Staline, de nombreux trotskystes avaient qualifié les staliniens yougoslaves de « camarades » et de « centristes de gauche ». Michel Pablo, qui était arrivé à la tête de la IV^e Internationale parce que les principaux cadres de celle-ci en Europe avaient été décimés pendant la guerre, élargit la capitulation devant les staliniens yougoslaves à un révisionnisme général. Pablo argumentait que l'instauration d'États ouvriers déformés en Europe centrale et orientale, dont la plupart avaient été créés d'en haut par les forces de l'Armée rouge, montrait que les partis staliniens « gardent la possibilité, dans certaines circonstances, d'esquisser une orientation révolutionnaire ». Était ainsi liquidée la nécessité même d'une Internationale trotskyste révolutionnaire.

Le SWP de Cannon avait combattu le révisionnisme pabliste, bien que de manière partielle et limitée, et il s'était associé, dans le cadre du Comité international (CI), avec d'autres organisations qui prétendaient défendre le trotskysme. Mais en 1963 le soutien du SWP à la guérilla de Castro ouvrit la voie à sa réunification avec les pablistes. La RT s'y opposa. Jim était particulièrement fier d'avoir écrit le passage suivant de la résolution de la RT de 1963 intitulée « Vers la renaissance de la IV^e Internationale » :

« L'expérience depuis la Deuxième Guerre mondiale a montré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique antiprolétarien. La création de tels régimes s'est réalisée dans une situation de dégénérescence de l'impérialisme, de démoralisation et de désorientation occasionnées par les trahisons staliniennes et par l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale ne peut avoir de signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Que des trotskystes introduisent dans leur stratégie le révisionnisme sur la question de la direction *prolétarienne* de la révolution est une profonde négation du marxisme-léninisme, quels que soient les vœux pieux exprimés en même temps en faveur de

“la construction de partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux”. Les marxistes doivent s'opposer résolument à toute acceptation aventuriste de la voie de la guérilla paysanne au socialisme, historiquement apparentée au programme tactique des socialistes-révolutionnaires que combattait Lénine. Cette voie est un cours suicidaire pour les buts socialistes du mouvement ; elle est peut-être aussi physiquement suicidaire pour les aventuriers qui la prennent. »

– *Spartacist* édition en anglais n° 1, février-mars 1964
(traduit dans *Spartacist* édition en français n° 36, été 2004)

Aux États-Unis, la RT, qui cherchait à gagner des militants noirs au marxisme révolutionnaire, se battit contre la politique du SWP consistant à se tenir de façon criminelle à l'écart de la gauche du mouvement des droits civiques alors en plein essor. Un document rédigé en juillet 1963 par Robertson et Shirley Stoute, « Pour le trotskysme noir », rappelait l'avertissement de Trotsky : « Si jamais nous, dans le SWP, n'étions pas capables de trouver la voie vers cette couche, alors nous ne serions bons à rien. » En décembre 1963, la direction du SWP exclut Robertson et quatre autres dirigeants de la RT. C'étaient les premières exclusions politiques de l'histoire du parti.

L'internationalisme révolutionnaire : une obligation

Après la mort de Cannon en août 1974, le camarade Robertson lui rendit hommage à l'occasion d'un rassemblement national de la SL/U.S. le même mois. Il parla de la capacité que seul avait Cannon, forgée au fil de l'expérience et des luttes politiques, « d'être le stratège et le dirigeant d'une révolution prolétarienne victorieuse en Amérique du Nord ». Jim notait toutefois que Cannon avait esquivé la responsabilité internationale qu'il aurait dû assumer après l'assassinat de Trotsky :

« Cannon avait une faiblesse récurrente. En août 1940, il est devenu la principale autorité responsable du mouvement trotskyste mondial, mais au fond il n'a rien fait à ce titre (bien que le SWP fût internationaliste, et prêt à investir de l'énergie et des vies). Je pense que la raison était relativement simple : Cannon ne se sentait pas assez qualifié pour être un dirigeant mondial du mouvement marxiste, et il avait raison [...].

« Donc Cannon s'est mis en retrait, et nous nous retrouvons avec le boulot sur les bras. Il nous l'a laissé doubler sur les bras parce qu'il était bien meilleur que nous et quand je dis “il”, je veux dire non seulement Cannon personnellement, mais l'équipe de collaborateurs immédiats qui formaient le “régime Cannon” [...].

« Bon, il y avait un régime Cannon, et ils ont fait du mieux qu'ils pouvaient. Mais ils n'ont pas accepté le défi international, qui pourtant est une obligation. Oui, si vous savez que vous ne savez rien, avancez patiemment, doucement, avec persévérance ; lutez avec la plus grande patience et la plus grande attention pour les collaborateurs internationaux. C'est ainsi que nous devons procéder, et non nous mettre en retrait et attendre, dans l'isolement national, que quelqu'un d'autre arrive et dise “Je peux le faire”, et alors dire : “Très bien, nous te donnons notre autorité.” Nous devons persister ; nous devons intervenir. »

– *Spartacist* édition en français n° 30, printemps 1997

Dès le début, nos cadres fondateurs ont compris que nous ne survivrions pas en tant qu'organisation révolutionnaire dans l'isolement national, d'autant plus que nous étions sous la pression qui vient du fait de travailler dans le pays impérialiste le plus puissant de la planète. Nous nous considérions en accord programmatique avec le Comité inter-

national (jusqu'à notre rupture définitive avec lui en 1967). En Grande-Bretagne, la Socialist Labour League de Gerry Healy avait publié des documents très impressionnants et en apparence orthodoxes en défense du trotskysme authentique. Toutefois, la RT avait eu une expérience négative des pratiques organisationnelles bureaucratiques de Healy visant à imposer ses diktats. Wohlforth, le larbin américain de Healy, avait scissionné la RT en 1962 ; plus tard il nous dénonça pour nous faire exclure par la direction du SWP.

Nous avions également une divergence politique majeure avec Healy sur Cuba. La réaction des healystes au soutien du SWP à la guérilla petite-bourgeoise de Castro fut de nier que le capitalisme avait été renversé à Cuba – ce que nous appelions du « pablisme inversé ». Néanmoins, autant que nous pussions en juger d'après leurs documents écrits, nous étions largement en accord programmatique avec eux, et c'était l'essentiel.

Une délégation spartaciste assista à la conférence du CI à Londres en 1966 ; le camarade Robertson parla en notre nom. Il mentionna nos divergences sur Cuba en notant que « si la bourgeoisie cubaine est effectivement "faible", comme l'affirme le Comité international, on ne peut constater qu'une chose : c'est qu'elle a dû se fatiguer au cours de sa longue nage vers Miami en Floride. » Il critiqua le fait que le CI surestimait considérablement l'imminence de la « crise du capitalisme » finale et il argumenta que le CI n'avait « pas très bien réussi » dans la lutte contre le révisionnisme pabliste. La réponse de Healy ne se fit pas attendre. Il prétendit que l'absence « non excusée » de Robertson à une session de la conférence était un acte de mépris petit-bourgeois chauvin américain, et il somma Jim de s'excuser. Jim refusa de se plier à l'exigence qu'il avoue quelque chose dont il n'était pas coupable.

Dans la déclaration finale de la délégation spartaciste à la conférence, Jim expliqua :

« Nous croyons que c'est porter atteinte à la pratique léniniste que de demander qu'un camarade affirme devant ses camarades ce qu'il ne croit pas. [...] L'organisation Spartacist a dû subir une série d'attaques calomnieuses en dépit de notre accord fondamental sur la nécessité de combattre le révisionnisme. Ceci représente une tentative de substituer au centralisme démocratique international pour la section américaine, un mécanisme non pas de conscience et de discipline, mais de peur et d'obéissance. »

Un an plus tard, la contradiction entre les pratiques organisationnelles de Healy et le programme déclaré du CI fut résolue : le CI apporta son soutien à la « révolution culturelle » de Mao et à la soi-disant « révolution arabe » des régimes nationalistes despotiques du Proche-Orient.

Forger un collectif de cadres

Healy pensait sans doute qu'après notre rupture avec lui, nous allions tout simplement péricliter et mourir. Mais cela n'arriva pas. Dès le premier numéro de *Spartacist* (février-mars 1964), nous avions déclaré notre intention de résoudre la disparité entre notre taille et notre objectif, créer un parti d'avant-garde léniniste. Et cela en effectuant un regroupement révolutionnaire avec des éléments en mouvement vers la gauche venant d'autres organisations se réclamant du marxisme, ou par recrutement individuel dans la jeunesse radicalisée et parmi les militants de la lutte pour les droits civiques, et également en cherchant à intervenir dans des secteurs clés de la classe ouvrière.

C'était une période d'activité politique intense et de luttes sociales tumultueuses aux États-Unis. La lutte pour les droits civiques avait brisé le consensus réactionnaire de la guerre

Une interview et un discours de Jim



Spartacist
édition en français n° 23-24, printemps 1986
1,50 € / 2 \$Cdn (56 pages)

Spartacist n° 23-24 contient une interview de Jim notamment sur la Revolutionary Tendency, sur l'organisation de Gerry Healy et sur notre intervention à la Conférence de Londres de 1966.



Spartacist
édition en français n° 30, printemps 1997
1,50 € / 2 \$Cdn (64 pages)

Spartacist n° 30, un recueil de textes de James Cannon, reproduit le discours en hommage à Cannon qu'avait prononcé Jim en 1974.

Commande : voir page 71

froide des années 1950. L'opposition au pacifisme libéral pro-démocrate de la direction derrière Martin Luther King avait produit une scission à gauche de jeunes militants noirs. L'impact de la Révolution cubaine se combinait maintenant à une opposition croissante à la guerre du Vietnam. La « nouvelle gauche » se développait à pas de géant.

Nos forces étaient limitées et dans les premières années quelque peu informes, mais nous nous sommes battus pour intervenir du mieux que nous pouvions. Le camarade Robertson mit à profit les leçons sur la construction du parti léniniste, notamment la formation et le développement des cadres, qu'il avait apprises en particulier du travail et de l'histoire de James Cannon. Il savait que notre recrutement proviendrait principalement d'individus et de groupes attirés par notre programme et par notre analyse, tels qu'ils s'exprimaient dans notre propagande, et non en faisant du « travail de masse » bidon. Mais en même temps, là où nous le pouvions, Jim cherchait des occasions de montrer d'une manière exemplaire notre programme dans l'action.

En 1964, le quartier noir de Harlem fut assiégé par la police à la suite d'un soulèvement contre le meurtre d'un adolescent noir par les flics ; la SL créa alors le Harlem Solidarity Committee. Son but était de mobiliser la classe ouvrière en soutien à la population noire assiégée. Cela donna lieu à un rassemblement de près de 1 000 personnes dans le quartier de la confection de New York. Jim prit la parole et dénonça la campagne des flics qui accusaient les communistes d'attiser le soulèvement à Harlem ; il déclara sur un ton de défi : « Malheureusement, il n'y a pas beaucoup de rouges à Harlem en ce moment – *mais il y en aura !* »

En 1968, au cours d'une intense bataille fractionnelle interne, Jim réussit à forger un collectif de cadres avec les camarades gagnés à la SL/U.S. les années précédentes. Ensuite, après une série de regroupements et de fusions, nous avons pu réaliser notre perspective de devenir un groupe de

propagande de combat en commençant à publier *Workers Vanguard* et *Women and Revolution*. Nous avons créé une organisation de jeunesse nationale, qui à son tour a fourni un grand nombre de jeunes camarades qui allèrent ensuite se battre pour une perspective de lutte de classe dans des syndicats clés.

Dans des notes pour sa propre nécrologie rédigées en 1990, Jim écrivait : « Il a comblé le fossé entre l'ancienne gauche de James Cannon et de Max Shachtman et la Nouvelle Gauche, emmenant avec lui à l'époque plusieurs centaines de militants afin qu'ils ne passent pas leur vie dans de vaines aventures et ne deviennent pas des petits-bourgeois arrogants. » Et lors de la Troisième Conférence nationale en 1972, nous avons enfin les cadres, les compétences linguistiques et les ressources financières pour entreprendre systématiquement notre extension internationale.

Il faut reforger la IV^e Internationale !

La tendance spartaciste internationale fut formellement fondée en 1974 avec la « Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale ». Ce document, adopté par la SL/U.S. et la Spartacist League of Australia and New Zealand, ainsi que par des militants européens, déclarait :

« La tendance spartaciste internationale est tout simplement cela – une tendance en train de se consolider. Mais à l'aube de son existence internationale, elle déclare une fidélité ininterrompue – qui a déjà fait ses preuves pendant une décennie dans des limites nationales – aux principes marxistes-léninistes et au programme trotskyste : révolutionnaire, internationaliste et prolétarien. »

« La lutte pour la renaissance de la IV^e Internationale promet d'être longue, difficile et, par-dessus tout, elle ne se fera pas de façon linéaire. »

Dès nos débuts, Jim prit fréquemment part à des délégations internationales à la recherche de possibles regroupements révolutionnaires sur la base de nos principes. Il concentra personnellement ses efforts sur la Grande-Bretagne, et il vécut à Londres au milieu des années 1970. Il collabora là-bas à la rédaction de nos « Thèses sur l'Irlande », une extension cruciale de la conception léniniste de la question nationale, en particulier en ce qui concerne les peuples géographiquement interpénétrés. Jim joua également un rôle clé dans le recrutement d'une fraction oppositionnelle de la Workers Socialist League d'Alan Thornett, dont faisaient partie plusieurs jeunes militants irlandais et turcs, jetant ainsi les bases de la fondation de la Spartacist League/Britain en 1978.



New York Times

New York, 1964 : Jim (en bas à droite, au mégaphone) au rassemblement organisé dans le quartier de la confection par le Harlem Solidarity Committee, créé à l'initiative de la Spartacist League pour mobiliser la classe ouvrière en défense des masses des ghettos contre la terreur policière.

En 1979, à l'époque de notre Première Conférence internationale, nous avions des sections en France, en Allemagne, en Australie, au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Parmi les quelque 300 délégués ou observateurs présents qui avaient été recrutés d'autres organisations, la plupart étaient des militants issus de scissions de gauche du Secrétariat unifié pabliste d'Ernest Mandel. Parmi les autres figuraient d'anciens stalinien pro-Moscou ou pro-

Beijing (Pékin), des trotskystes antirévissionnistes et d'anciens partisans du « troisième camp », ainsi que d'anciens membres des Black Panthers et d'organisations radicales des droits des femmes et des homosexuels.

Nous avons gagné beaucoup de jeunes militants issus de groupes se réclamant du trotskysme, mais nous n'avons cependant pas réussi à gagner de vieux militants chevronnés dont l'expérience aurait pu contribuer à former une nouvelle génération. Ce ne fut pas faute d'essayer. Notre effort le plus remarquable pour trouver, selon la formule de Cannon, « les cadres initiateurs de la nouvelle organisation dans l'ancienne », ce furent les longues relations fraternelles avec les camarades du Revolutionary Workers Party (RWP) d'Edmund Samarakkody au Sri Lanka. En 1960, Jim avait écrit une lettre au Comité politique du SWP pour protester contre son silence public face aux trahisons du Lanka Sama Samaja Party (LSSP), qui avait signé un pacte électoral de front populaire avec les nationalistes bourgeois et chauvins cinghalais du Sri Lanka Freedom Party (SLFP). En 1964, le LSSP était entré dans le gouvernement SLFP, ce qui avait conduit Samarakkody à quitter le LSSP. Plus tard cette année-là, lui et son camarade Meryl Fernando, tous deux députés, votèrent une motion de censure, un acte conforme à nos principes qui fit tomber le gouvernement de coalition.

La « Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale » esquissait les perspectives de regroupement révolutionnaire en notant en particulier que le RWP de Samarakkody « est sorti en préservant son intégrité du vieux LSSP en dépit d'un monceau de trahisons commises par ce dernier » avec la complicité du Secrétariat unifié (ainsi que celle du CI de Healy). Au cours de discussions écrites et orales avec le groupe de Samarakkody menées à partir de 1971, il apparut clairement que ces militants n'avaient pas rompu avec le cadre parlementariste. À preuve le fait que Samarakkody répudia son vote de 1964 contre le front populaire. Les relations semblaient dans l'impasse lorsqu'en 1979 nous reçûmes une proposition de fusion.

Le camarade Robertson prit la tête d'une délégation qui se rendit à Lanka pour des discussions. Un camarade qui faisait partie de cette délégation écrivait récemment : « Ces dix jours de combat politique intense montrèrent les capacités de Jim en tant que dirigeant politique lucide alliant une fermeté programmatique d'acier à un sens magistral de la diplomatie. Plusieurs facteurs conditionnaient ce voyage, mais c'était principalement la détermination bien connue de Jim à étendre nos forces sur la scène internationale. » Samarakkody assista à notre conférence internationale de 1979 et il indiqua clairement qu'il entendait maintenir son organisation provinciale dans la périphérie de gauche du front populaire sri-lankais et qu'il ne permettrait pas qu'elle soit soumise aux correctifs du centralisme démocratique international. Il n'était plus question de fusion. Samarakkody fit ses valises et partit avant la fin de la conférence.

Toutefois, il s'avéra que nous avons provoqué une fracture dans le RWP, et plusieurs de ses jeunes militants furent gagnés à notre tendance. Ce qui les avait motivés, c'est que Jim insistait sur le fait que la lutte de la classe ouvrière du Sri Lanka contre le chauvinisme cinghalais « est une condition préalable tout aussi essentielle à une révolution victorieuse que la lutte contre le chauvinisme grand-russe l'avait été pour les bolchéviks ». Notre section lankaise se battit avec beaucoup de détermination et de courage contre la



Thomas R. Copi

Jim (au centre) lors d'une manifestation contre la guerre de l'impérialisme américain au Vietnam, le 15 avril 1967 à New York. Contre le pacifisme libéral, nous spartacistes appelions à la victoire militaire du Front de libération national vietnamien.

guerre de plus en plus intense que menait le gouvernement contre la population tamoule. Au niveau international, nos sections organisèrent et participèrent à des manifestations avec des exilés tamouls pour protester contre la terreur au Sri Lanka.

Nous avons perdu ces camarades en grande partie à cause de notre incapacité à communiquer chacun dans la langue de l'autre. Malgré les efforts concertés de nos camarades sri-lankais et de nos camarades à New York, nous n'avons jamais réussi à briser la barrière de la langue entre l'anglais et le cinghalais. Dans un document ultérieur intitulé « L'internationalisme est une lettre morte si... ! », Jim écrivait : « Sans la capacité linguistique permettant de construire des ponts entre les peuples du monde, nous ne sommes pas seulement perdus, nous sommes morts-nés. » Parlant de lui-même comme d'un « exemple ambulatoire lamentable de ce problème » malgré plusieurs années passées à étudier l'espagnol et le français et malgré avoir essayé pendant longtemps d'apprendre l'allemand, Jim concluait par un salut à un « gouvernement de soudeurs et de bilingues ! »

La maintenance et la PRL

La référence de Jim aux « soudeurs » n'était pas une facétie. Tout au long de sa vie politique, il a lutté contre la vénération que la société bourgeoise porte au « travail intellectuel » et contre son mépris pour ceux qui travaillent de leurs mains. Cela reflétait en partie ses études et son travail de chimiste. S'adressant à la Conférence nationale de la SL/U.S. en 1994, il opposait les « valeurs communistes

unificatrices », qui cherchent à dépasser la division entre travail mental et travail manuel, à « la dichotomie bourgeoise entre le faiseur et le penseur, le col bleu et le col blanc, le travail et les loisirs, le sale et le propre, les subalternes et les favorisés ».

Jim dédia sa présentation « La maintenance et le mouvement communiste » (*Le Bolchévick* n° 146, été 1998) à Nina Hartley. Pour Jim, Hartley, star du porno et militante pour la libération sexuelle, « personnifie la lutte contre un genre parallèle de malveillance et d'hypocrisie, sexuelle dans son cas, qui est inhérente à l'ordre bourgeois ». Jim contribua de façon cruciale à *Women and Revolution* [Femmes et Révolution], publié entre 1971 et 1996. *Women and Revolution* n'était pas seulement un outil d'intervention dans le mouvement de libération des femmes des années 1970, c'était aussi un moyen de mettre en lumière les questions sociales soulevées par le caractère fondamental de l'oppression des femmes, en abordant des sujets comme les origines de l'humanité et la société archaïque ainsi que la culture et l'art.

À l'intérieur du parti, Jim encourageait les camarades femmes à devenir des dirigeantes de l'organisation. Cela venait en partie de son expérience dans le SWP, où les permanents nationaux masculins avaient des secrétaires femmes. Celles-ci, des cadres extrêmement compétentes et dévouées, faisaient part de leurs opinions aux dirigeants nationaux, mais elles ne s'exprimaient pas lors des réunions du Comité politique. Une de nos premières camarades dirigeantes écrivait : « Jim disait qu'il ne voulait pas que je sois comme ça ; il voulait que les femmes de notre parti acquièrent une autorité en leur nom propre. » Les équipes dirigeantes de la SL/U.S. et de la LCI se sont toujours distinguées par le grand nombre de cadres femmes marxistes qui en font partie.

En ce qui concerne l'apprentissage par les livres, Jim s'est consacré toute sa vie à la création d'une bibliothèque marxiste et il a rassemblé des archives documentant l'histoire et l'expérience du mouvement ouvrier aux États-Unis

et ailleurs dans le monde. Cela a commencé lorsqu'il était dans l'organisation de Shachtman, et ce n'était pas facile pour un étudiant sans le sou, en pleine chasse aux sorcières maccarthyste. Jim fut très fier, et à juste titre, lorsque Louis Sinclair, le bibliographe des œuvres de Trotsky, trouva des documents dont il ne connaissait pas l'existence dans sa bibliothèque, lors d'une visite dans la région de San Francisco en 1958.

Rappelant que Lénine disait que « celui qui croit quelque chose sur parole est un imbécile sans espoir », le document de tâches et perspectives adopté à la Quatrième Conférence de la SL/U.S. en 1974 expliquait l'importance du travail d'archives :

« L'une des tâches capitales de l'avant-garde du prolétariat est de lutter pour être la mémoire de la classe ouvrière. Un élément important de cette lutte pour la continuité, c'est la collecte systématique, la propagation et l'assimilation critique des documents primordiaux de l'histoire du mouvement ouvrier. Étant donné l'accumulation des déformations et des vulgarisations qui se produit avec le temps, seule la reconstruction précise et vérifiée des réalités passées peut vraiment nous servir de boussole. »

C'est la collection personnelle de Jim qui est à la base de la Prometheus Research Library (PRL), un espace de travail pour études marxistes et apparentées, ainsi que la bibliothèque et le centre d'archives de référence du Comité central de la SL/U.S. Jim est resté directeur de la PRL jusqu'à sa mort.

Dès la création de la PRL, Jim a engagé un programme de publication ambitieux afin de rendre disponible une documentation rare et importante de l'histoire du mouvement communiste. Notre premier bulletin *Prometheus Research Series* (août 1988) reproduisait la première traduction complète et précise en anglais des « Thèses sur la structure d'organisation des partis communistes, sur les méthodes et le contenu de leur travail ». Ces thèses, adoptées par le III^e Congrès de l'Internationale communiste en 1921,

PUBLICATIONS DE LA PROMETHEUS RESEARCH LIBRARY

No. 1
6 € / 8 \$Cdn / US\$6

No. 3
7 € / 7 \$Cdn / US\$7

624 pages
Broché :
20 € / 26 \$Cdn / US\$18.50

752 pages
Relié :
36 € / 55 \$Cdn / US\$34
Broché :
25,50 € / 36 \$Cdn / US\$23.95

Ces publications sont en anglais. Frais de port inclus.
Les publications de la PRL sont disponibles en ligne : prl.org

Gravure de Fritz Brosius

Europe : LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10 (chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L)
Québec et Canada : Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8
USA : Spartacist Publishing Company, Box 1377 GPO, New York, NY 10116

constituent une codification de la pratique organisationnelle communiste telle qu'elle a été forgée par les bolchéviks et éprouvée dans la révolution prolétarienne de 1917.

Comme la PRL avait, au début, une expérience éditoriale très limitée, Jim prit contact avec George Breitman, l'un des principaux responsables de la série d'œuvres de Trotsky des éditions Pathfinder. Avec d'autres vieux cadres, Breitman avait été exclu du SWP de Jack Barnes en 1984. Avec l'aide de Breitman, la PRL commença à rassembler les écrits de Cannon des années 1920. Ce travail a finalement conduit à la publication du livre *James P. Cannon and the Early Years of American Communism* [James P. Cannon et les premières années du communisme américain] (1992), dont Jim a été le codirecteur. Un mémorandum de la PRL basé sur les notes de Jim faisait la comparaison entre cette collaboration avec des opposants au sein du mouvement ouvrier et la tradition du stalinisme :

« Tous les témoignages montrent que le stalinisme a mis fin au cadre moral et politique de l'ancien mouvement radical où des anarchistes, des marxistes, des syndicalistes, des coopérativistes et même des partisans de l'impôt unique travaillaient ensemble sur des questions d'intérêt mutuel. Une des caractéristiques les plus délétères du stalinisme, et elle est vraiment totale, c'est la conviction que si vous avez de graves désaccords politiques avec quelqu'un, vous ne pouvez pas lui donner l'heure, sans parler de la référence d'un ancien document. »

C'est aussi dans cet esprit que Jim a fourni de la documentation et des commentaires à l'historien Bryan Palmer lorsque celui-ci travaillait sur son ouvrage *James P. Cannon and the Origins of the American Revolutionary Left, 1890-1928*.

La plupart des bulletins de la *Prometheus Research Series* (PRS), bien que pas tous, ont été conçus (sinon co-dirigés) par Jim, sur la base de ses années de recherche et de réflexion. C'est également le cas du deuxième livre de la PRL, *Dog Days : James P. Cannon vs. Max Shachtman in the Communist League of America, 1931-1933* [Les Années Noires – James P. Cannon contre Max Shachtman dans la Communist League of America, 1931-1933] (2002). Jim avait entendu parler de cette bataille fractionnelle quand, tout jeune, il était dans l'organisation de Shachtman, mais il lui fallut des années pour mettre la main sur les documents clés. Jim se rendit compte que, même s'il n'y avait pas de divergences programmatiques de principe, cette première bataille entre Cannon et Shachtman préfigurait leur bataille de 1939-1940 sur la question russe. C'était un des premiers exemples de l'impressionnisme petit-bourgeois qui allait conduire Shachtman à rompre avec le trotskysme. Et cela montrait combien Cannon tenait à l'intégrité du programme et à la centralité du prolétariat.

« Nous les vieux... »

Dick Fraser écrivit un jour que Robertson avait adopté les « pires aspects du cannonisme et du shachtmanisme ». Jim espérait que Fraser voulait dire l'intransigeance politique de Cannon et les pratiques organisationnelles démocratiques et décontractées de Shachtman. Mais il savait que ce n'était pas le cas. Malgré leurs divergences politiques, Robertson et Fraser restèrent amis et collaborateurs politiques, en particulier dans la lutte pour la libération des noirs, jusqu'à la mort de Fraser en 1988. Deux ans plus tard, nous avons publié, en hommage à Fraser, un bulletin dans la série PRS contenant une sélection de ses œuvres.



Workers Vanguard

New York, 1993 : Jim à la manifestation organisée par la SL/U.S. juste après le massacre par le gouvernement des membres de la communauté religieuse des davidiens à Waco (Texas).

D'autres opposants farouchement hostiles présentaient souvent Jim comme un mégalomane délirant entouré d'une bande de moutons et de larbins. Parmi ces opposants figurait Tim Wohlforth, qui s'était favorablement comparé, en tant que soi-disant dirigeant marxiste, à Cannon, qu'il qualifiait de vulgaire « casseur de vitrines ». La mal nommée Bolshevik Tendency (BT), une bande d'ex-membres aigris, se joignit à ce chœur. La malveillance subjective qui anime la BT s'est manifestée lorsqu'ils ont pris pour dirigeant Bill Logan – un psychopathe social et sexuel que nous avons exclu lors de notre Première Conférence internationale.

La vérité, c'est que Jim n'a jamais aspiré à être « le dirigeant ». Il était parfaitement conscient du fait qu'il était loin derrière dans l'ombre de Cannon. Comme il l'expliquait dans son discours d'hommage à Cannon, Jim savait que lui, et nous, ne pouvions pas « attendre dans l'isolement national que quelqu'un d'autre se présente et dise "Je peux le faire". » Il a donc pris le taureau par les cornes. Pas seul, mais dans une lutte continue pour forger une direction collective.

À ceux qui prétendaient être des dirigeants « à 100 % » et qui ne toléraient aucun correctif ni aucune critique, Jim rétorquait que si vous avez raison 70 % du temps, c'est déjà un très bon bilan. Jim disait souvent que « le parti vole sur deux ailes », soulignant ainsi la valeur des camarades tant de l'aile gauche que de l'aile droite du parti.

Il aimait aussi citer la supplice d'Oliver Cromwell : « Je vous en conjure, par les entrailles du Christ, pensez qu'il se peut que vous vous trompiez. » Et quand le parti se trompait, Jim voulait absolument que nous nous corrigions publiquement. D'autres, en particulier de l'école du *líder máximo*,

considèrent que c'est une preuve de faiblesse et de désarroi. Pour notre part, nous pensons que reconnaître franchement ses erreurs est, comme le dit Lénine, « la marque d'un parti sérieux » qui cherche à la fois à tirer les leçons de ses erreurs et à transmettre ces leçons au prolétariat.

La politique révolutionnaire est, comme le disait Cannon, « une dévoreuse d'hommes ». Contre vents et marées, le camarade Robertson a persisté dans la lutte pour forger un parti léniniste. Cela avait un prix. Pour gérer son stress et surmonter sa grande timidité personnelle, il buvait, beaucoup. À la fin des années 1980, il s'est aussi rendu compte de l'impact de l'âge sur ses capacités politiques à la direction centrale du parti. Il parlait souvent du « syndrome de Rickover ». Hyman Rickover était un amiral américain qu'on avait obligé à prendre sa retraite à 82 ans après qu'il eut failli couler le sous-marin nucléaire *La Jolla* lors de ses essais en mer en 1981.

Au début des années 1990, Jim et sa famille déménagèrent en Californie, ce qu'il qualifia de « semi-retraite ». Il continua pourtant, bien qu'éloigné de la direction administrative du parti, à jouer un rôle central dans l'élaboration de notre ligne et de notre propagande internationale, ainsi que dans les batailles internes à la LCI. Comme l'alcoolisme menaçait sa santé, il cessa de boire et aussi de fumer. Cela lui a fait gagner quelque 25 ans de vie supplémentaire et nous a fait profiter plus longtemps de son expérience politique. Durant ces années, il chercha à transmettre les leçons qu'il avait apprises aux nouveaux dirigeants du parti.

Jim expliquait en 1977, lors d'un cours sur l'histoire du parti :

« Si nous insistons sur la continuité du communisme international et du trotskysme, c'est parce que nous en avons si peu [...]. Cette continuité est très ténue, camarades. Et il me semble et il m'a toujours semblé que pour être un bon communiste, il faut deux éléments, tous deux nécessaires. L'un, un peu comme pour les étudiants à l'université, c'est la maîtrise des textes : connaître, lire, étudier, pouvoir disposer sur le bout des doigts des précédents historiques grâce aux connaissances acquises par les livres. Et l'autre est analogue à un programme d'apprentissage dans lequel vous apprenez par la pratique, sous la direction et la supervision de ceux qui en savent plus que vous. Et sans ces deux éléments, je ne pense pas qu'il soit possible de construire le parti bolchévique sans avoir à tout recommencer à zéro, ce qui est peu probable. »



PRL

Jim avec Diana Kartsen (1948-2007), la première directrice de la PRL. Jim, qui était un archiviste toute sa vie, a joué un rôle clé dans la publication des deux livres de la PRL sur Cannon.

La direction fondatrice de la SL a eu l'avantage d'entrer en scène à un moment où la société était en pleine éruption politique et sociale aux États-Unis et au niveau international. La génération actuelle doit lutter pour persévérer dans un climat politique qui, depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, se caractérise essentiellement par un déficit de luttes de classe et de luttes sociales ainsi que par une grande régression de la conscience de classe.

L'une des citations préférées de Jim était tirée d'un discours prononcé par Lénine en janvier 1917, où il déclarait : « Nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente. » Le mois suivant, la révolution de Février en Russie donnait à Lénine et au parti bolchévique l'occasion d'intervenir dans une lutte politique qui allait aboutir à la révolution d'Octobre. Jim conseillait à nos jeunes camarades de ne pas se laisser impressionner par les prétendants au marxisme qui nous dénoncent pour notre manque de perspectives immédiates. Il disait : « Ne faites pas trop attention à vos perspectives immédiates, car vous ne savez pas ce qui va se passer en février ! Quel est votre *programme* ? C'est ça la question décisive. » ■

Ukraine...

(Suite de la page 4)

les causes de la guerre. Tout accord de ce genre sera nécessairement dirigé contre les travailleurs de Russie et d'Ukraine et préparera le terrain pour le prochain conflit sanglant. Quiconque veut une paix durable et démocratique doit lutter pour transformer la guerre capitaliste actuelle en guerres civiles contre les bourgeoisies russe et ukrainienne et pour étendre la révolution aux pays impérialistes.

- « Troupes russes hors d'Ukraine » (avancé par exemple par le Comité pour une Internationale ouvrière). C'est le slogan de l'OTAN et il ne peut signifier que la victoire du gouvernement ukrainien. Ceux qui l'avancent aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne

n'appellent pas à la liberté des travailleurs ukrainiens mais à celle de leurs propres dirigeants impérialistes de piller l'Ukraine.

- « À bas l'OTAN ! » C'est un mot d'ordre nécessaire, mais l'avancer sans s'opposer à l'UE, appendice économique de l'OTAN, ne fait que nourrir des illusions dans la possibilité d'un impérialisme sans militarisme. C'est le pillage économique « pacifique » par le capital financier qui prépare le terrain à la guerre. L'UE et l'euro sont des instruments de ce pillage. Présenter l'UE, dirigée par l'Allemagne et la France, comme bienfaitrice et séparée de l'OTAN « militariste » dirigée par les États-Unis, ce n'est rien que du social-chauvinisme grossier. Lutte ouvrière, par exemple, dénonce l'OTAN tout en se lamentant que l'Ukraine se soit vu refuser « l'entrée dans l'Union européenne et les quelques avantages qu'elle aurait pu y gagner » (22 février). Capitulation

grotesque devant l'impérialisme français ! Demandez aux travailleurs d'Europe : l'UE n'apporte que l'asphyxie économique et l'asservissement national.

- « Contre l'impérialisme russe » (position du Marxistisch-Leninistische Partei Deutschlands, parmi beaucoup d'autres). La démagogie contre « l'impérialisme russe » ne fait que couvrir les crimes de leurs maîtres impérialistes en trompant les travailleurs sur qui est vraiment l'ennemi principal. Le monde est dirigé depuis les centres du capital financier à New York, Francfort, Paris, Londres et Tokyo, pas Moscou. La classe dirigeante russe est pleinement réactionnaire mais elle n'est pas impérialiste. Elle opprime sa propre classe ouvrière et est une puissance régionale. Les impérialistes au contraire sucent le sang des travailleurs de toute la planète.
- « Non à la guerre impérialiste en Ukraine » (Parti communiste de Grèce et C^{ie}). Du fumier pacifiste avec en plus un zeste d'« anti-impérialisme ». Présenter la guerre comme impérialiste, c'est jeter de la poudre aux yeux des ouvriers. Si l'OTAN ou l'une ou l'autre puissance impérialiste entrerait directement dans cette guerre, les révolutionnaires auraient l'obligation de prendre le côté militaire de la Russie, pour la défaite des impérialistes, principal rempart de la réaction capitaliste au niveau international. C'est précisément la tâche que rejettent ceux qui font de l'agitation sur « l'impérialisme russe ».
- « Les travailleurs doivent-ils prendre le côté de la Russie ? » Certains à gauche pensent que, puisque la

Russie défie les impérialistes, il faut la soutenir dans sa guerre. C'est une capitulation devant le chauvinisme grand-russe. La Russie n'est pas en guerre avec les impérialistes mais avec le gouvernement ukrainien. La stratégie prolétarienne pour combattre l'impérialisme en Ukraine et en Russie réside dans la lutte révolutionnaire commune des ouvriers ukrainiens et russes, pas dans le soutien aux visées du Kremlin. L'asservissement de la nation ukrainienne par la Russie attiserait davantage encore les antagonismes nationaux, créant ainsi un immense obstacle à cette perspective.

Tous les pseudo-marxistes ont hurlé d'indignation quand le chauvin grand-russe Poutine a dénoncé la politique révolutionnaire de Lénine contre l'oppression nationale. C'était fort généreux de leur part. Mais vraiment défendre Lénine dans la guerre actuelle veut dire **dénoncer les traîtres sociaux-chauvins qui, tout en faisant usage d'une phraséologie « socialiste », sont en fait des laquais des impérialistes**. Sur ce point, Lénine peut se défendre tout seul :

« La bourgeoisie a justement besoin que des phrases hypocrites sur la paix, des phrases creuses et n'engageant à rien, **détournent** les ouvriers de la lutte révolutionnaire en temps de guerre, les endorment et les consolent par l'espoir d'une "paix sans annexions", d'une paix démocratique, et ainsi de suite [...]. Or, le point premier et essentiel d'un programme socialiste de paix doit être de **démasquer l'hypocrisie** du programme de paix de Kautsky, qui consiste à **raffermir** l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat. »

– « À propos du "programme de paix" » (1916) ■

Laquais « socialistes » de l'impérialisme

Quatrième internationale

FOURTH INTERNATIONAL / CUARTA INTERNACIONAL

Contre l'impérialisme russe, ne touchez pas à l'Ukraine !

21 février 2022



KKE Parti Communiste de Grèce

26 février 2022

RASSEMBLEMENT DU KKE À L'AMBASSADE DE RUSSIE ET MARCHÉ VERS L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS
Non à la guerre impérialiste ! L'implication de la Grèce doit cesser !



Des milliers de manifestants à Athènes, à Thessalonique et dans d'autres villes de Grèce ont répondu à l'appel du Parti communiste de Grèce (KKE) et de la Jeunesse communiste de Grèce (KNE) et ont élevé la voix contre la guerre impérialiste.

Dans la capitale grecque, des milliers de manifestants ont envahi les rues devant l'ambassade de Russie, dénonçant l'insupportable intervention militaire russe et l'invasion de l'Ukraine, qui a été le début officiel d'une guerre dont la préparation avait commencé les années précédentes et concerne la concurrence entre deux camps impérialistes — d'un côté les États-

Révolution Permanente

Non à la guerre ! Troupes russes hors d'Ukraine ! OTAN hors d'Europe de l'est ! A bas le réarmement impérialiste !

Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale

2 mars 2022



EDITORIAL

OTAN - Russie: ils méprisent tous le sort des peuples

Poutine a donc reconnu officiellement l'indépendance des deux républiques du Donbass, région russophone d'Ukraine, qui s'étaient proclamées autonomes en 2014. Sous prétexte de protéger la population, il y a aussitôt envoyé des troupes russes.

Cette décision a déclenché l'indignation sur la scène internationale. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ces dernières semaines, scandant les slogans anti-guerre et d'armes et de sanctions. Biden a déclaré que la Russie était un ennemi de la démocratie.

les cultures. Ils ont fait en sorte que les différents peuples, Russes, Ukrainiens, Géorgiens, Azéris, Kazakhs et Turcs, vivent ensemble au sein d'un État.

Malgré la féroce répression, ce développement commun a entraîné la plupart des réalisations de la révolution bolchevique, ce développement commun

25 février 2022

La population ukrainienne en est la première victime. Elle subit les bombardements et s'enfonçe dans la pauvreté. Les dirigeants occidentaux se prétendent ses protecteurs mais n'ont que du sang et des larmes à lui proposer. Ils lui ont refusé l'entrée dans l'Union européenne et les quelques avantages qu'elle aurait pu y gagner.

La Spartacist League/Britain se réarme

En défense du programme révolutionnaire (II)



Workers Hammer Banderole spartaciste devant la conférence du Parti travailliste en octobre 1983. Nous appelions à chasser l'aile droite pro-SDP et à mettre au pouvoir l'aile gauche menée par Tony Benn, pour mieux démasquer les travaillistes de gauche. À droite : Le premier numéro de *Spartacist Britain* annonce la fondation de la SL/B en 1978.



L'introduction au document publié ci-après est reprise de Workers Hammer n° 247 (hiver 2021-2022), le journal de la Spartacist League/Britain. Elle a été adaptée pour publication dans Spartacist.

Nous reproduisons ci-dessous les principales parties du document adopté à l'unanimité lors de la XXV^e Conférence nationale de la Spartacist League/Britain (SL/B) fin 2021. Cette conférence historique a marqué un tournant politique fondamental : elle a avancé un programme révolutionnaire pour la Grande-Bretagne dans la pandémie de Covid-19 et répudié la trajectoire réformiste que notre organisation avait suivie pendant des années sous sa direction précédente. Le titre du document, « En défense du programme révolution-

naire (II) », fait directement référence au document de fondation de la SL/B du même nom (publié dans *Spartacist Britain* n° 1, avril 1978). Cela incarne notre engagement à nous réapproprier le programme original de la section et à défendre la continuité révolutionnaire de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

En publiant en avril 2021 la déclaration du CEI « À bas les confinements ! » (reproduite dans ce numéro en page 5), nous avons été le seul groupe de gauche à mettre en avant une perspective de lutte de classe dans la pandémie, en opposition aux confinements, à l'unité nationale et à l'assaut de la classe capitaliste contre le prolétariat international. Avant la publication de cette déclaration, la LCI avait capitulé devant l'unité nationale en soutenant les confinements.

Dans la SL/B, cette capitulation avait été préparée par des années d'opportunisme et par le rejet des principes fondamentaux du programme révolutionnaire de la section. Nous avons, entre autres, renié la lutte pour un parti d'avant-garde léniniste en capitulant devant Jeremy Corbyn pendant toute la période où il a dirigé le Parti travailliste, et nous avons adopté le programme travailliste du socialisme parlementaire et de l'impérialisme « de la petite Angleterre » (« *little England* »). Le document de la conférence est le produit d'une lutte durement menée contre le précédent Comité central de la SL/B et constitue une rupture décisive avec la trajectoire suivie jusque-là par la section. Il avance les éléments indispensables pour forger un parti révolutionnaire en Grande-Bretagne contre la politique du travaillisme dans laquelle baigne toute l'extrême gauche britannique. Ce document a servi de base à l'élection d'un nouveau Comité central composé d'une nouvelle couche de cadres qui ont mené cette lutte interne et qui se sont engagés à forger un noyau trotskyste dans les îles Britanniques.

Ce document est dédié à notre camarade George Crawford, décédé peu avant la conférence. Son dévouement à la cause du communisme tout au long de sa vie est un exemple et une inspiration.

* * *

II. Pour un programme révolutionnaire dans la pandémie !

La pandémie de Covid-19 a déclenché une crise sanitaire, économique et sociale dans le monde entier. En Grande-Bretagne comme ailleurs, les dix-huit derniers mois ont été désastreux pour la classe ouvrière et les opprimés : plus de 150 000 morts de la Covid, confinements brutaux, répression, licenciements massifs, chômage partiel, augmentation des cadences, fermeture des écoles. Durant toute la crise, la direction du mouvement ouvrier a trahi le prolétariat en l'enchaînant à la bourgeoisie et en collaborant à son offensive dévastatrice. Le Parti travailliste, de l'aile corbyniste à la direction de Starmer, ainsi que les directions syndicales et la gauche réformiste, ont tous soutenu les confinements et se sont tous ralliés derrière le gouvernement conservateur de Boris Johnson en prêchant l'unité nationale et la collaboration de classes. Le Parti travailliste a géré les confinements dans des villes partout en Grande-Bretagne et il porte la responsabilité directe des souffrances et de la misère infligées aux travailleurs.

La gauche pseudo-marxiste britannique (Socialist Workers Party, Socialist Party, Communist Party of Britain, Socialist Appeal, Revolutionary Communist Group, etc.) a non seulement soutenu les confinements, elle est partie en croisade pour des confinements plus stricts et plus longs, sur le modèle de la politique australienne de zéro Covid. Toute prétention qu'auraient ces réformistes à lutter pour quoi que ce soit dans l'intérêt de la classe ouvrière durant la pandémie n'est qu'un mensonge puisqu'ils soutiennent les confinements.

Cette conférence répudie la motion adoptée par le Comité central de la SL/B en juin 2020, qui capitulait devant l'unité nationale du gouvernement en soutenant les confinements. Cette position reposait sur l'argument que le confinement, « en l'absence de mesures de santé publique plus significatives, peut avoir une certaine efficacité par rapport à l'objectif extrêmement minimal de freiner la propagation de

la Covid-19 ». Cela signifie accepter le chantage moral de la bourgeoisie qui a décrété que la seule manière d'assurer la santé publique, c'est de soutenir les mesures anti-ouvrières du gouvernement. Cela alimentait aussi l'illusion que l'État bourgeois est un instrument servant à protéger la population, et non un appareil de violence servant à asservir le prolétariat.

Le seul moyen dont dispose la classe ouvrière pour véritablement protéger sa santé et combattre les causes sociales de la crise, c'est la lutte de classe contre les patrons et l'État. Les confinements sont des mesures de santé publique réactionnaires qui entravent cette lutte à tous les niveaux. Non seulement ils entraînent des conséquences sociales dévastatrices, mais ils laissent la classe ouvrière désarmée et enchaînée à la bourgeoisie.

Nous nous opposons aux confinements sur la base d'un programme ouvrier *révolutionnaire*. S'opposer aux confinements sur toute autre base, que ce soit en se basant sur la science, les libertés, les théories du complot ou le syndicalisme, ne fait que promouvoir des programmes bourgeois alternatifs pour gérer la pandémie. Les révolutionnaires ne cherchent pas à réconcilier les antagonismes de classe mais à utiliser la crise afin de faire avancer la lutte pour renverser la bourgeoisie. Si la pandémie montre clairement une chose, c'est que le système capitaliste est complètement réactionnaire et qu'il ne peut même pas répondre aux besoins les plus minimaux des masses. C'est *maintenant* que la classe ouvrière doit lutter pour ses intérêts, en commençant par ses besoins élémentaires. Mais pour gagner, il faut lier cette lutte à celle pour la révolution socialiste internationale.

La direction du mouvement ouvrier britannique a été le porte-drapeau de la campagne d'unité nationale de la classe capitaliste, répétant ses slogans : « Restez chez vous ! Protégez le NHS ! Sauvez des vies ! » Tout le monde sait que les conservateurs ne veulent pas sauver le NHS [Système national de santé] et n'ont aucun scrupule à « laisser s'empiler les cadavres ». C'est seulement grâce à la complicité des dirigeants traîtres du mouvement ouvrier que la bourgeoisie a pu faire avaler aux travailleurs le mensonge que dans la pandémie il existe un intérêt commun au-dessus de toutes les classes.

Dans cette crise comme en toute autre circonstance, les intérêts de la classe bourgeoise et ceux du prolétariat sont *inconciliables*. Il est évidemment dans l'intérêt des travailleurs de se protéger, eux et leurs familles, d'une maladie dangereuse, mais on ne peut obtenir de conditions de vie et de travail plus sûres qu'en luttant *contre* les patrons et le gouvernement, pas en travaillant avec eux. On ne peut pas « protéger le NHS » en s'appuyant sur ceux qui le ravagent : les conservateurs, le Parti travailliste et les parasites capitalistes.

Derrière ses nobles slogans, la bourgeoisie défend ses propres intérêts de classe. Elle veut limiter la propagation du virus parce que c'est mauvais pour les affaires. Elle exige de rester chez soi pour sauver le NHS parce que c'est là un moyen peu coûteux d'éviter l'effondrement total du système de santé décrépit. La classe ouvrière a tout intérêt à défendre le NHS et à lutter pour avoir un système de santé de la meilleure qualité, tout particulièrement pendant une pandémie. Mais pour défendre *ses intérêts*, elle doit s'affranchir du chantage idéologique de la bourgeoisie, qui présente toutes les luttes contre sa domination comme un grave danger pour la santé publique.

Du fait de la servilité totale du Parti travailliste et de la bureaucratie syndicale pendant la pandémie, la colère contre le gouvernement, et en particulier contre ses confinements brutaux, n'a pu s'exprimer que par des voies non prolétariennes, informes et hétérogènes. Au printemps et en été 2021, il y a eu à Londres des manifestations de masse contre les confinements, avec des slogans pour la « démocratie », les « droits individuels » et la « liberté médicale ». Le gouvernement, les médias et le marais travailliste ont condamné d'une seule voix ces manifestations en prétendant que tous ceux qui s'opposent aux mesures de la bourgeoisie sont forcément réactionnaires.

Bien que le programme de ces mouvements soit entièrement bourgeois, ils sont alimentés par une colère légitime contre le gouvernement. Nous devons condamner le déluge de propagande progouvernementale contre ces manifestations, ainsi que la répression contre elles. Nous intervenons dans ce genre de mouvement pour gagner au programme du communisme ceux qui s'opposent aux mesures dévastatrices du gouvernement, en les faisant rompre avec la politique libérale, conspirationniste et parfois réactionnaire de ces mouvements.

Étant donné l'absence pendant la pandémie d'un pôle organisant la colère sociale selon une ligne de classe, la vaccination et l'obligation vaccinale sont devenues des questions sociales majeures. Dans ce débat, il y a d'un côté ceux qui soutiennent tout ce que fait le gouvernement du moment qu'il le fait sous prétexte d'augmenter le taux de vaccination ; et de l'autre ceux qui sont contre toute remise en cause des libertés, contre toute forme de vaccination obligatoire et parfois contre les vaccins eux-mêmes. En tant que communistes, nous rejetons les deux côtés. Nous cherchons à couper court à ce faux débat encouragé par le gouvernement, en posant les questions suivant un axe de classe. Le principe qui nous guide, ce sont *les intérêts de la classe ouvrière*.

Il est dans l'intérêt de la classe ouvrière que tout le monde sur terre soit vacciné contre la Covid-19. Nous sommes pour



Wiktor Szymanowicz/AP

Londres, 29 mai 2021 : Manifestation contre les confinements du gouvernement. L'explosion de colère contre les ravages qu'ils ont provoqués a été condamnée comme réactionnaire par le marais travailliste.

la vaccination obligatoire, c'est-à-dire obliger les gens à se faire piquer le bras. Refuser de se faire vacciner et transmettre le virus n'est pas un droit démocratique. Mais nous nous opposons à ce que la vaccination soit imposée par des mesures qui *attaquent la classe ouvrière* au nom de la vaccination. Nous sommes opposés à ce que le gouvernement licencie des employés du NHS, ou tout autre travailleur, parce qu'ils ne sont pas vaccinés. Les licenciements de masse constituent une attaque contre la classe ouvrière et les syndicats ; nous sommes contre, quelle qu'en soit la raison. Nous sommes aussi contre les passeports vaccinaux, qui permettraient de suivre tous les déplacements de la population et transformeraient tout employé de bar ou commerçant en auxiliaire des flics.

Trotskyistes contre réformistes

La pandémie a démontré deux vérités fondamentales : 1) que la bourgeoisie est totalement réactionnaire, qu'elle ne peut même pas donner satisfaction aux besoins les plus élémentaires de la classe ouvrière, et qu'elle doit être renversée et remplacée par le pouvoir ouvrier ; 2) que la direction actuelle de la classe ouvrière britannique, dans les syndicats et dans le Parti travailliste, est totalement prostrée devant la bourgeoisie et le gouvernement. La tâche des révolutionnaires est de montrer clairement aux ouvriers conscients et aux jeunes à la recherche d'une alternative que tous les groupes britanniques qui se proclament socialistes ont fondamentalement la *même* politique que les dirigeants ouvriers traîtres, et qu'ils continuent à trahir la classe ouvrière. Pour le démontrer, nous mettons en avant un programme opposé point par point à celui de la gauche réformiste sur quelques-unes des questions les plus urgentes :

a. Le système de santé est dans un état encore plus pitoyable aujourd'hui qu'avant la pandémie, la crise du logement est toujours aussi grave et le système éducatif est en ruines. Il faut mobiliser le mouvement ouvrier afin de lutter pour *un programme massif de travaux publics pour construire de nouvelles écoles, des logements peu coûteux et de qualité et des infrastructures sanitaires !* Pour financer cela tout de suite et pour trouver des terrains et des bâtiments pour les écoles, les services de santé et le logement, il faut *réquisitionner les biens de la monarchie et de l'Église !* Pour financer le NHS, pour réindustrialiser la Grande-Bretagne et instaurer une économie planifiée, il faut *exproprier les banquiers et les industriels !* Ces revendications sont totalement opposées aux fantaisies de la gauche réformiste, pour qui les besoins des travailleurs seront satisfaits si l'on élit au Parlement un gouvernement travailliste de gauche qui « fera payer les riches » et nationalisera les secteurs stratégiques de l'économie.

On ne peut pas chasser du pouvoir les patrons par des élections, ni les déposséder petit à petit, et on ne peut pas non plus abolir la monarchie en votant une loi au Parlement de Sa Majesté. Quand le Parti travailliste gouverne l'État capitaliste, c'est un gouvernement bourgeois. La classe ouvrière a besoin d'un *gouvernement ouvrier*, c'est-à-dire de la *dictature du prolétariat*, pour *exproprier* la bourgeoisie et *briser la résistance* des exploités, selon le modèle de la révolution d'Octobre 1917 en Russie.

b. La bourgeoisie est en train de mener des attaques massives contre les conditions de travail : les conservateurs diminuent les salaires des travailleurs du NHS, il y a

une inflation galopante et les salaires sont misérables, et des millions de travailleurs ont seulement un emploi à temps partiel ou précaire. Les syndicats doivent de toute urgence **syndiquer les non-syndiqués** et lutter pour **une augmentation générale et majeure des salaires, indexée sur l'inflation !** Il faut en finir avec les contrats de travail « zéro heure » ! Contre l'allongement du temps de travail et le chômage, les syndicats doivent lutter pour une **semaine de 30 heures payées 40**, pour répartir le travail entre toutes les mains. Pour le contrôle syndical sur l'embauche ! Contre les divisions raciales attisées par les patrons, les syndicats doivent lutter pour les **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés** afin d'unir la classe ouvrière dans la lutte contre le système capitaliste.

Les communistes se battent pour construire des fractions dans les syndicats basées sur l'intégralité du programme de transition, faisant le lien entre les revendications économiques les plus immédiates et la nécessité d'un gouvernement ouvrier. C'est tout le contraire de ce que font les pseudo-socialistes britanniques, dont le programme dans les syndicats repose sur le soutien aux bureaucrates soi-disant de gauche comme Sharon Graham [de Unite] contre les bureaucrates de droite, et sur un programme minimum de réformes et de combativité syndicale.

Toutes les ailes de la bureaucratie syndicale défendent un programme de collaboration de classes : elles cherchent à renégocier les termes de l'exploitation de la classe ouvrière tout en préservant le système capitaliste. Aux réformistes dont toute la perspective se résume à faire pression sur la bureaucratie syndicale procapitaliste actuelle, nous opposons la nécessité de construire une nouvelle direction **révolutionnaire** de la classe ouvrière. Nous disons : **Chassez les bureaucrates syndicaux, de gauche et de droite ! Pour une direction lutte de classe des syndicats !**

- c. Pendant la pandémie, tous les pseudo-révolutionnaires – faisant écho aux directions syndicales – ont prêché le mensonge que l'État capitaliste est là pour protéger les travailleurs. Leur programme pour protéger la santé et sécurité a été de réclamer des confinements plus sévères et plus longs, davantage de fermetures d'usines et d'écoles, et des mesures sanitaires et anti-Covid plus strictes, que les agences sanitaires des patrons se chargeaient de faire respecter. **C'est suicidaire, et c'est une trahison des principes socialistes !**

Les syndicats sont les organisations de défense élémentaires du prolétariat. Leur rôle est de défendre les travailleurs sur le lieu de travail, pas de se battre pour les renvoyer chez eux ! Les syndicats doivent lutter immédiatement pour **le contrôle syndical de la santé et sécurité !** Ce sont les syndicats, **pas** l'État capitaliste, qui doivent déterminer quelles conditions sont sûres pour travailler. Les pseudo-socialistes parlent sans cesse de « contrôle ouvrier » sur la santé-sécurité ou la production. Mais si ce « contrôle ouvrier » ne repose pas sur l'indépendance de classe du prolétariat, sur une opposition intransigeante à l'État capitaliste et sur un programme pour le pouvoir ouvrier, il s'agit simplement de gestion par les travailleurs **en partenariat** avec les capitalistes et leur État, c'est-à-dire de collaboration de classes institutionnalisées.

L'État capitaliste est le bras armé des patrons. Il est là pour imposer l'exploitation de la classe ouvrière, pas pour



'Tous ensemble, on s'en sortira'
'Respectons les confinements par respect pour ceux qui luttent contre le virus'

Campagne du syndicat de la fonction publique UNISON. Les dirigeants ouvriers traîtres ont collaboré aux attaques capitalistes contre le prolétariat en soutenant les confinements et en ralliant les syndiqués derrière l'« unité nationale ».

assurer des conditions de travail sûres ! Les révolutionnaires luttent pour **l'indépendance complète des syndicats par rapport aux patrons et à l'État capitaliste ! Flics, agents de sécurité, gardiens de prison, hors des syndicats !**

- d. Tandis que le mouvement ouvrier est sur la défensive à cause de sa direction traîtresse, les impérialistes britanniques intensifient leurs déprédations à l'étranger. Pour renforcer leur position et détourner la colère à leur égard, ils montent les travailleurs contre la Chine. **L'ennemi des travailleurs britanniques, ce sont les capitalistes britanniques !** L'opposition à l'impérialisme britannique est une question posée de manière urgente avec la nécessité de **défendre la Chine** contre l'intensification de la campagne contre-révolutionnaire des impérialistes. La Chine est un État ouvrier bureaucratiquement déformé, et le prolétariat international doit **défendre les acquis de la révolution sociale chinoise de 1949 !** Pour défendre et étendre ces acquis, les trotskystes luttent pour une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne parasitaire. Mais **tous** les pseudo-socialistes britanniques s'opposent à cette perspective.

Si certains staliniens soutiennent la bureaucratie réactionnaire du Parti communiste chinois, les sociaux-démocrates et les pseudo-trotskystes, eux, mobilisent pour le programme de contre-révolution capitaliste des impérialistes britanniques et américains : ils dénoncent « l'impérialisme chinois » et font campagne pour la « démocratie » et les « droits de l'homme ». C'est derrière ces mêmes slogans que les impérialistes ont incité la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'URSS – une défaite majeure pour le prolétariat du monde entier, mais dont **tous** les pseudo-trotskystes se sont réjouis. Ils font maintenant la même chose avec la Chine, la Corée du Nord et tous les États ouvriers déformés qui subsistent. **À bas l'impérialisme britannique et toutes ses alliances !**

À bas l'OTAN ! À bas l'AUKUS ! Donnez les armes nucléaires Trident à la Corée du Nord !

e. Le Parti travailliste a montré une fois de plus pendant la pandémie sa totale servilité envers les capitalistes. Qu'il s'agisse de l'aile droite derrière Starmer ou de l'aile gauche corbyniste, elles ont *toutes* trahi les travailleurs et apporté une aide cruciale au gouvernement conservateur de Boris Johnson. Les travailleurs ont besoin d'un nouveau parti révolutionnaire luttant pour le pouvoir ouvrier, dans une IV^e Internationale reforgée. Les pseudo-marxistes britanniques sont un obstacle politique à cela. Depuis plus d'un siècle, toute leur stratégie consiste à faire pression sur l'aile gauche du Parti travailliste pour qu'elle adopte un programme socialiste. Ils le font soit à l'intérieur du Parti travailliste (comme *Socialist Appeal*, quand on ne les jette pas dehors), soit de l'extérieur (comme le Socialist Party, dont la stratégie est de construire un nouvel obstacle réformiste de masse à la révolution). Cela n'a conduit qu'à des défaites et des trahisons.

De Nye Bevan à Corbyn en passant par Tony Benn, le *programme bourgeois* de la gauche travailliste pour administrer l'État capitaliste britannique conduit forcément à trahir les intérêts de la classe ouvrière. C'est cela la principale leçon des années Corbyn. Contre les réformistes qui sèment des illusions envers la gauche du Parti travailliste, les révolutionnaires doivent lutter pour que la classe ouvrière *rompe* avec ce parti – son aile gauche comme son aile droite – sur la base d'un *programme révolutionnaire*, afin de construire un parti d'avant-garde léniniste.

III. Parti d'avant-garde léniniste contre corbynisme

Après les résultats électoraux catastrophiques de Corbyn en 2019, Sir Keir Starmer l'a remplacé à la tête du Parti travailliste. Alors que Starmer fait campagne pour rompre avec l'héritage de son prédécesseur, la gauche travailliste est embourbée dans de pitoyables introspections cherchant à comprendre « ce qui n'a pas marché ». En plaçant leurs

espoirs dans une version plus radicale du corbynisme, dans la construction d'un nouveau Parti travailliste réformiste de masse ou dans les bureaucrates soi-disant de gauche et la combativité syndicale, ils ne font que recycler des mythes travaillistes éculés. Seul le léninisme peut permettre aux travailleurs et aux jeunes déçus et désillusionnés par Corbyn d'avancer. La crise sociale actuelle provoquée par la pandémie et la soumission totale du Parti travailliste, des directions syndicales et de la gauche réformiste aux attaques des capitalistes rendent encore plus urgente la tâche d'avancer un programme révolutionnaire pour les îles Britanniques. Mais pour pouvoir le faire, la SL/B doit répudier sa capitulation devant le Parti travailliste.

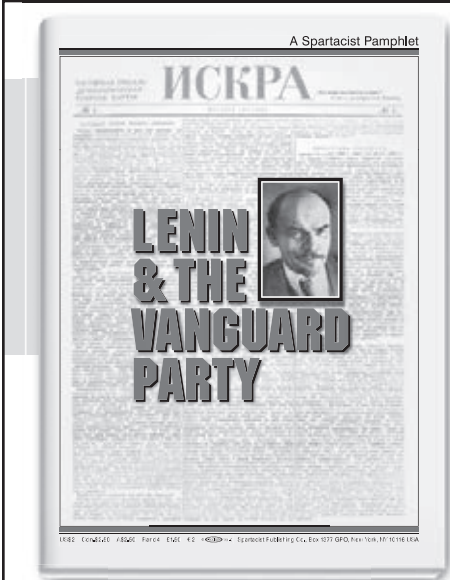
La SL/B a rejeté sa tâche stratégique

L'élection de Corbyn à la tête du Parti travailliste en 2015 a signifié un brusque tournant à gauche après des décennies de domination du parti par les blairistes (droite du Parti travailliste, partisans de Tony Blair). C'était un changement majeur dans le paysage politique britannique. Pendant presque cinq ans à la tête du Parti travailliste, Corbyn a rendu des services inestimables à la bourgeoisie britannique. Il a trahi la classe ouvrière en faisant campagne contre le Brexit et il a réussi à détourner de la lutte de classe l'immense mécontentement social provoqué par des décennies d'attaques, et à le canaliser dans l'impasse de l'électoratisme. Sa direction s'est caractérisée par sa conciliation systématique des blairistes – malgré leurs complots incessants pour le renverser – et par sa répudiation de pratiquement toutes les positions qui l'avaient initialement rendu populaire.

L'expérience Corbyn représentait pour les communistes une occasion en or de démontrer la banqueroute totale du travaillisme de gauche et de motiver la nécessité d'un parti léniniste. Au lieu de cela, la SL/B a passé cinq ans à capituler devant Corbyn. Cette conférence répudie tous les articles sur Jeremy Corbyn qui ont été publiés dans *Workers Hammer (WH)* du n° 232 au n° 246 (de l'automne 2015 au printemps 2020).

La campagne de Corbyn pour la direction du Parti travailliste en 2015 avait créé d'énormes illusions du fait qu'il répudiait la politique blairiste d'austérité et de guerre impérialiste. Dans ce contexte, il était parfaitement approprié d'utiliser la tactique du soutien critique. Cela dit, toute tactique est nécessairement subordonnée à la stratégie générale. En 1982, la SL/B avait rétrospectivement donné un soutien critique au travailliste de gauche Tony Benn avec le slogan « Le Parti travailliste peut trahir sans son aile pro-CIA ». Nous écrivions :

« La situation exigeait d'un groupe trotskyste de propagande, qui cherche à arracher la base ouvrière du Parti travailliste à ses dirigeants pro-capitalistes traîtres pour la gagner à un programme *révolutionnaire*, qu'il accorde un soutien critique à Tony Benn — afin d'exacerber et d'exploiter la scission commencée avec la formation du SDP, *de chasser l'aile droite ouvertement liée à la CIA et pro-impérialiste* et de placer Benn



Publiée pour la première fois en 1978, cette brochure présente un exposé historique et théorique détaillé du combat de Lénine pour un parti d'avant-garde.

2 € / 2 \$Cdn

(56 pages, en anglais)
Disponible aussi en allemand

Commande : voir page 71



Y. Shteinberg

dans une position où sa politique réformiste de gauche pourrait être plus efficacement démasquée et combattue. »

– « La guerre froide ébranle le Parti travailliste britannique » (*Spartacist Britain* n° 41, avril 1982 ; des extraits de cet article ont été publiés en français dans *Le Bolchévik* n° 34, juillet-août 1982)

Alors qu'en 1982 notre approche tactique découlait de notre objectif de scissionner la base ouvrière du Parti travailliste de sa direction sur la base d'un programme révolutionnaire, le point de départ de l'intervention de la SL/B vis-à-vis de Corbyn était de rejeter explicitement cette tâche.

La Conférence nationale de la SL/B de mai 2015 (quelques mois avant que Corbyn ne pose sa candidature pour devenir chef du parti) aurait caractérisé le Parti travailliste de parti bourgeois si l'intervention de l'Internationale ne l'en avait pas empêchée de justesse. Cette conférence a cependant officialisé un changement de programme à l'égard du Parti travailliste. Le document de la conférence déclarait : « Depuis l'époque où cette motion [une motion de 2002 caractérisant le blairisme] a été adoptée, nous avons cessé d'appeler dans notre propagande à scissionner la base du Parti travailliste de sa direction – *ce qui était auparavant un élément stratégique* de notre perspective pour construire un parti ouvrier révolutionnaire en Grande-Bretagne » (publié dans *WH* n° 231, été 2015, souligné par nous).

En déclarant que la scission entre la base et la direction était « auparavant » stratégique, la SL/B rejetait explicitement la seule manière de construire un parti révolutionnaire en Grande-Bretagne. La présente conférence répudie cette déclaration et réaffirme que le Parti travailliste est un parti ouvrier-bourgeois, et que la tâche stratégique pour construire un parti révolutionnaire en Grande-Bretagne est de scissionner la base ouvrière de sa direction procapitaliste sur la base d'un programme révolutionnaire, comme nous l'expliquons dans « Les révolutionnaires et le Parti travailliste » (*Spartacist* édition en anglais n° 33, printemps 1982).

Avec l'arrivée de Corbyn au milieu de 2015, les « tactiques » de la SL/B et son appel à « chasser l'aile blairiste » ne visaient pas à exacerber les contradictions dans le Parti travailliste dans le but de le scissionner suivant une ligne de classe. La perspective stratégique est devenue



Der Spiegel

Ligne de sang entre communisme et réformisme. À gauche : La III^e Internationale a été fondée en mars 1919 pour mener le combat international pour la révolution ouvrière. Ci-dessus : Le dirigeant du SPD allemand Gustav Noske passe en revue les Freikorps en avril 1919. Noske a utilisé ces tueurs fascistes pour écraser les ouvriers insurgés et assassiner les dirigeants communistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

de « ranimer » le Parti travailliste comme parti ouvrier-bourgeois. Nous l'avons exprimé explicitement en affirmant à plusieurs reprises que chasser les blairistes aurait le même effet que la formation du Parti travailliste au XX^e siècle. Nous avons répété maintes fois qu'« une scission avec l'aile droite représenterait un pas vers l'indépendance politique de la classe ouvrière » et que « le schisme au sein du Parti travailliste est le reflet des deux classes opposées dans la société bourgeoise » (voir tous les numéros de *WH* en 2015-2017, en commençant par le n° 232). Autrement dit, chasser les blairistes aurait signifié un pas en avant vers une situation où le prolétariat cesserait d'être politiquement subordonné à la bourgeoisie.

C'est présenter Corbyn comme s'il avait un programme authentiquement ouvrier, et rejeter la conception léniniste que le programme de toutes les ailes du Parti travailliste est bourgeois. Loin de maintenir systématiquement « une stricte indépendance *programmatische* par rapport à *toutes* les ailes de la bureaucratie travailliste » (« Les révolutionnaires et le Parti travailliste »), la SL/B *soutenait politiquement* le programme d'une aile contre l'autre.

La raison invoquée par la SL/B pour soutenir Corbyn était au fond que les blairistes étaient qualitativement différents des précédentes fractions de droite dans le Parti travailliste. La SL/B présentait les blairistes comme s'ils étaient débarrassés de la contradiction entre leur programme bourgeois et les liens organiques du parti avec la classe ouvrière, et comme s'ils avaient un caractère de classe *purement* bourgeois même s'ils étaient à l'intérieur du Parti travailliste. C'est tout simplement faux ; Blair n'était pas le premier dirigeant travailliste à vouloir se séparer de la base ouvrière du parti (ce qui ne veut pas dire qu'il ait réussi à le faire). Le programme libéral bourgeois du Parti travailliste signifie que la direction se retrouve constamment en conflit avec sa base ouvrière, qui constitue à la fois la source de son pouvoir et une entrave à ses ambitions bourgeoises.

Et surtout, cette caractérisation du blairisme était une justification théorique pour un bloc permanent avec la gauche du Parti travailliste contre la droite. C'est un exemple classique du programme réformiste de « *make the lefts fight* »

(pousser les travaillistes de gauche à se battre), et une rupture avec la continuité programmatique de la SL/B. Le document de fondation de la SL/B en 1978, « En défense du programme révolutionnaire », est une polémique contre l'approche de la SL/B à l'égard de Corbyn :

« La stratégie centrale de la direction [de la Workers Socialist League, WSL] à l'égard des dirigeants actuels de la classe ouvrière se résume dans la formule "pousser les travaillistes de gauche à se battre". Ce slogan découle de la conception erronée que le Parti travailliste est divisé en deux ailes bien distinctes, la gauche et la droite, qui, pour la direction, représentent en quelque sorte respectivement le prolétariat et la bourgeoisie. D'où le soutien "critique" donné aux tendances "de gauche". Au lieu d'offrir une alternative aux trahisons de la droite, le slogan "pousser les travaillistes de gauche à se battre" ne sert qu'à couvrir de notre autorité les prétentions "de gauche" des crétins parlementaires contre-révolutionnaires pourris jusqu'à la moelle du groupe Tribune ; il sert ainsi à enchaîner le développement politique de la classe ouvrière à une aile de la social-démocratie. »

– *Spartacist Britain* n° 1, avril 1978

La preuve la plus claire que la SL/B s'est trouvée en bloc **permanent** avec Corbyn, c'est qu'elle l'a soutenu lors de la deuxième élection pour la direction du parti, **après** la campagne qu'il avait menée pour rester dans l'UE (voir « Laissez Jeremy Corbyn diriger le Parti travailliste », *WH* n° 236, automne 2016). Corbyn a trahi la classe ouvrière sur **la** question politique décisive du moment, mais pour la SL/B, le soutien à Corbyn contre les blairistes passait avant l'opposition « de principe » à l'impérialisme. C'était une capitulation totale.

Il va de soi dans le Parti travailliste que l'aile gauche cherche à se concilier l'aile droite, et il est parfaitement approprié de dénoncer la gauche quand elle choisit l'unité au lieu de ses « principes ». Pour les révolutionnaires, avancer des slogans comme « Chassez les blairistes » et « Chassez la cinquième colonne du SDP » (*Spartacist Britain* n° 52, septembre 1983) vise à montrer concrètement comment le programme du travaillisme de gauche conduit nécessairement à la conciliation et à la capitulation. Notre objectif est de **démasquer** les travaillistes de gauche, pas de **faire pression** sur eux pour qu'ils adoptent une meilleure politique (« pousser les travaillistes de gauche à se battre »). En 1982-1983, nous cherchions à « Mettre la "gauche" travailliste de Benn/Meacher au pouvoir, où l'on pourra mieux la démasquer aux yeux des travailleurs ! » (*Spartacist Britain* n° 52, souligné par nous).

Nous ne devons jamais cesser non plus d'être clairs que notre objectif c'est un parti léniniste avec un programme révolutionnaire, pas un Parti travailliste sans son aile droite. Dans les années 1980, la SL/B était parfaitement claire : une scission avec Denis Healey et C^{ie} « ne serait pas **notre** scission ; un Parti travailliste sans les Denis Healey ne serait pas **notre** parti ; mais ce serait une bonne chose pour la classe ouvrière si l'aile droite farouchement pro-OTAN/CIA était chassée du mouvement ouvrier » (*Spartacist Britain* n° 52). Mais à l'égard de Corbyn, la SL/B, comme le reste de la gauche, a présenté la scission avec les blairistes comme l'objectif ultime.

La SL/B rejetait ainsi la conception léniniste du parti d'avant-garde. C'est très clair dans la manière dont nous opposons le « *broad church* » (« parti de toute la classe », regroupant toutes les tendances du mouvement ouvrier) de Corbyn au type de parti pour lequel nous luttons. Notre seule objection au « parti de toute la classe » était que

cela signifie faire la paix avec les blairistes et les militants arriérés : « Dans la situation actuelle, reconstituer le "parti de toute la classe" veut dire que les partisans de Corbyn vont cohabiter avec les blairistes, y compris Tony Blair lui-même, que beaucoup considèrent comme un criminel de guerre à cause de l'Irak » (« Raz de marée corbyniste, contre-coup blairiste », *WH* n° 232, automne 2015). Dans les faits, la SL/B transformait l'opposition léniniste au parti de toute la classe en une autre version de « pousser les travaillistes de gauche à se battre ».

La raison pour laquelle les léninistes sont contre le « parti de toute la classe », c'est que **l'aile révolutionnaire** est subordonnée à **l'aile réformiste**, et non pas que la gauche sociale-démocrate est gênée par la droite sociale-démocrate. Par conséquent, pour les léninistes, lutter contre le « parti de toute la classe » travailliste ne veut pas dire se battre contre le fait que Corbyn fasse la paix avec les blairistes. Cela veut dire lutter contre ceux qui se disent révolutionnaires (comme la SL/B) et qui prêchent l'unité avec Corbyn.

Lénine avait rompu avec la conception d'un « parti de toute la classe » parce qu'il avait compris que le courant opportuniste dans la II^e Internationale d'avant-guerre, tout comme les sociaux-chauvins pendant la guerre, avait une base matérielle dans la « **couche** comprenant la bureaucratie ouvrière et les compagnons de route petits-bourgeois » qui recevaient « quelques miettes » des impérialistes. Lénine en tira la conclusion qu'« **il est absurde de considérer, aujourd'hui encore, que l'opportunisme soit un phénomène intérieur du Parti** ». Il en conclut aussi :

« L'unité avec les social-chauvins, c'est l'unité avec "sa propre" bourgeoisie nationale qui exploite d'autres nations ; c'est la division du prolétariat international. Cela ne veut point dire que la rupture avec les opportunistes est partout possible immédiatement ; cela veut dire seulement qu'elle est mûre au point de vue historique, qu'elle est nécessaire et inévitable pour la lutte révolutionnaire du prolétariat, et que, par le passage du capitalisme "pacifique" au capitalisme impérialiste, l'histoire a préparé cette rupture. »

– « L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale » (janvier 1916)

Corbyn est un réformiste parlementaire traditionnel, entièrement dans la tradition de l'aile opportuniste de la II^e Internationale. La leçon fondamentale du léninisme sur la question du parti, c'est que l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier doit scissionner de l'aile opportuniste – c'est une condition préalable au succès de la révolution. Cela veut dire se battre pour scissionner le Parti travailliste selon une ligne réforme contre révolution et non droite contre gauche, Blair contre Corbyn ou arriérés contre progressistes, comme l'argumentait *Workers Hammer* récemment.

Dans les années 1980, le but des tactiques de la SL/B était de gagner la base du Parti travailliste au programme du trotskysme contre celui de Tony Benn. Nos tactiques visaient à montrer que, de toutes les questions fondamentales auxquelles le mouvement ouvrier était confronté, il n'y en avait pas une seule à laquelle le programme de Benn pouvait répondre et que ce qu'il fallait, c'était un parti révolutionnaire avec un programme révolutionnaire. En rejetant la lutte pour un parti léniniste pendant la période Corbyn, la SL/B rejetait forcément du même coup le programme marxiste sur toutes les autres questions fondamentales pour la révolution dans ce pays (l'impérialisme, l'État, la question nationale, l'oppression des minorités, etc.).



Lindsey Parnaby/Getty

La campagne de Jeremy Corbyn pour rester dans le cartel impérialiste de l'UE lors du référendum de 2016 sur le Brexit était une trahison de la classe ouvrière.

Les « critiques » de la SL/B à l'égard de Corbyn sur ces questions fondamentales étaient entièrement subordonnées à l'objectif stratégique de le soutenir. Dans ce cadre, la plupart des « critiques » étaient simplement travaillistes de gauche ; les quelques arguments plus ou moins « orthodoxes » avancés ne valaient rien étant donné la ligne politique des articles. Pour rompre définitivement avec le corbynisme, il faut réaffirmer chacun des principes fondamentaux de notre programme en Grande-Bretagne, ce que le présent document commence à faire. Il nous faut aussi réaffirmer le programme marxiste contre l'oppression nationale, ainsi que notre programme contre l'oppression raciale et l'oppression des immigrés en Grande-Bretagne, mais c'est au-delà de nos capacités pour cette conférence.

La bataille de 2017 : couverture opportuniste

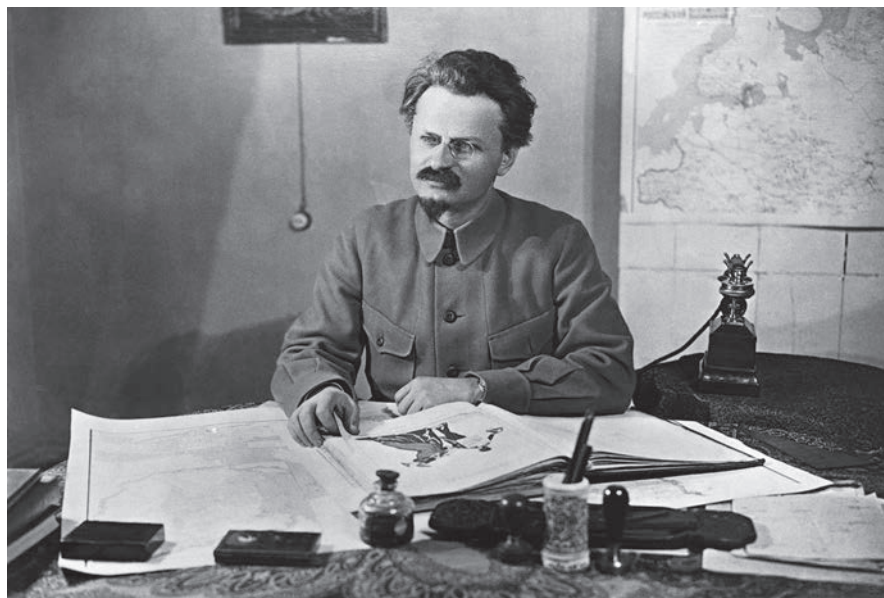
Au moment de la bataille internationale de 2017 [voir *Spartacist* édition en français n° 43, été 2017], la SL/B était allée si loin dans la voie de la liquidation politique et organisationnelle qu'elle limitait ses activités (ventes, polémiques, campagne d'abonnements) parce que la direction estimait qu'elles pourraient nuire à Corbyn. Notre existence même était, au fond, vue comme un obstacle à la lutte de classe (à laquelle nous avons identifié la campagne de Corbyn). Bien que la bataille de 2017 dans la SL/B ait réfréné ce cours liquidationniste et corrigé certaines capitulations particulièrement flagrantes, elle avait comme point de départ de **réaffirmer** le contenu programmatique fondamental de notre orientation révisionniste envers Corbyn. Un membre du Comité exécutif international a orienté la bataille avec une lettre du 8 janvier 2017 qui disait dès le départ : « À mon avis, la SL/B a de façon générale fait un bon travail concernant Corbyn et l'UE/Brexit. »

La motion du CC de la SL/B de janvier 2017 blanchissait totalement la campagne opportuniste de la section pour soutenir Corbyn ; elle prétendait que cette campagne « partait du principe qu'il fallait maintenir l'indépendance politique vis-à-vis du Parti travailliste de Corbyn et mettait en avant une opposition programmatique à sa politique travailliste de gauche ». La motion affirmait ensuite que la direction avait « **perdu de vue** notre objectif ultime, qui consiste non pas à avoir un Parti travailliste corbyniste mais à dresser la base contre la direction afin de forger un parti révolutionnaire d'avant-garde (léniniste) » (souligné par nous). Premièrement, la direction n'avait pas « perdu de vue » son objectif, elle l'avait rejeté dès le départ. Deuxièmement, cette réaffirmation « orthodoxe » de notre programme était une dissimulation centriste basée sur la défense du bloc politique complètement opportuniste avec Corbyn contre les blairistes.

L'article « Honte à Corbyn pour son soutien à l'UE » (*WH* n° 238, printemps 2017), publié après cette bataille, corrigait seulement notre affirmation dans *WH* n° 236 qu'il y aurait une différence de classe entre Corbyn et Owen Smith sur l'UE, et le fait que *WH* n° 237 (hiver 2016-2017) avait passé sous silence le soutien de Corbyn à la campagne pour rester dans l'UE. Cependant, l'article maintenait explicitement tout le cadre révisionniste des articles précédents, réaffirmant que chasser les blairistes « représenterait un pas en avant vers l'indépendance politique de la classe ouvrière ».

À l'automne 2017, il y a eu une autre discussion sur le Parti travailliste. La série de motions adoptées en décembre 2017 à la réunion du CC de la SL/B disaient que le Parti travailliste était un parti ouvrier-bourgeois, qu'il n'était plus moribond, et elles réaffirmaient que « notre perspective stratégique est de scissionner la base ouvrière du Parti travailliste de sa direction en la gagnant au programme du marxisme révolutionnaire et de construire un parti léniniste en opposition au Parti travailliste ». C'est une affirmation parfaitement correcte, et en résultat la SL/B a mentionné au moins deux fois ces cinq dernières années qu'elle lutte pour scissionner la base du Parti travailliste de la direction. Mais réaffirmer ces positions correctes tout en défendant le bloc politique de la SL/B avec Corbyn contre la droite, son soutien sans principes à Corbyn lors de la deuxième élection à la direction, son révisionnisme sur la question du « parti de toute la classe », etc., c'était là encore une couverture centriste.

Les articles qui s'approchent le plus d'un bilan du corbynisme sont les deux articles de *WH* n° 246 (printemps 2020) « Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique ! » et « Élections 2019 : aucun choix pour les travailleurs ». L'argument central dans ces articles est que Corbyn avait un programme ouvrier authentique qu'il a trahi par la suite. C'est explicite dans *WH* n° 246, qui affirme que l'unionisme de Corbyn [son opposition à la séparation de l'Écosse] et sa campagne pour rester dans l'UE « ont laissé les près de 40 % d'électeurs écossais pro-Brexit **sans aucune représentation politique ouvrière** et ont été un cadeau pour le SNP » (Scottish National Party ; souligné par nous). Selon cette déclaration, le Parti travailliste aurait donc représenté les intérêts de la classe ouvrière si Corbyn avait continué à s'opposer à l'UE sur une base réformiste de « petite Angleterre » et s'il avait eu une position moins chauvine sur l'Écosse. C'est rejeter une fois de plus la con-



Hulton-Deutsch

Dans sa brochure de 1925, Trotsky avançait un programme pour la révolution ouvrière en Grande-Bretagne en dénonçant le programme pacifiste et gradualiste des dirigeants traîtres du Parti travailliste et des syndicats.

ception léniniste selon laquelle toutes les ailes du Parti travailliste ont un programme totalement *bourgeois*.

Dans la mesure où ces articles expliquent pourquoi Corbyn a « trahi », c'est avec un raisonnement circulaire : « la loyauté de Corbyn envers l'UE s'inscrit dans la longue tradition des trahisons du Parti travailliste. » Un fil conducteur de *WH* n° 246 est que le Parti travailliste est chauvin, pro-impérialiste et trahit toujours. Bien que ce ne soit pas faux en soi, cette explication est tout à fait stérile. Elle n'explique pas pourquoi le Parti travailliste trahit toujours, ni pourquoi il adopte parfois une posture qui paraît radicale.

La principale conclusion que le lecteur tirera de ce numéro du journal, c'est que le programme de Corbyn était initialement bon mais que le Parti travailliste n'était pas le bon véhicule pour le mettre en œuvre, ou que Corbyn a personnellement trop cédé aux blairistes. L'autre conclusion que l'on en tire, c'est qu'il faut plus de combativité syndicale. Toutes ces explications s'inscrivent entièrement dans le cadre de « pousser les travaillistes de gauche à se battre » et elles sont compatibles avec les leçons tirées par le reste de la gauche sur les années Corbyn. Elles imputent l'échec de Corbyn à tout sauf à ce qui compte réellement : *son programme*.

C'est le programme réformiste de Corbyn qui a pavé la voie à ses capitulations. Au lieu de démontrer cela, les articles de *WH* partagent son opposition réformiste à l'UE – basée sur le fait qu'elle est « néolibérale » et qu'elle empêche l'impérialisme britannique de mettre en œuvre des politiques sociales-démocrates (voir « L'opposition travailliste de la SL/B à l'UE » dans la section IV ci-après). Dans la même veine, les articles présentent l'unionisme britannique de Corbyn comme un produit des préjugés arriérés du Parti travailliste, au lieu de montrer clairement comment le chauvinisme du Parti travailliste sur l'Écosse découle de la défense par les chefs travaillistes du capitalisme britannique, dont un élément central est de maintenir l'oppression nationale au sein du Royaume-Uni réactionnaire. Ce qui donne le cadre à ces articles n'est pas le programme dont a besoin la classe

ouvrière pour son émancipation, mais le programme dont les travaillistes ont besoin pour gagner les élections.

Leçons de la trahison de Corbyn

Depuis le moment où Corbyn a remporté l'élection pour la direction du Parti travailliste jusqu'à sa chute suite aux élections de 2019, la tâche des marxistes révolutionnaires était de montrer concrètement, au fil des événements, comment le programme de Corbyn était par nature incapable de répondre aux besoins de la classe ouvrière. Nous devons motiver la nécessité d'un *parti léniniste* armé d'un *programme marxiste*. Pour cela, il fallait comprendre clairement la dynamique derrière l'étonnante ascension initiale de Corbyn ainsi que les facteurs qui ont provoqué sa chute tout aussi spectaculaire. Les premiers articles que la SL/B a écrits sur Corbyn jubilent, les articles ultérieurs sont plus critiques. Mais étant donné que la section n'a jamais rompu avec sa capitulation travailliste, elle n'a jamais été capable d'expliquer de façon programmatique pourquoi Corbyn avait initialement eu autant de succès ni pourquoi il a échoué si lamentablement. Nous étions obligés d'expliquer l'« intransigeance » et les « capitulations » de Corbyn par son caractère et ses actions personnelles, et non par des questions de programme et de forces de classe.

Corbyn a remporté une victoire écrasante aux élections pour la direction du Parti travailliste en 2015, à la surprise de tout le monde, y compris lui-même. Comment un député qui avait passé toute sa carrière comme « *backbencher* » marginal (député d'arrière-ban, qui n'occupe pas de poste de responsabilité importante) avait-il réussi à gagner ? Un énorme mécontentement s'était accumulé dans la classe ouvrière, et particulièrement dans la base du Parti travailliste, contre des décennies d'austérité et d'interventions militaires. Dans *Où va l'Angleterre ?* (1925), Trotsky expliquait les raisons derrière le succès du Parti ouvrier indépendant après la Première Guerre mondiale :

« Derrière les illusions démocratiques et pacifistes des masses ouvrières, il y a leur volonté de classe éveillée, leur

profond mécontentement, leur disposition à soutenir leurs revendications par tous les moyens que les circonstances peuvent commander. Mais la classe ouvrière ne peut bâtir un parti qu'avec le matériel idéologique et le personnel dirigeant que le développement antérieur du pays, toute sa culture théorique et politique, ont formé. »

Étant donné la nature réactionnaire de ces dernières décennies, les dirigeants qu'il y avait en 2015 pour canaliser ce mécontentement étaient particulièrement faibles et incompetents. Ni Corbyn lui-même ni son programme n'avaient quoi que ce soit d'exceptionnel. C'est simplement lui qui était là à ce moment pour servir de paratonnerre et canaliser l'énorme pression sociale accumulée.

Pour paraphraser ce que la SL/B écrivait dans « La guerre froide ébranle le Parti travailliste britannique » (*Spartacist Britain* n° 41, avril 1982 – voir des extraits dans *Le Bolchévique* n° 34, juillet-août 1982), l'élection à la direction du parti en 2015 est devenue un affrontement majeur sur les questions principales qui déchiraient le Parti travailliste, encore que de façon négative : contre les blairistes, contre les architectes des interventions militaires et de l'austérité. Toute une couche de jeunes a soutenu Corbyn, mais ce qui a été décisif, c'est qu'il a réussi à obtenir le soutien d'une partie conséquente des bureaucrates syndicaux. Pour eux, c'était d'une part pour diminuer la pression venant de leur base, et d'autre part parce qu'ils étaient frustrés de n'avoir pas eu « voix au chapitre » sous les blairistes.

Tant qu'il était un député d'arrière-ban sans importance, Corbyn pouvait se permettre de dénoncer le gouvernement sur l'austérité, les armes nucléaires, les guerres ; il pouvait dénoncer l'UE parce qu'elle est néolibérale, et soutenir la Palestine contre l'État sioniste. Son programme libéral utopique pour la « paix sur terre » et pour « en finir avec la pauvreté » n'était jamais une menace et fournissait en fait une mince couverture au gouvernement travailliste criminel de Tony Blair. Mais les choses ont changé quand Corbyn est devenu chef de l'Opposition de Sa Majesté.

Dans *Où va l'Angleterre ?*, Trotsky explique comment Ramsay MacDonald, opposant pacifiste à la guerre, s'était vite transformé, une fois au gouvernement, en social-chauvin construisant « des croiseurs légers, en attendant d'en construire des lourds » :

« Le Parti ouvrier indépendant [le parti de MacDonald] était, comme nous l'avons déjà dit, on ne peut mieux adapté au rôle d'une opposition centriste dégagée des responsabilités, qui critique sans causer aux dirigeants de préjudice appréciable. Mais les "Indépendants" devinrent promptement une force politique, ce qui modifia à la fois leur rôle et leur physionomie. »

Corbyn n'a jamais été centriste, mais son élection à la tête du Parti travailliste avait un caractère similaire. Dès qu'il l'a emporté, sa fonction et son rôle ont changé et il a commencé à être déchiré par les contradictions de sa nouvelle position.

Non seulement Corbyn devait apporter des réponses concrètes aux problèmes du moment, mais les gens prenaient au sérieux ce qu'il disait. Dans le contexte de la dépendance stratégique de l'impérialisme britannique envers les États-Unis et de l'offensive internationale d'austérité après la crise de 2008, les positions de Corbyn sur une série de questions (OTAN, Ukraine, « guerre contre le terrorisme », Trident, nationalisations) n'étaient pas acceptables pour la bourgeoisie. C'est ce qui lui a valu un large soutien populaire, et

qui a provoqué une réaction majeure de la bourgeoisie ainsi qu'une révolte continuelle de la part de l'aile blairiste du parti. Il devait choisir entre braver frontalement la bourgeoisie et capituler. Mais étant donné que le programme bourgeois de Corbyn n'était pas fondé sur les intérêts matériels de la classe ouvrière mais sur de vagues notions de « paix » et de « justice », il ne s'appuyait sur rien de solide et il a rapidement capitulé sur une question après l'autre.

De plus, comme Corbyn n'avait été élu que sur la base d'un programme négatif d'opposition au blairisme, ses partisans se sont retrouvés divisés et désunis dès que des questions concrètes ont été soulevées : l'UE, la Russie, l'« antisémitisme », etc. Du fait aussi de son programme de socialisme parlementaire, Corbyn abordait toutes les questions en termes de succès électoral, ce qui le faisait basculer chaque fois que l'opinion publique changeait, et le liait à la majorité blairiste de la fraction parlementaire du Parti travailliste. Et ce n'est pas tout : en fin de compte c'est la bureaucratie syndicale qui mène la barque au sein du Parti travailliste. Tout ce que Corbyn faisait devait être acceptable pour les dirigeants conservateurs et procapitalistes des syndicats. Tout cela donne une image limpide de l'impuissance totale du travaillisme de gauche.

Le rôle des trotskystes dans cette situation était d'expliquer que c'est dans le programme de Corbyn que résidait le problème fondamental. Dans « L'Opportunisme et la faillite de la II^e Internationale » (1916), Lénine explique la continuité entre le programme du réformisme d'avant-guerre et le soutien ouvert à la bourgeoisie pendant la guerre :

« *Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques* : c'est la collaboration des classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. *Le social-chauvinisme*



Getty

Lui aussi avait commencé sa carrière comme pacifiste dans l'opposition... Le traître Ramsay MacDonald (au premier rang au centre) avec le cabinet du gouvernement d'unité nationale britannique en 1931.

est le prolongement direct et le couronnement de la politique ouvrière libérale anglaise, du millerandisme et du bernsteinisme. »

Si on applique cela au contexte de Corbyn, ce qu'il nous fallait expliquer, c'est que le soutien de Corbyn à l'impérialisme britannique, sa défense de l'UE, son chauvinisme anglais envers l'Écosse, son soutien aux confinements, **sont le prolongement direct et le couronnement de son programme travailliste de gauche.** Au bout du compte, il n'y a pas de terrain d'entente entre un programme prolétarien et un programme bourgeois. L'impérialisme ne peut pas être géré « pacifiquement », l'État capitaliste ne peut pas « servir le peuple » et la bourgeoisie ne sera pas chassée du pouvoir par des élections. Seul un programme communiste pour lequel se bat un parti léniniste peut ouvrir la voie à la lutte contre la misère capitaliste.

Sur le plan tactique, prendre le côté de Corbyn contre les blairistes aurait pu être une manière d'exploiter la contradiction entre les aspirations des masses qui alimentaient l'ascension de Corbyn et l'incapacité totale de celui-ci à les réaliser. Il n'y a pas de différence programmatique fondamentale entre la gauche et la droite du Parti travailliste. Ce n'est pas le programme de Corbyn qui était le moteur de la guerre des classes au sein du Parti travailliste, mais les aspirations de la base qui se heurtaient à la politique de la direction. Les blairistes défendaient **ouvertement** des politiques anti-ouvrières et ils étaient la principale cible de la colère. Cette pression de la base aurait pu conduire à chasser les blairistes malgré tous les efforts de Corbyn. Cela aurait montré plus clairement que le véritable obstacle aux aspirations des masses n'était pas l'aile droite mais le programme bourgeois du travaillisme, y compris de son aile gauche. Il aurait été plus facile d'illustrer concrètement la nécessité d'un parti révolutionnaire et de tracer une ligne de classe dans le Parti travailliste.

Lors d'une réunion du Comité central de la SL/B en mai 1981, notre camarade Jim Robertson avait fait remarquer que la vie politique britannique avait un caractère cyclique en ce qui concerne le Parti travailliste. Depuis au moins 2015, la SL/B a été systématiquement à la traîne du travaillisme de gauche et a tout simplement suivi le reste de la gauche dans ce cycle : révolusion pour Blair, enthousiasme pour Corbyn, révolusion à nouveau avec Keir Starmer. Ces derniers temps, des membres du CC de la SL/B, tout comme le reste de la gauche réformiste, ont prétendu qu'il n'y avait pas d'illusions dans le Parti travailliste de Starmer, que Keir Starmer est en train de transformer le Parti travailliste en parti bourgeois, et qu'en gros, le Parti travailliste est réactionnaire de bout en bout.

Keir Starmer s'attaque maintenant à la gauche du parti afin de rétablir la « respectabilité » du Parti travailliste et il s'en remet largement pour cela à la bureaucratie syndicale. Les réformistes peuvent toujours pleurnicher et se plaindre de Starmer mais

sur la question principale de l'heure – la pandémie – la gauche travailliste n'a pas de divergence majeure avec lui et elle soutient totalement les politiques dévastatrices de la bourgeoisie. L'approche tactique actuellement appropriée est de « lancer des pierres » au Parti travailliste. Dans ce cadre, nous devons nous attaquer à l'ensemble du Parti travailliste, en particulier à ses parasites de gauche qui font la promotion des bureaucrates de « gauche » à la fois dans le parti et dans les syndicats.

IV. Pour une opposition révolutionnaire à l'impérialisme britannique !

Au moins depuis l'élection de Corbyn à la tête du Parti travailliste, la SL/B a systématiquement partagé le programme pacifiste libéral de Corbyn pour l'impérialisme britannique, ainsi que l'approche travailliste sur l'UE, ce qui veut dire soutenir une politique alternative pour l'impérialisme britannique. Pour réarmer la SL/B, nous devons répudier ces capitulations et mettre en avant une opposition prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste à l'impérialisme, qui soit diamétralement opposée au travaillisme de la « petite Angleterre ».

L'adoption du pacifisme travailliste de Corbyn

À partir de son numéro 232, *Workers Hammer* a systématiquement présenté l'opposition de Corbyn à l'OTAN, à Trident ou aux interventions militaires britanniques et américaines comme s'il s'agissait de positions de principe contre l'impérialisme, au lieu de montrer ce qu'elles étaient réellement : du pacifisme travailliste préconisant une politique différente pour gérer l'impérialisme britannique. Dans les pages de *WH* on félicitait Corbyn, sans l'ombre d'une



Spartacist Britain

Londres, juin 1980 : Contre le pacifisme antisoviétique travailliste, la SL/B s'opposait à l'impérialisme britannique et à toutes ses alliances, et défendait l'Union soviétique dans la Deuxième Guerre froide.



Photos Getty

Le gouvernement travailliste d'après-guerre de Clement Attlee, salué aujourd'hui comme un modèle par les réformistes, a mené une guerre contre-révolutionnaire en Corée. La Grande-Bretagne était un partenaire junior dans la Guerre froide antisoviétique de l'impérialisme américain. À droite : Régiment britannique en Corée en 1951.

critique, pour son « opposition de longue date à l'alliance militaire de l'OTAN dirigée par les États-Unis » (*WH* n° 232), parce qu'il n'était « pas convaincu qu'une campagne de bombardements résoudra réellement quoi que ce soit » (*WH* n° 233, hiver 2015-2016) et qu'il ne voulait pas « entrer en guerre » (*WH* n° 236). Au lieu d'accomplir le devoir révolutionnaire élémentaire de démasquer le programme totalement utopique et réactionnaire de Corbyn – ce qui est essentiel dans une campagne de soutien critique – la SL/B a vidé le marxisme de sa substance afin de promouvoir le corbynisme.

Et lorsque *WH* critiquait la politique étrangère de Corbyn, c'était souvent pour répéter que Corbyn voulait que l'impérialisme britannique adopte une « stratégie plus "rationnelle" ». Mais *WH* n'expliquait jamais en quoi chercher une « stratégie plus rationnelle » pour l'impérialisme britannique constituait un problème. Dans d'autres cas, *WH* a fait des critiques pacifistes de Corbyn. L'article « Monarchie bananière » (*WH* n° 234, printemps 2016) l'a critiqué parce qu'il voulait supprimer Trident mais garder les sous-marins sans les ogives nucléaires ; l'article disait que « la classe ouvrière n'a aucun intérêt à maintenir la capacité militaire de la Grande-Bretagne capitaliste ou son armée ». Autrement dit, la politique de désarmement de Corbyn ne va simplement pas assez loin et devrait s'étendre à l'ensemble des forces armées.

Ces capitulations contrastent de façon frappante avec notre puissante dénonciation de la politique étrangère des travaillistes de gauche dans les années 1970 et 1980. Nous écrivions alors :

« Une "politique de défense non nucléaire" demeure une politique de défense de l'impérialisme britannique, comme l'a clairement dit Michael Meacher. *Notre* slogan doit être : L'ennemi principal est dans notre propre pays – c'est la classe capitaliste britannique ! Pas un sou, pas un homme pour l'armée des capitalistes ! À bas l'OTAN et son auxiliaire économique, la CEE ! Défense de l'Union soviétique contre la campagne de guerre impérialiste ! »

– « Chassez la cinquième colonne du SDP ! »
(*Spartacist Britain* n° 52)

À cette époque, la SL/B dénonçait la politique étrangère des travaillistes de gauche, la qualifiant de pro-impérialiste, anticommuniste et totalement opposée aux intérêts de la classe ouvrière. Mais jamais, dans les pages récentes de *WH*, nous n'avons dit que la politique « non nucléaire » de Corbyn reste une politique pro-impérialiste, ce qui est pourtant élémentaire. Au lieu de cela, *WH* faisait des « critiques » superficielles, et souvent formulées de façon à échapper à l'attention du lecteur, de la politique étrangère de Corbyn ; ces critiques servaient de couverture de gauche aux principales illusions que lui et ses partisans pro-travaillistes alimentaient, à savoir que l'impérialisme britannique peut agir comme une force pacifique dans le monde et que le pillage économique et les guerres sont des *politiques* des blairistes et des conservateurs qu'on pourrait changer si Corbyn était élu Premier Ministre.

L'impérialisme *n'est pas une politique*. C'est le *stade* suprême du capitalisme, défini par la domination des monopoles et du capital financier, par la centralité de l'exportation du capital, et dans lequel la division du monde entre les monopoles et une poignée de puissances capitalistes est achevée. Le capital financier britannique (la City de Londres, les banques, trusts et monopoles britanniques) doit constamment trouver de nouveaux investissements, de nouveaux marchés et de nouvelles sources de matières premières, tout en garantissant et en défendant ceux qu'il a déjà. Pour cela, il entre en lutte contre les groupes financiers d'autres États pour rediviser le monde, lutte qui prend alternativement des formes « pacifiques » et non pacifiques. Sous l'impérialisme, le gouvernement est le comité exécutif du capital financier et l'État est son bras armé. Par conséquent, l'impérialisme britannique *ne peut pas* être administré de manière progressiste ou pacifique et *ne peut être rien d'autre* qu'une force pour la réaction, le pillage, l'asphyxie économique et les guerres impérialistes.

La politique « pacifique » et unilatérale de Corbyn et des travaillistes de gauche est ancrée dans la tradition du socialisme de la « petite Angleterre ». Sa préoccupation, c'est que la Grande-Bretagne capitaliste puisse jouer un rôle plus

indépendant à l'échelle internationale et que certaines de ses dépenses en ogives nucléaires aillent plutôt aux services sociaux. Autrement dit, c'est un programme alternatif pour gérer le capitalisme britannique et son budget de la défense. Elle fait croire aux travailleurs que les guerres peuvent être éliminées avec des politiques différentes et que la Grande-Bretagne peut jouer un rôle pacifique en participant à des missions de l'ONU ou en envoyant de l'« aide » aux pays pauvres. C'est une tromperie visant uniquement à donner une couverture « humanitaire » au pillage du capital financier britannique. La politique étrangère des travaillistes de gauche est simplement la poursuite à l'étranger de leur programme national de « socialisme parlementaire », fondé sur l'illusion que l'on peut s'emparer de l'État capitaliste et le mettre au service des travailleurs et des opprimés. Lénine explique dans *Le socialisme et la guerre* (1915) :

« L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates [comme les marxistes se dénommaient alors]. Ils participent très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie. »

Les vœux pieux de Corbyn et des pacifistes de la gauche travailliste qui veulent une politique étrangère de non-agression servent de couverture au viol et au pillage économique de milliards de personnes. C'est cela la réalité quotidienne de l'impérialisme en temps de « paix ». Les bourgeois impérialistes ont besoin de l'armée de leur État capitaliste national pour défendre leurs intérêts à l'in-

térieur du pays et à l'étranger. Parler de paix solide et de désarmement *sans* une série de révolutions socialistes victorieuses dans les centres impérialistes n'est qu'un mensonge pour tromper les travailleurs et les opprimés. Lorsque les pacifistes travaillistes préconisent le désarmement et condamnent le militarisme, la violence et les armes nucléaires, cela revient nécessairement à défendre le statu quo impérialiste. Contre ce type de tromperie bourgeoise, Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* (1938) :

« "DÉSARMEMENT" ? Mais toute la question est de savoir qui désarmera et qui sera désarmé. Le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre, c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais, pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers eux-mêmes soient armés. »

Le pacifisme ne s'attaque pas principalement à l'appareil armé de l'État capitaliste, mais aux masses ouvrières ; c'est la violence des *opprimés* contre leurs oppresseurs dont les pacifistes ont horreur. Ils ne prendront jamais parti pour la défaite de leur « propre » gouvernement impérialiste dans un conflit armé. Dénoncer l'usage des armes et de la violence auprès de ceux qui sont désarmés et victimes de la violence de la bourgeoisie est complètement réactionnaire du point de vue de la classe ouvrière. C'est grâce au pacifisme des travaillistes de gauche Lansbury, Bevan, Foot, Benn, Corbyn et C^{ie} que la Grande-Bretagne dispose à la fois d'une armée parmi les plus puissantes au monde et de lois en matière de contrôle des armes à feu parmi les plus strictes.

Se débarrasser de Trident ou se retirer de l'OTAN sont des possibilités dont la bourgeoisie impérialiste britannique refuse même de discuter. En tant que puissance impérialiste en déclin, l'impérialisme britannique n'a pas eu d'autre choix depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale que de compter sur son alliance avec les États-Unis pour maintenir son statut ; il soutient donc la plupart des interventions militaires américaines à l'étranger. Tout Premier Ministre qui appliquerait une politique mettant en danger les investissements britanniques à l'étranger, sa force de dissuasion nucléaire ou son alignement sur les États-Unis et l'OTAN

WORKERS HAMMER
No 247 - WINTER 2021/2022
Newspaper of the Spartacist League

**Pandemic, crisis, lockdowns:
Labour and union tops betray
For a revolutionary
programme!**

Down with the lockdowns!
Page 4

SLB/25th National Conference
In defence of the
revolutionary programme (II)..... Page 3

n° 247, hiver 2021-2022
icl-fi.org/english/wh/247/

**Journal marxiste de la
Spartacist League/Britain**

**Abonnez-vous à
Workers Hammer**

**4 numéros
plus Spartacist en anglais
£3**

Tarif international : Europe hors
Grande-Bretagne et Irlande £5,
autres pays £7

Commande : voir page 71

WORKERS HAMMER
No 248 - AUTUMN 2022
Newspaper of the Spartacist League

**Queen croaks,
Labourites crawl**

Trotsky on the monarchy

n° 248, automne 2022
icl-fi.org/english/wh/248/

serait, en toute probabilité, renversé par des moyens parlementaires ou extraparlimentaires. Même le timide programme de Corbyn pour se débarrasser de Trident et remettre en question l'engagement de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'OTAN a suffi pour que des généraux éminents de l'armée britannique menacent ouvertement de le destituer. Il fallait effectivement défendre Corbyn contre ces menaces, mais *WH* l'a fait essentiellement en soutenant sa politique.

L'opposition travailliste de la SL/B à l'UE

Jusqu'à la pandémie, la question du Brexit avait dominé la vie politique britannique pendant des années. La position de la SL/B de voter « oui » au Brexit lors du référendum de 2016 était absolument correcte ; elle exprimait concrètement notre opposition à l'UE et c'était *la seule* position de principe pour les révolutionnaires. Cela dit, les arguments utilisés par la SL/B pour soutenir le Brexit et s'opposer à l'UE n'étaient pas fondés sur une opposition marxiste à l'impérialisme et à toutes les alliances impérialistes. Au lieu de cela, l'opposition de la SL/B à l'UE reposait sur une base travailliste de « petite Angleterre », c'est-à-dire qu'elle se fondait sur les *politiques* anti-ouvrières spécifiques de l'UE, et sur la recherche d'une stratégie différente pour l'impérialisme britannique.

Il y a plus de cent ans, Lénine avait défini la base marxiste sur laquelle nous devons nous opposer à l'UE :

« Certes, des ententes *provisoires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les États-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes *européens*... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique. »

– « À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe » (1915)

Le principe fondamental de Lénine ici est celui-là même que *WH* faisait disparaître et rejetait, à savoir : *nous nous opposons à l'UE parce que nous sommes opposés à l'impérialisme*. Il est bien sûr correct de dénoncer le pillage du prolétariat européen par l'UE, mais le principe déterminant pour les communistes – la raison pour laquelle nous disons que nous sommes contre l'UE « par principe » – repose non pas sur les politiques particulières de l'UE, mais sur le fait que l'UE est une alliance des impérialistes et de leurs victimes, et que pour les communistes, l'opposition à *toutes* les alliances impérialistes est une question de principe. Les coalitions de puissances impérialistes ne sont que des trêves entre deux guerres. Les alliances impérialistes « pacifiques » sont le produit des guerres et en préparent de nouvelles. L'affirmation élémentaire que nous nous opposons à l'UE parce que nous nous opposons à l'impérialisme britannique et à toutes ses alliances n'a *jamais* été faite dans les derniers numéros de *WH*.

La SL/B a souvent affirmé qu'elle s'opposait à l'UE « par principe », mais le « principe » en question était essentiellement que les « engagements fondateurs » et la politique de l'UE depuis sa création étaient hostiles aux travailleurs. *WH* a expliqué que l'UE est l'« ennemie des travailleurs et des immigrés », qu'elle « étrangle la Grèce » et que sa « libre circulation » est un mensonge (*WH* n° 243, automne 2018 – en français dans *Le Bolchévik* n° 226, décembre 2018) ; qu'elle sert à « s'attaquer aux emplois, aux salaires et aux conditions de vie des travailleurs dans toute l'Europe » (*WH* n° 244 – en français dans *Le Bolchévik* n° 227, mars 2019) ;



Martin Mayer/reportdigital.co.uk

Tony Benn s'opposait au prédécesseur de l'UE, le Marché commun, sur une base de nationalisme réformiste. Les travaillistes de gauche colportent l'illusion qu'une politique alternative pour l'impérialisme britannique profiterait à la classe ouvrière.

qu'elle a été « fondée sur l'engagement à privatiser les industries nationalisées et à réduire les dépenses publiques consacrées aux services sociaux » (*WH* n° 246). Bien que tout cela soit vrai, ce *n'est pas* une opposition révolutionnaire de principe à l'impérialisme. Cela ne nous distingue pas des travaillistes de gauche, qui peuvent bien s'opposer à l'UE sur la base de sa politique anti-ouvrière, mais qui ne s'opposent pas par principe aux alliances impérialistes.

La façon dont la SL/B a traité l'UE offre un frappant contraste avec les articles fondateurs de notre mouvement tels que « Le mouvement ouvrier et le Marché commun » (*Workers Vanguard* n° 15, janvier 1973) et « La Grande-Bretagne et le Marché commun » (*WV* n° 71, 20 juin 1975). Ces deux articles avaient été écrits pour montrer que l'opposition léniniste à la CEE (Communauté économique européenne, prédécesseur de l'UE) et à toutes les puissances et alliances impérialistes se distingue fondamentalement de l'opposition réformiste à la CEE. « La Grande-Bretagne et le Marché commun » commence par ce qui pourrait être une polémique contre les récents numéros de *WH* :

« Il est important que les révolutionnaires s'opposent à l'adhésion britannique au Marché commun, mais il est tout aussi essentiel qu'ils le fassent pour *les bonnes raisons*. Il ne suffit pas de condamner l'opposition chauvine à "l'Europe", il faut aller au-delà de l'argument des travaillistes de gauche fondé sur les désavantages économiques immédiats pour les travailleurs britanniques. *Pour les communistes, l'opposition au Marché commun est une question de principe et non une question conditionnelle ou empirique*. Nous sommes tout aussi opposés à la participation de l'Allemagne ou de la France qu'à l'adhésion de la Grande-Bretagne » (souligné par nous).

Nos articles récents condamnent l'opposition chauvine à l'UE et s'opposent à l'UE à cause des désavantages

économiques immédiats qu'elle entraîne pour les travailleurs britanniques. Mais ce que *WH* n'a pas fait c'est justement de dépasser cela et présenter une opposition de principe à toutes les alliances impérialistes.

En voici un exemple clair : tout au long des années du Brexit, *WH* n'a jamais fait le lien entre l'opposition à l'UE et l'opposition à l'OTAN. Un axe fondamental de nos polémiques contre les travaillistes de gauche et la bureaucratie syndicale dans les années 1970 était précisément qu'ils refusaient de faire ce lien. Aujourd'hui comme hier, la campagne de la gauche travailliste contre la participation de la Grande-Bretagne au Marché commun accepte la nécessité d'alliances impérialistes conçues par les États-Unis. C'est pour cela qu'elle refuse de s'opposer à l'OTAN, ou encore qu'elle préconise des alliances impérialistes « progressistes » alternatives comme « l'Europe sociale ». Nous faisons remarquer dans « La Grande-Bretagne et le Marché commun » :

« Une campagne véritablement révolutionnaire contre le Marché commun doit agressivement faire le lien entre s'opposer à la CEE et s'opposer à toutes les autres alliances impérialistes, et elle doit démasquer le réformisme impuisant de la gauche travailliste : "Sortez du Marché commun ! Sortez de l'OTAN ! Expropriez la bourgeoisie – Pour un gouvernement ouvrier !" »

Au lieu de cela, les récents numéros de *WH* concentraient leur feu uniquement sur l'UE et ses politiques réactionnaires tout en faisant disparaître la question de l'opposition à toutes les alliances impérialistes et de l'opposition à l'impérialisme britannique.

S'opposer à l'UE de façon non léniniste, ce n'est pas simplement un problème de « formulations incorrectes ». C'est s'adapter au travaillisme et *enterrer la ligne de classe* entre s'opposer à l'impérialisme sur une base révolutionnaire et

préconiser une politique alternative pour l'impérialisme britannique. Cette adaptation était très claire lorsque la SL/B a accordé un soutien « critique » à Corbyn lors de sa deuxième élection à la direction du Parti travailliste, *juste après* sa campagne en faveur du cartel impérialiste de l'UE. À l'époque, *WH* est allé jusqu'à prétendre que pour lutter contre l'impérialisme, il fallait soutenir Corbyn afin de vaincre les « blairistes bellicistes lors des prochaines élections à la direction » (*WH* n° 236).

L'adaptation au travaillisme se voit clairement aussi à la façon dont *WH* traite l'opposition de longue date à l'UE de la part des travaillistes de gauche. *WH* critiquait Corbyn pour avoir fait campagne pour rester dans l'UE, mais évoquait souvent aussi, sans la critiquer, « son opposition de longue date au projet de l'UE » (*WH* n° 244 – en français dans *Le Bolchévik* n° 227). **Pas une fois** dans ses numéros récents, *WH* n'a expliqué que l'opposition des travaillistes de gauche à l'UE a toujours été réformiste, c'est-à-dire fondée sur le nationalisme et sur l'opposition au fait que le Marché commun limite les interventions de l'État et les politiques sociales. *WH* n'a jamais expliqué qu'au cœur de l'hostilité du genre « petite Angleterre » à l'UE, il y avait toujours l'idée, fondée sur la collaboration de classes, que si l'impérialisme britannique suivait une voie en dehors du Marché commun, les travailleurs britanniques seraient mieux lotis.

Un autre aspect de l'opposition de la gauche travailliste à l'UE que nous n'avons jamais dénoncé dans les pages de *WH*, c'est son caractère conjoncturel. Pour les députés de l'arrière-ban, ou lorsque les travaillistes sont dans l'opposition, cela n'a jamais coûté cher de s'opposer à l'UE. Mais c'est tout autre chose de le faire en tant que chef du Parti travailliste qui cherche à administrer l'impérialisme bri-

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du Comité exécutif international en allemand, anglais, espagnol et français, *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



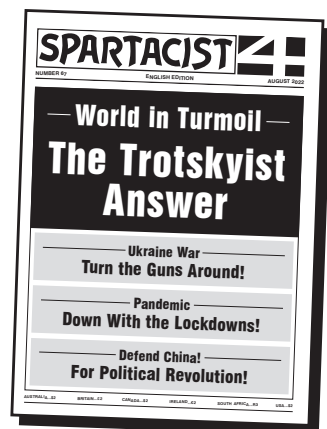
Édition en français n° 44
(64 pages)
1,50 € / 1,50 \$Cdn



Edición en español No. 41
(72 páginas)
Méz. \$5 / 2 \$Cdn / 2 €



Deutschsprachige Ausgabe Nr. 32
(56 Seiten)
1,50 €



English edition No. 67
(56 pages)
US \$2 / £2 / Cdn \$2

Commande : voir page 71

tannique, c'est-à-dire lorsque cela implique concrètement d'être aux responsabilités. Corbyn a répudié son « opposition de longue date » à l'UE dès qu'il est devenu chef du Parti travailliste parce que cela représentait pour les blairistes une « ligne rouge » qu'il ne pouvait pas franchir sans provoquer une scission. Ce n'est rien de nouveau pour les chefs travaillistes : Harold Wilson, leader travailliste dans les années 1960 et 1970, a littéralement changé trois fois de position « pour » et « contre » la CEE, selon qu'il était au pouvoir ou dans l'opposition.

Tout en capitulant devant l'opposition travailliste à l'UE, *WH* s'adaptait également aux pressions libérales pro-UE en utilisant à plusieurs reprises le slogan « Pour une Europe ouvrière ! » Ce slogan est utilisé par toutes sortes de réformistes, qu'ils soient pour ou contre l'UE, comme l'Alliance for Workers' Liberty ou No2EU. Dans la compréhension populaire, il n'y a pas de différence entre être pour une « Europe sociale » et être pour une « Europe ouvrière ». Cela sème l'illusion que l'on pourrait, d'une manière ou d'une autre, réformer l'UE pour en faire une alliance plus « progressiste », ou qu'il faudrait la remplacer par une nouvelle alliance impérialiste « pro-travailleurs ». Cette conférence rejette le slogan « Pour une Europe ouvrière » car c'est une capitulation opportuniste à ces illusions.

Cette conférence adopte le slogan historique du Comintern révolutionnaire des « États-Unis soviétiques d'Europe », auquel il faudrait ajouter « unis de leur plein gré ». Ce slogan, qui doit être associé à une opposition claire à l'UE, souligne explicitement qu'une unification progressiste de l'Europe ne peut être fondée *que* sur une succession de révolutions socialistes victorieuses. En faisant explicitement référence aux soviets, ce slogan se démarque nettement des libéraux pro-UE ainsi que des travaillistes anticommunistes qui pourraient s'opposer à l'UE. Ce slogan ne remplace pas notre appel historique « Pour des États-Unis socialistes d'Europe, unis de leur plein gré ! » On peut utiliser l'un ou l'autre de ces slogans.

Brexit : à la recherche d'une meilleure politique pour l'impérialisme britannique

Le vif débat qui a fait rage pendant des années sur le Brexit reflétait un désaccord au sein de la bourgeoisie sur la meilleure voie à suivre pour l'avenir de l'impérialisme britannique. Une aile des impérialistes voulait maintenir l'adhésion à l'UE, une autre voulait en sortir. Comme la SL/B n'avait pas tracé de ligne claire contre l'impérialisme britannique, contre toutes ses alliances et toutes les ailes des impérialistes britanniques, elle a fini par prendre simplement parti pour l'aile pro-Brexit de la bourgeoisie.

C'est particulièrement explicite dans l'article intitulé « Brexit tout de suite ! » dans *WH* n° 245 (été 2019 – en



Le slogan « Pour une Europe ouvrière » est utilisé par les réformistes, aussi bien anti-UE (à gauche) que pro-UE (à droite), pour colporter des illusions dans une alliance impérialiste « favorable aux travailleurs ».

français dans *Le Bolchévick* n° 229, septembre 2019), où *WH* a tiré un trait d'égalité entre l'opposition à l'accord des conservateurs sur le Brexit, et l'opposition au Brexit lui-même. La polémique de cet article contre le Socialist Party est tout à fait explicite :

« L'éditorial de sa revue *Socialism Today* déclarait en mars 2018 que "le mouvement ouvrier doit maintenir une opposition de classe indépendante à un Brexit conservateur, qu'il soit 'mou', 'dur' ou 'sans accord'". Ceci équivaut à s'opposer au Brexit quand la question est réellement posée. Pour paraphraser la Reine blanche de Lewis Carroll, c'est le Brexit demain et le Brexit hier, mais jamais le Brexit aujourd'hui. »

C'est une polémique *venant de droite*. La position implicite défendue ici par *WH* est que les marxistes doivent, au nom du « Brexit tout de suite », *soutenir* tout accord sur le Brexit conclu par les conservateurs, ce qui revient à les soutenir politiquement.

Ce soutien à un Brexit conservateur « dur » contre le Parti travailliste et ses auxiliaires qui voulaient rester dans l'UE reflétait un changement dans la société, en particulier dans la base électorale du Parti travailliste. En l'absence d'un *pôle ouvrier indépendant* contre l'UE, les élections de 2019 ont vu plus d'un million d'anciens électeurs travaillistes (en particulier dans les régions du « red wall » dans les Midlands et le Nord de l'Angleterre qui votent traditionnellement pour le Parti travailliste) voter pour les conservateurs parce qu'ils voyaient cela comme la seule façon de sortir de l'UE.

Le SP n'avait pas tort de dire que les travailleurs doivent maintenir « une opposition de classe indépendante à un Brexit conservateur, "mou", "dur" ou "sans accord". » Mais ils étaient pour une « sortie de gauche » négociée par Corbyn, ce qui est aussi une trahison totale du prolétariat. Tout accord sur le Brexit, qu'il soit « mou » ou « dur », conservateur ou travailliste, reflétera forcément les rapports de forces entre les impérialistes, fixant les termes de leur concurrence et de

leurs sphères d'influence et répartissant le butin de l'exploitation du prolétariat en Europe et en Grande-Bretagne.

Du point de vue de la classe ouvrière, soutenir un accord sur le Brexit *quel qu'il soit* est totalement réactionnaire et pro-impérialiste. Il est tout aussi réactionnaire de poser des conditions à la sortie immédiate de la Grande-Bretagne de l'UE car cela revient à rejeter l'opposition inconditionnelle à toute alliance impérialiste. Contre le programme anti-ouvrier des conservateurs, contre la trahison des travaillistes et contre les pseudo-socialistes qui mettent en avant une politique alternative dans le cadre de leur soutien à l'impérialisme britannique, il est évident que la tâche des révolutionnaires était d'opposer un programme de lutte ouvrière pour forcer la Grande-Bretagne à sortir de l'UE *immédiatement* et utiliser la crise gouvernementale sur le Brexit pour faire avancer la révolution prolétarienne.

La capitulation de la SL/B face au Brexit conservateur montre également à quoi mène l'abandon d'une perspective prolétarienne contre l'impérialisme. L'article « Brexit tout de suite ! » fait remarquer : « La crise prolongée du gouvernement conservateur a créé une situation favorable à des luttes de la classe ouvrière, qui *pourraient aussi* pousser la Grande-Bretagne hors de l'UE » (souligné par nous). La mobilisation des travailleurs en lutte contre la bourgeoisie britannique et toutes ses alliances impérialistes est présentée dans *WH* comme une hypothèse abstraite. Mais c'était justement cela la *tâche urgente* des révolutionnaires !

Nous aurions dû nous battre pour annuler la dette des pays opprimés, pour renverser les privatisations, pour supprimer

toutes les lois antisyndicales, pour des bonnes retraites, suffisantes et à un âge décent, afin de contrer la destruction des régimes de retraite à travers l'Europe, etc. Sur toutes ces questions, la bourgeoisie britannique a travaillé de concert avec l'UE. Une telle perspective, liée aux revendications d'un gouvernement ouvrier et des États-Unis soviétiques d'Europe, unis de leur plein gré, aurait lié les besoins économiques immédiats des travailleurs – en Grande-Bretagne et dans toute l'Europe – à la nécessité urgente de lutter contre l'impérialisme. Même si la Grande-Bretagne est maintenant officiellement hors de l'UE, cette perspective révolutionnaire est toujours absolument nécessaire.

V. Un réformisme très britannique

Le socialisme parlementaire

Un aspect central de la capitulation de la SL/B vis-à-vis de Corbyn a été la conciliation de son programme réformiste de socialisme parlementaire. Notre principale critique à son égard était que « les revendications avancées par Corbyn pendant sa campagne sont dignes de soutien, mais elles ne sont pas réalisables au moyen du parlementarisme travailliste à l'ancienne » (*WH* n° 232 – en français dans *Le Bolchévik* n° 213, septembre 2015). Cela présente la différence entre réforme et révolution comme une simple différence sur les moyens d'atteindre le même objectif. *Workers Hammer* n'a jamais dit clairement que le programme de Corbyn n'était pas seulement malavisé ou erroné, mais que c'était un *programme procapitaliste* qui sert à *tromper* la classe ouvrière et à maintenir la bourgeoisie au pouvoir. Comme l'expliquait Rosa Luxemburg :

« Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, *au lieu et à l'encontre de* la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au *même* but ; il a en vue un but *différent* : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. »

– *Réforme sociale ou révolution ?* (1898-1899)

La principale illusion dans Corbyn était que s'il était élu Premier Ministre, il mettrait en œuvre des réformes majeures dans l'intérêt de la classe ouvrière. La gauche pseudo-marxiste soutenait que même si l'élection de Corbyn ne mènerait probablement pas immédiatement au socialisme, il pourrait tout de même, sous la pression, transformer le Parti travailliste en un « véritable parti socialiste » et introduire des « politiques socialistes ». Contre cela, la tâche des révolutionnaires était de montrer que quelle que soit la pression exercée, le programme procapitaliste de Corbyn l'amènerait *nécessairement* à faire le jeu des capitalistes et à *trahir* les intérêts de la classe ouvrière. *WH* n'a jamais fait cet argument élémentaire. L'objectif de la tactique de soutien critique est précisément de montrer la validité du programme bolchévique en mettant en garde à tout moment « contre les trahisons inévitables et en leur opposant notre programme pour le pouvoir ouvrier » (« Les révolutionnaires et le Parti travailliste »). Mais, tout en parlant des crimes de « tous les gouvernements travaillistes précédents », *WH* a toujours gardé la porte ouverte à l'illusion que sous Corbyn il pourrait en être autrement.



Elliott Brown

Oliver Cromwell, qui dirigea la Révolution anglaise bourgeoise, ne croyait pas, lui, au gradualisme.



RGAKEFD

Des soldats de l'Armée rouge célèbrent le premier anniversaire de la révolution d'Octobre 1917 avec une bannière disant « communisme ». Ce sont les ouvriers et les paysans en armes, et non un vote au parlement, qui ont écrasé la résistance de la bourgeoisie.

L'État capitaliste est constitué de corps spéciaux d'hommes armés dont la raison d'être est de défendre par la violence la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat. L'État capitaliste britannique – ses flics, son armée, ses prisons et ses tribunaux – ne peut être utilisé que pour défendre les intérêts du capital financier britannique : accroître ses profits, défendre ses frontières, protéger ses intérêts à l'étranger, réprimer les grèves et dresser les opprimés les uns contre les autres. L'argument léniniste qu'il faut opposer à Corbyn et ses fans de gauche est que la plate-forme électorale d'un parti ouvrier peut être aussi « radicale » que l'on veut, lorsqu'il est élu pour gouverner l'État capitaliste ce n'est pas un gouvernement ouvrier. C'est un parti ouvrier administrant la dictature de la bourgeoisie ; il *attaquera* nécessairement la classe ouvrière et *défendra* la bourgeoisie. *WH* a capitulé devant la conception que le Parti travailliste serait un moindre mal en n'avançant jamais cet argument élémentaire ; il critiquait au contraire le Parti travailliste parce que celui-ci ne donnait pas assez de réformes et qu'il « freinait » la lutte pour de telles réformes. Ainsi, lorsque *WH* affirme que diriger l'État capitaliste dans l'intérêt de la classe ouvrière est « impossible » et que c'est une « stratégie perdante », il ne s'agissait que d'une façade pour promouvoir l'illusion que l'on pourrait faire pression sur le Parti travailliste gouvernant l'État capitaliste pour qu'il défende les intérêts de la classe ouvrière.

WH a beau citer Marx, qui expliquait que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte » (*La guerre civile en France*, 1871), cela n'a aucune signification puisque tout le cadre de la propagande de la SL/B consistait à *promouvoir* les illusions dans Corbyn comme moindre mal. Pour les marxistes, la seule raison pour laquelle il serait préférable que l'État capitaliste soit dirigé par un gouvernement travailliste de gauche, c'est que ce serait l'occasion de démontrer la faillite du réformisme parlementaire.

La principale illusion de la gauche réformiste britannique, c'est que l'on peut instaurer le socialisme pacifiquement par le biais du Parlement. Au début de la direction Corbyn, *WH* avait réagi à ces illusions en critiquant de façon purement libérale la démocratie bourgeoise :

« L'idée que le socialisme peut être réalisé par le Parlement repose sur l'illusion que les exploités et les opprimés, les riches et les pauvres, les oppresseurs et les opprimés, ont tous un droit de vote égal sur la façon dont la société est gérée. Mais ce ne sont pas les travailleurs et les minorités qui dominent les médias, l'économie, ou d'ailleurs les flics, les tribunaux et l'armée. »

– « Raz-de-marée pour Corbyn, contrecoup blairiste », *WH* n° 232

Plus récemment, la propagande de la SL/B a camouflé ce libéralisme en déclarant qu'il faut « briser le pouvoir de la bourgeoisie » et « balayer l'appareil répressif de l'État capitaliste et établir un État ouvrier » (*WH* n° 246). Cependant, à aucun moment *WH* n'a fait l'argument marxiste le plus élémentaire que la bourgeoisie *ne se laissera pas chasser pacifiquement du pouvoir par des élections*. Comme l'expliquait Trotsky, « la majorité ouvrière au parlement peut être détruite si la force armée est entre les mains de la bourgeoisie. Celui qui ne comprend pas cela n'est pas un socialiste mais un crétin » (lettre du 25 décembre 1925 – traduit par nos soins). Contre le programme réformiste pour une majorité travailliste au Parlement, les communistes se battent pour un gouvernement ouvrier basé sur des soviets, c'est-à-dire le prolétariat armé organisé comme classe dominante.

Il y a une constante dans toute la propagande récente de la SL/B, de ses expressions les plus libérales à ses expressions les plus centristes : on ne dit jamais que la bourgeoisie utilisera la violence pour défendre son pouvoir, et que la classe ouvrière doit utiliser la force pour se défendre et établir son propre pouvoir. Dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918), Lénine expliquait :

« Si l'on raisonne en marxiste, on est obligé de dire : les exploités transforment inévitablement l'État (or, il s'agit de la démocratie, c'est-à-dire d'une des formes de l'État) en un

instrument de domination de leur classe, celle des exploités, sur les exploités. C'est pourquoi l'État démocratique lui aussi, tant qu'il y aura des exploités exerçant leur domination sur la majorité, les exploités, sera inévitablement une démocratie pour les exploités. L'État des exploités doit être foncièrement distinct d'un tel État ; il doit être une démocratie pour les exploités et **réprimer les exploités** ; or, la répression d'une classe signifie l'inégalité de cette classe, son exclusion de la "démocratie". »

WH a expliqué à maintes reprises que le système parlementaire est une façade démocratique pour la dictature de la classe capitaliste, et qu'il fallait un État ouvrier basé sur la démocratie soviétique. Cependant, un seul article – qui ne parle pas de Corbyn (« L'enfer des prisons britanniques », WH n° 244) – explique la raison fondamentale pour laquelle la révolution nécessite d'établir un État ouvrier : **pour réprimer la résistance de la bourgeoisie**. Si l'on omet les points programmatiques fondamentaux que la bourgeoisie ne se laissera pas chasser pacifiquement du pouvoir par des élections et que le but d'un État ouvrier est de briser la résistance de la bourgeoisie, cela revient à capituler devant les illusions que le socialisme peut être réalisé pacifiquement par le Parlement, au lieu de les démasquer.

Le réformisme syndical

La capitulation de la SL/B devant le socialisme parlementaire et devant la politique du « moindre mal » du travaillisme de gauche allait forcément de pair avec une capitulation devant le programme réformiste britannique classique de pression sur le Parti travailliste par le biais de la combativité syndicale. WH critiquait la direction actuelle des syndicats parce qu'elle avait « passé des décennies à isoler et à contenir les grèves tout en détournant la colère des travailleurs vers les illusions dans l'UE et vers la stratégie perdante d'élire un gouvernement travailliste » (WH n° 246), parce qu'elle avait limité les luttes « à des manifestations et des grèves locales de courte durée » (WH n° 242, été 2018) et parce qu'elle avait encouragé les illusions dans la « paix sociale avec les patrons » (WH n° 238). Cependant, au lieu d'opposer sur chacune de ces questions un programme basé sur les principes marxistes sur l'État, l'impérialisme et l'indépendance de classe, WH s'est contenté de prôner un syndicalisme plus combatif.

Autrement dit, WH a abandonné la construction d'une **opposition révolutionnaire dans les syndicats**, tâche pourtant indispensable pour scissionner le Parti travailliste. Comme le disait l'article « Les révolutionnaires et le Parti travailliste », « étant donné que le Parti travailliste a sa base organique dans les syndicats, on ne pourra pas en fin de compte le scissionner sans une lutte politique victorieuse contre la bureaucratie syndicale procapitaliste. »

La désindustrialisation, les attaques capitalistes et les décennies de coups de poignard dans le dos de la part des directions syndicales ont affaibli et démoralisé la classe ouvrière britannique. Dans ce contexte, la SL/B a réduit sa perspective envers les syndicats simplement à la lutte pour davantage de combativité syndicale. Dans *Que faire ?* (1902), Lénine avait souligné qu'il n'y a pas besoin d'être communiste pour appeler à des luttes économiques plus combatives – pour donner « à la lutte économique **elle-même** un caractère politique ». La question cruciale, c'est de lier la lutte pour les besoins économiques les plus immédiats de la classe ouvrière à la nécessité de renverser le pouvoir de la classe capitaliste. Il expliquait :

« La social-démocratie dirige la lutte de la classe ouvrière, non seulement pour obtenir des conditions avantageuses dans la vente de la force de travail, mais aussi pour l'abolition de l'ordre social qui oblige les non-possédants à se vendre aux riches. La social-démocratie représente la classe ouvrière dans ses rapports non seulement avec un groupe donné d'employeurs, mais aussi avec toutes les classes de la société contemporaine, avec l'État comme force politique organisée. Il s'ensuit donc que les social-démocrates ne peuvent se limiter à la lutte économique, mais aussi qu'ils ne peuvent admettre que l'organisation des divulgations économiques constitue le plus clair de leur activité. Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa conscience politique. »

L'époque réactionnaire postsoviétique et le faible niveau de lutte de classe en Grande-Bretagne ne changent pas les tâches fondamentales des communistes à l'égard des syndicats.

Seules des directions syndicales basées sur un programme révolutionnaire sont capables de transcender les



John Sturrock/reportdigital.co.uk

La grève héroïque des mineurs britanniques en 1984-1985 a montré les limites du syndicalisme combatif et la nécessité d'une direction révolutionnaire des syndicats.

intérêts sectoriels étroits d'une industrie, d'un syndicat ou d'un pays particulier et de mener des combats qui feront avancer les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble. Pour cela, il faut démasquer le programme de collaboration de classes de la direction actuelle des syndicats *et* la version plus combative de ce même programme mise en avant par la gauche réformiste. Un programme limité à des revendications syndicales, aussi « combatif » soit-il, est fondé sur le *maintien* de la classe capitaliste au pouvoir. Il est donc forcément réformiste, puisqu'il cherche uniquement à négocier de « meilleures conditions pour la vente de la force de travail ». En outre, comme l'expliquait Trotsky à propos des syndicats à l'époque de la décadence impérialiste :

« Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. »
 – « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » (1940)

S'opposer à la bureaucratie syndicale uniquement sur la base de son manque de combativité efface la ligne fondamentale entre politique révolutionnaire et politique réformiste. Cela conduit donc inévitablement à un bloc politique avec une aile ou une autre de la bureaucratie syndicale. Une opposition de ce genre s'effondre sur-le-champ lorsque les chefs syndicaux mènent des actions combatives – ce qu'ils sont parfois obligés de faire, comme on l'a vu avec la grève des mineurs britanniques de 1984-1985. On peut faire pression sur la bureaucratie syndicale pour qu'elle lutte, mais quelle que soit la pression qu'on exerce cela ne changera pas son programme procapitaliste ni le rôle réactionnaire qu'elle joue en tant qu'agent de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Contrairement au programme réformiste de *faire pression* sur la direction existante des syndicats, les trotskystes luttent pour *la remplacer* par une direction révolu-

tionnaire. Pour ce faire, notre perspective est de construire des fractions basées sur *l'intégralité du programme de transition*, y compris l'appel à un gouvernement ouvrier.

Programme minimum/maximum : la SL/B a coupé les ponts

Les révolutionnaires doivent montrer *concrètement* que *le seul moyen* de satisfaire les besoins des travailleurs, c'est de renverser la bourgeoisie et de démasquer les tromperies des réformistes qui prétendent le contraire. La SL/B n'a fait ni l'un ni l'autre et a parfois *explicitement* encouragé l'idée que le capitalisme en décomposition *peut* fournir des soins de santé décentes et satisfaire les besoins des travailleurs si on fait suffisamment pression. L'article « Le capitalisme est un danger pour votre santé » (WH n° 242) est un exemple particulièrement explicite du réformisme de la SL/B :

« Des services de santé de qualité, gratuits pour l'utilisateur ; des soins de première qualité pour les enfants et les personnes âgées fournis par le gouvernement ; des écoles, des programmes de formation professionnelle et des logements excellents – satisfaire les besoins fondamentaux de la population nécessite des investissements massifs. La bourgeoisie a empêché d'énormes richesses grâce à son exploitation des travailleurs. Mais elle ne lâchera jamais rien sans qu'on ne se batte. C'est en menant une lutte de classe acharnée, pas en implorant [le Parlement à] Westminster, que l'on pourrait convaincre la bourgeoisie de financer le NHS. »

Les travailleurs peuvent certes obtenir des gains partiels et réversibles sous le capitalisme. Mais pour « satisfaire les besoins fondamentaux de la population », la question n'est pas de faire pression sur la classe capitaliste britannique en déclin pour qu'elle consacre plus d'argent au système de santé ; il faut *une révolution prolétarienne*.

Une lutte de classe acharnée pourrait effectivement convaincre la bourgeoisie d'investir davantage dans les services publics. Comme toute classe au pouvoir confrontée à une flambée de lutte ouvrière, elle peut faire des concessions sous la pression lorsqu'elle considère cela comme un

Articles clés pour le trotskysme en Grande-Bretagne

EEC: Reactionary Utopia, Anti-Red Alliance

Britain and the Common Market

Workers Vanguard n° 71, 20 juin 1975

« La Grande-Bretagne et le Marché commun »

Workers Vanguard n° 71, 20 juin 1975

« Thèses sur l'Irlande »

Spartacist en anglais n° 24, automne 1977
 Spartacist en français n° 18-19, hiver 1981-1982



From British Spartacist Tasks and Perspectives

Revolutionaries and the Labour Party

Spartacist en anglais n° 33, printemps 1982

« Les révolutionnaires et le Parti travailliste »

Spartacist en anglais n° 33, printemps 1982

« La guerre froide ébranle le Parti travailliste britannique »

Spartacist Britain n° 41, avril 1982
 De larges extraits dans Le Bolchévick n° 34, juillet-août 1982



Les 4 articles : £1 / 1 € / 1 \$Cdn

Commande : voir page 71

« moindre mal » face à une révolution sociale. Dans *Les leçons d'Octobre* (1924), Trotsky expliquait quelle attitude doivent avoir les révolutionnaires concernant la pression sur la bourgeoisie :

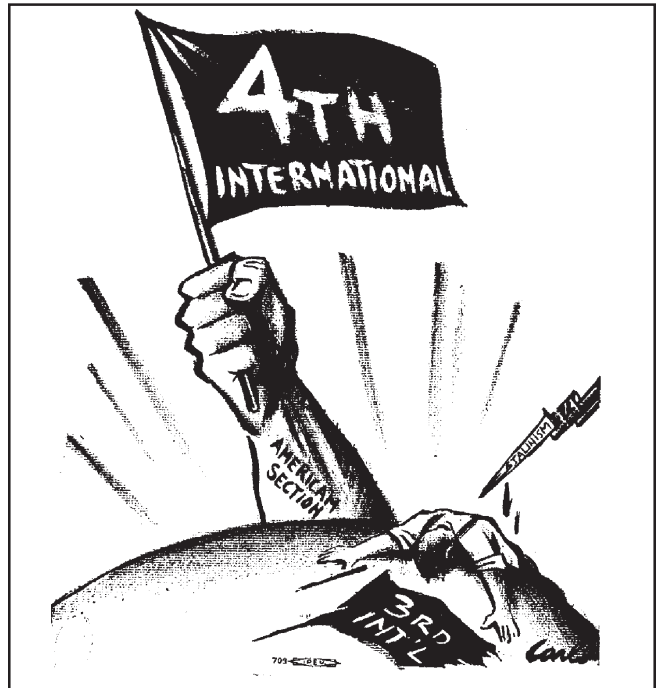
« Est-ce qu'un parti révolutionnaire renonce à exercer une "pression" sur la bourgeoisie et son gouvernement ? Non, cela va de soi. Faire pression sur le gouvernement bourgeois est un moyen d'obtenir des réformes. Un parti marxiste révolutionnaire ne renonce pas aux réformes. Mais la voie des réformes convient aux questions secondaires, pas à celles qui sont essentielles. On ne peut obtenir le pouvoir au moyen de réformes. On ne peut, par des "pressions", forcer la bourgeoisie à changer sa politique dans une question dont dépend son sort. »

Le problème de la propagande récente de la SL/B, tout comme de celle de la gauche réformiste britannique, c'est qu'elle préconisait *uniquement et exclusivement* de faire pression sur la bourgeoisie pour obtenir de telles concessions. C'est rejeter le *Programme de transition* et accepter le programme minimum de la II^e Internationale.

Lorsque WH mentionne le socialisme (le programme maximum), c'est soit pour le présenter comme une perspective abstraite et lointaine, soit pour capituler ouvertement devant le programme du « socialisme parlementaire » de la gauche britannique. Par exemple, dans « Le capitalisme est un danger pour votre santé » :

« Les géants pharmaceutiques se font des milliards en utilisant leurs brevets monopolistiques pour exiger des prix exorbitants. Ce chantage soulève immédiatement la question d'exproprier l'industrie pharmaceutique, ce qui représenterait un *pas* vers le renversement de l'ensemble du système capitaliste basé sur l'accumulation de profits » (souligné par nous).

Présenter ainsi l'expropriation de la bourgeoisie comme un processus graduel reflète le programme du réformisme britannique : le socialisme en nationalisant peu à peu les secteurs stratégiques de l'économie au Parlement de Sa Majesté. Les révolutionnaires ne sont pas contre appeler à l'expropriation d'industries spécifiques. Cependant, quand nous le faisons, comme l'expliquait Trotsky dans le *Programme de transition*, 1) nous rejetons l'indemnisation ; 2) nous le faisons tout en dénonçant les réformistes et les travaillistes qui prétendent être pour la nationalisation de



Le journal trotskyste américain *Socialist Appeal* (22 octobre 1938) illustre l'annonce de la fondation de la IV^e Internationale, continuité du léninisme révolutionnaire contre la perversion stalinienne de la III^e Internationale.

l'économie, mais qui défendent en réalité l'ordre capitaliste ; 3) nous ne comptons pas sur l'obtention d'une majorité dans le moulin à paroles bourgeois de Westminster, mais sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ; 4) nous relient la question des expropriations à celle de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Contre le programme minimum qui limitait les objectifs et les activités de la classe ouvrière à l'obtention de réformes, la III^e Internationale (Comintern) a rompu résolument dès sa fondation avec la division entre programme minimum et maximum. Elle a établi que la tâche de l'avant-garde communiste est de lutter pour le renversement de la classe capitaliste *grâce à* la mobilisation du prolétariat pour ses intérêts les plus élémentaires. Les revendications transitoires doivent être utilisées comme outils pour mobiliser la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire, pour dénoncer la faillite de la social-démocratie et motiver la nécessité d'une révolution ouvrière. Le *Programme de transition* de la IV^e Internationale représentait cette continuité contre le Comintern stalinisé.

Substituer le programme minimum/maximum au programme de transition, comme l'a fait la SL/B, c'est *l'essence même* du réformisme. Dans la période de la décadence impérialiste, où il ne peut être question de réformes sociales systémiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses, avancer un programme pour satisfaire les besoins immédiats des masses *en le séparant* du combat pour la dictature du prolétariat est non seulement *impossible*, mais *réactionnaire*. La SL/B a été fondée en défense du *Programme de transition* contre sa déformation opportuniste par la WSL et les autres pseudo-trotskyistes en Grande-Bretagne. Il est essentiel de défendre et de se réapproprier cette continuité programmatique. ■

Déclaration du Groupe trotskyste de Grèce

Αριθμός: 1166/2022

© 2022

« Assez de défaites !

Les travailleurs ont besoin d'un programme pour gagner !

Pour un gouvernement des ouvriers ! »

Novembre 2022

icl-fi.org/greek/2022-programma-nikis/
Abonnez-vous à *O Bolevikios* – 2 € pour 4 numéros
Commande : voir p. 71

Éditorial...

(Suite de la page 2)

capitaliste. Partout dans le monde, la classe ouvrière a subi baisses massives de salaires, augmentations des cadences, licenciements en masse, etc. Face à l'offensive des bourgeoisies contre le niveau de vie des travailleurs, la direction de la classe ouvrière dans tous les pays a complètement trahi le prolétariat en se joignant sans retenue à l'unité nationale. Alors que la classe ouvrière devait de façon urgente mener des luttes défensives pour protéger sa santé et sa sécurité contre le virus, s'attaquer aux racines sociales de la crise et résister à l'offensive des patrons, les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers se sont engagés à aider la classe capitaliste à imposer ses mesures dévastatrices, désarmant ainsi le prolétariat.

Partout dans le monde, les libéraux déguisés en « socialistes » ont passé les années 2020 et 2021 à réclamer (dans des réunions sur Zoom) des confinements plus longs et plus stricts, à exiger que l'État capitaliste contrôle et réprime encore davantage les mouvements et les activités du prolétariat au nom de « sauver des vies ». Notre organisation a elle-même succombé à ces pressions dans la première année de la pandémie. C'est seulement en avril 2021, après une dure bataille interne, que nous avons pu changer de cap et publier notre déclaration internationale « À bas les confinements ! » (voir page 5). C'est la seule position marxiste dans le monde qui s'oppose aux confinements sur la base d'un programme de lutte de classe révolutionnaire.

Durant ces deux dernières années, dans beaucoup de pays, des manifestations contre les mesures de confinement et les menaces de licenciements massifs au nom de la vaccination obligatoire se sont heurtées à l'opposition et à l'hostilité des dirigeants libéraux réformistes du prolétariat et de la gauche « socialiste », qui ont souvent appelé l'État à les réprimer. Le mouvement des camionneurs au Canada a été parmi les plus controversés ; il a été condamné par la presse bourgeoise internationale et par de nombreux groupes « socialistes » qui l'ont présenté comme fasciste et réactionnaire simplement parce qu'il s'opposait au gouvernement et aux licenciements massifs. Notre article « Le mouvement ouvrier doit défendre les camionneurs ! » (voir page 7) a pris au contraire la défense de ces manifestations, tout en opposant à leur politique la nécessité d'une opposition communiste au gouvernement capitaliste.

* * *

La Chine est sur le devant de la scène mondiale, à la fois en tant qu'épicentre de la pandémie de Covid-19 et principale cible de l'impérialisme américain, qui est déterminé à préserver son hégémonie sur la région Asie-Pacifique avec l'aide de l'impérialisme japonais et de ses autres alliés. Les deux dernières années ont été marquées par une escalade de menaces bellicistes venant des États-Unis et de leurs alliés contre la République populaire de Chine. L'objectif final des impérialistes est de renverser les acquis de la Révolution de 1949, comme ils ont réussi à le faire il y a trente ans en URSS. En Chine même, la réaction de la bureaucratie dirigeante du Parti communiste chinois (PCC) à la crise de la Covid-19 a été d'imposer les confinements les plus drastiques et les plus brutaux au monde ; ces confinements sont

désastreux pour les ouvriers et les paysans et ils menacent la survie même de la République populaire.

Au niveau international, deux programmes erronés dominant dans la gauche sur la question de la Chine. D'un côté, notamment dans le monde occidental, la majorité des groupes pseudo-socialistes considèrent que la Chine est capitaliste et même impérialiste ; c'est une position contre-révolutionnaire qui rejette la nécessité de défendre les acquis de la Révolution de 1949 et qui capitule devant les grandes puissances impérialistes. D'un autre côté, beaucoup de soi-disant communistes (et même de « trotskystes ») encensent la bureaucratie stalinienne et colportent l'idée fausse que s'opposer au PCC équivaut à s'opposer à la Chine. Avec la pandémie de Covid, ces deux tendances opposées se sont trouvées d'accord pour saluer les confinements brutaux du PCC comme un « modèle » à suivre dans le reste du monde. Notre organisation a suivi le mouvement en se joignant à ce consensus opportuniste.

À l'opposé de toutes ces impasses politiques, et pour corriger notre trajectoire erronée, notre article « La pandémie en Chine – Trotskysme contre stalinisme » (voir en dernière page) réaffirme que le seul programme qui puisse ouvrir la voie au socialisme international, c'est le trotskysme. Cet article s'oppose à la politique désastreuse de « zéro Covid » du PCC, en associant la défense militaire inconditionnelle de la Chine à la lutte pour chasser la bureaucratie stalinienne par une révolution politique, pour remplacer son régime par une direction internationaliste authentiquement révolutionnaire.

* * *

Début 2022, alors que la pandémie semblait refluer, les troupes russes ont franchi la frontière de l'Ukraine pour envahir ce pays. L'éclatement de la guerre en Europe a ravivé la menace d'une confrontation à l'échelle mondiale entre les puissances impérialistes et la Russie. Les provocations de l'OTAN depuis des années, y compris le changement de régime à Kiev orchestré en 2014 par les États-Unis, ont provoqué cette guerre qui constitue le premier défi significatif à l'ordre mondial dominé par les États-Unis depuis la chute de l'URSS.

Les bourgeoisies impérialistes, furieuses de cette remise en cause de leur droit exclusif à piller l'Ukraine, tentent une fois de plus de promouvoir l'unité nationale pour rallier leurs populations derrière l'OTAN et derrière l'Ukraine. Les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers, ainsi que la plupart des pseudo-marxistes, leur ont emboîté le pas en prenant la défense de l'Ukraine contre la « guerre de Poutine » et en se prononçant pour la défaite et le retrait de l'armée russe. Cela revient à appeler à la victoire du gouvernement Zelensky et à soutenir ouvertement les objectifs des impérialistes dans la région. D'autres dans la gauche, notamment dans les pays qui subissent le joug impérialiste, ont proclamé leur soutien à la Russie, prétendant à tort que celle-ci mène une guerre défensive légitime contre les impérialistes.

Notre déclaration sur la guerre en Ukraine, « Travailleurs ukrainiens, russes : Retournez les fusils contre vos dirigeants ! » (voir page 3) est une application directe du programme de Lénine pendant la Première Guerre mondiale. Malgré l'aide que l'Ukraine reçoit de la part des impérialistes, c'est une guerre entre deux pays non impérialistes. L'Ukraine ne mène pas une juste lutte de libération nationale, elle se bat au contraire pour assujettir le pays aux impérialistes des

États-Unis, de l'UE et de l'OTAN. La Russie ne mène pas une guerre légitime de défense nationale contre l'impérialisme, elle se bat pour ramener l'Ukraine dans sa sphère d'influence. Dans la lutte pour déterminer quelle bande de brigands dominera l'Ukraine, les marxistes doivent se battre pour le défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire pour transformer cette guerre réactionnaire entre nations en guerre civile révolutionnaire contre les capitalistes ukrainiens et russes.

Comme l'a montré Lénine il y a plus d'un siècle, cela veut dire, notamment dans les pays impérialistes, mener une lutte implacable contre la direction du mouvement ouvrier qui subordonne la classe ouvrière aux objectifs et aux intérêts de ses exploités. En Allemagne, où les divisions dans la gauche sur la question de la guerre sont particulièrement aiguës, nos camarades sont en première ligne de la lutte contre les imposteurs sociaux-chauvins et pacifistes dans la gauche. Leur article « Chassez de la gauche les partisans de l'UE/OTAN ! », ainsi que leur proposition de motion pour le congrès du parti Die Linke (voir pages 11 et 13), sont une application concrète et vivante du combat de Lénine pour scissionner le mouvement ouvrier entre d'un côté les révolutionnaires authentiques et de l'autre, les réformistes, sociaux-chauvins et pacifistes.

Ce qui était crucial dans le combat de Lénine pendant la Première Guerre mondiale, c'est qu'il était dirigé contre les centristes, c'est-à-dire ceux qui sont révolutionnaires en paroles mais sociaux-chauvins en action. Dans cet esprit, ce numéro inclut une polémique substantielle contre le Groupe internationaliste (GI), « Centrisme et guerre en Ukraine » (voir page 17). Le GI est numériquement insignifiant, mais son programme et ses actions donnent l'apparence du marxisme orthodoxe tout en capitulant en fait devant le social-chauvinisme et en lui servant de couverture. Tout comme avec Karl Kautsky pendant la Première Guerre mondiale, ce genre de centrisme est le principal obstacle au regroupement d'un noyau de révolutionnaires authentiques.

Depuis que notre polémique a été publiée dans l'édition en anglais de *Spartacist*, le GI a résolu les contradictions de sa position en optant pour la ligne ouvertement réactionnaire de

soutenir la Russie capitaliste dans la guerre, comme nous l'expliquons dans une introduction à cette polémique en page 17.

* * *

Ceux qui s'intéressent à notre organisation savent très bien que nous menons ces dernières années des discussions internes intenses, conduisant à des réalignements politiques qualitatifs. Un des textes les plus politiquement substantiels de ce numéro de *Spartacist* est le document adopté lors de la Conférence nationale de la Spartacist League/Britain en décembre 2021. « En défense du programme révolutionnaire (II) » (voir page 36) réaffirme avec force le marxisme révolutionnaire contre la trajectoire qu'avait empruntée notre section britannique pendant les années où Jeremy Corbyn était le chef du Parti travailliste.

Ce document contient des éléments du léninisme indispensables à quiconque veut être un révolutionnaire en Grande-Bretagne, ou d'ailleurs dans tout autre pays. Dans le contexte de la popularité croissante du militantisme syndical aux États-Unis, en Grande-Bretagne et ailleurs, il vaut la peine de souligner l'insistance mise dans ce document sur la nécessité d'une direction révolutionnaire dans les syndicats, par opposition au programme réformiste consistant à simplement faire pression pour que les syndicats soient plus combatifs (voir la section « Un réformisme très britannique », page 52). Contre le réformisme du Parti travailliste britannique et de la gauche « socialiste » qui gravite autour de lui, « En défense du programme révolutionnaire (II) » applique aux réalités d'aujourd'hui les leçons clés du bolchévisme, du Comintern des premières années et du trotskysme sur les questions de l'État, de l'impérialisme et du parti révolutionnaire.

* * *

Ce numéro est une contribution à renouer avec les bases programmatiques sur lesquelles Jim Robertson (1928-2019) avait fondé et dirigé pendant des décennies notre tendance internationale. Nous consacrons un article à commémorer sa vie et ses contributions à défendre le marxisme contre les déformations révisionnistes, dans la lutte pour reforcer la IV^e Internationale (voir page 9).

Qu'il s'agisse de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine, de l'inflation, de la Chine, ou de toute autre question brûlante à laquelle le prolétariat est aujourd'hui confronté, un élément incontournable les relie toutes : **la question de la direction révolutionnaire**. Il y a une contradiction profonde entre les besoins urgents de la classe ouvrière internationale et l'état de sa direction. Confrontés depuis des décennies à des attaques contre leur niveau de vie, les travailleurs font partout face aujourd'hui à une inflation massive, à la menace de guerre et à la crise économique. Mais la direction de la classe ouvrière dans tous les pays est constituée de crapules traîtres et antirévolutionnaires de la pire espèce. Et l'objectif ultime des pseudo-socialistes est de prodiguer des conseils à la direction existante de la classe ouvrière et de faire pression sur elle, ou de simplement resservir les vieux programmes que l'histoire a définitivement condamnés.

Nous dans la LCI avons pour objectif de résoudre cette contradiction en luttant résolument pour la direction du prolétariat international sur la base d'un programme clair pour instaurer l'ordre socialiste mondial. Nous espérons que ce numéro de *Spartacist* constituera un pas vers la clarification politique nécessaire pour avancer dans cette direction. ■

Tomes reliés de SPARTACIST

Édition en français
2 tomes
(1972 à 1991)

Édition en allemand
4 tomes
(1974 à 2014)

Édition en anglais
7 tomes
(1964 à 2013)
tomes 1 à 3 épuisés

Édition en espagnol
1 tome
(1974 à 1982)



Prix par tome (port inclus)

Spartacist édition en anglais tomes 5 et 6 :
75 €, 75 \$Cdn, US\$75

Tous les autres : 30 €, 30 \$Cdn, US\$30

Commande : voir page 71

Confinements...

(Suite de la page 6)

sanitaires. Les travailleurs doivent lutter pour le **contrôle syndical de la santé et sécurité**. Ce sont les syndicats, **pas** l'État capitaliste, qui doivent déterminer quelles conditions sont sûres pour travailler.

Les syndicats sont les organes élémentaires de défense de la classe ouvrière. Leur rôle est de défendre les ouvriers sur leur lieu de travail, pas de se battre pour qu'ils restent à la maison. C'est tout le contraire de ce que font les dirigeants des syndicats d'enseignants dans beaucoup de pays : ils se battent pour que le gouvernement maintienne les écoles fermées afin de « protéger » les enseignants et les élèves. Ils refusent lâchement de lutter pour des écoles sûres. Contre cette politique des bureaucrates syndicaux de « rester chez soi en attendant », il faut construire une direction lutte de classe s'appuyant sur la mobilisation de la base des syndicats et du mouvement ouvrier tout entier contre les fermetures, pour de meilleures écoles et pour des lieux de travail sûrs.

Il faut d'urgence des campagnes de syndicalisation pour unir et renforcer le prolétariat. Il faut syndiquer les travailleurs temporaires et ceux employés par des sous-traitants : ils doivent être payés au tarif syndical et bénéficier des mêmes avantages sociaux. Syndiquer les salariés qui ont peu de puissance sociale – dans le commerce, les bars et restaurants, la livraison, etc. – les placera sous la protection de la classe ouvrière organisée.

Réouverture de l'économie ! Luttons contre le chômage !

À la remorque des dirigeants traîtres du mouvement ouvrier, les organisations qui se réclament du trotskysme sont prostrées devant la bourgeoisie. Lutte ouvrière, la Tendance marxiste internationale (TMI), le World Socialist Web Site, le Groupe internationaliste, la Fraction trotskyste-Quatrième Internationale, et autres soutiennent tous les confinements et trahissent le prolétariat.

La TMI par exemple a exigé : « Toute production non essentielle doit être arrêtée. Les travailleurs de ces secteurs doivent rester chez eux et recevoir l'intégralité de leur salaire, aussi longtemps qu'il le faudra » (marxiste.org, 22 mars 2020). C'est une revendication totalement réactionnaire ne pouvant conduire qu'à davantage de licenciements ! La TMI veut mettre des couches entières de la classe ouvrière au chômage et les faire dépendre de l'aide sociale.

La classe ouvrière tire sa puissance sociale de son rôle dans la production. Le mouvement ouvrier doit **s'opposer** aux licenciements et au chômage partiel en luttant pour des programmes d'embauche et de formation dirigés par les syndicats, et pour la réduction du temps de travail, sans perte de salaire, de façon à répartir le travail entre toutes les mains. La crise actuelle montre qu'il faut absolument une **augmentation** de la production et des services : davantage de soins médicaux, et de meilleure qualité ; construction massive de logements sociaux ; des locaux spacieux et bien ventilés pour les écoles et les garderies ; de meilleurs transports publics. La réouverture et l'expansion de l'économie sont nécessaires pour satisfaire les besoins des travailleurs et lutter contre le chômage et la paupérisation.

Pour des soins médicaux de qualité, gratuits pour les usagers !

Le système de production pour le profit ne peut pas offrir des soins médicaux adéquats. Expropriation sans compensation des hôpitaux privés et religieux et des sociétés pharmaceutiques ! Pour la formation et l'embauche massives, dirigées par les syndicats, de travailleurs du secteur de la santé et des hôpitaux ! Abolition des brevets, afin que les vaccins et les médicaments puissent être produits massivement dans le monde entier !

Face à la ruine des systèmes de santé, les réformistes de tout poil revendiquent leur nationalisation. Left Voice, section américaine de la Fraction trotskyste, appelle ainsi à « nationaliser toutes les industries liées à la santé, sous contrôle ouvrier » (Left Voice, 13 avril 2020). Ne vous faites pas avoir par le verbiage de gauche de ces sociaux-démocrates. Ils plaident pour des confinements **plus stricts**, qui entraveraient davantage encore toute action de masse du prolétariat, rendant impossible la lutte pour de meilleurs soins médicaux.

Le modèle de contrôle ouvrier de Left Voice, le voici : « En Argentine, les travailleurs montrent comment faire. Dans tout le pays, des usines contrôlées par les travailleurs commencent à produire sans patrons pour satisfaire les besoins et non pour le profit. » Ce dont parle Left Voice, c'est de la prise de contrôle de quelques usines marginales et en faillite, dans l'Argentine capitaliste. Ce n'est **pas** un modèle à suivre. La perspective de Left Voice, c'est la gestion par les travailleurs d'un système de santé nationalisé dans le cadre du capitalisme, c'est-à-dire la collaboration de classes institutionnalisée. Libérer la santé des griffes des profiteurs capitalistes n'est possible qu'en détruisant l'État bourgeois, en le remplaçant par la dictature du prolétariat et en expropriant la classe capitaliste.

La classe ouvrière doit défendre tous les opprimés !

Les couches inférieures de la classe moyenne sont dévastées. Le soutien criminel des dirigeants ouvriers et de

À bas les confinements !

Déclaration du Comité exécutif international de la LCI (19 avril 2021)

Disponible en allemand, anglais, arabe, catalan, chinois, coréen, espagnol, français, grec, italien, japonais, tagalog, turc



Disponible sur icl-fi.org

toute la gauche réformiste aux confinements laisse le champ libre à l'extrême droite en permettant à de sinistres réactionnaires et à des fascistes purs et durs de se présenter comme les défenseurs des droits démocratiques et les champions de la petite bourgeoisie ruinée. Un parti révolutionnaire mobiliserait la classe ouvrière pour défendre tous les opprimés et les rallier aux côtés des travailleurs dans le combat contre la bourgeoisie.

En Asie, en Amérique latine et en Afrique, des millions de paysans pauvres sont saignés à blanc par les propriétaires fonciers et les banques tandis que les confinements condamnent les vendeurs de rue à la famine. Partout, les petits commerces, les bars et les restaurants, ainsi que les étudiants, sont étranglés par les dettes. **Toutes leurs dettes doivent être annulées !**

Des millions de cols blancs sont obligés de travailler de chez eux. Le « télétravail » entraîne des licenciements et des heures supplémentaires non payées, isole les travailleurs, facilite les attaques antisyndicales et rend pratiquement impossible l'organisation des syndicats. Les grèves ne se gagnent pas sur Zoom, mais sur les piquets de grève. Tout syndicat digne de ce nom doit s'opposer aux plans de « télétravail ».

Les immigrés représentent une composante cruciale de la classe ouvrière et ils travaillent de façon disproportionnée dans les services durement frappés, pour des salaires de misère. Pour unir ses rangs, la classe ouvrière doit lutter **pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !**

Socialisation des fonctions de la famille !

La bourgeoisie essaie de toutes ses forces de faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Les confinements font retomber entièrement sur la famille, et principalement sur les épaules des femmes, la responsabilité de la garde et de l'éducation des enfants, et des soins aux personnes âgées. Les femmes sont forcées de retourner au foyer, perdent leur emploi en plus grand nombre que les hommes, et sont victimes d'une augmentation drastique des violences conjugales. Les enfants et les adolescents sont emprisonnés avec leurs parents. On laisse les personnes âgées mourir seules dans des maisons de retraite sordides.

Si les confinements montrent une chose, c'est que le programme féministe de redistribuer les tâches domestiques au sein de la famille est un cul-de-sac. Ce qu'il faut, c'est sortir du cadre familial les corvées domestiques : des garderies gratuites ouvertes 24 heures sur 24, des laveries et restaurants collectifs, des maisons de retraite de qualité.

Les confinements ont renforcé les piliers du capitalisme – l'État, l'Église et la famille. L'émancipation des femmes ne peut être accomplie que dans le cadre d'une transformation socialiste mondiale, où la famille sera remplacée par la socialisation de la garde des enfants, et du travail domestique. **Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !**

À bas l'impérialisme !

Le système impérialiste mondial, où quelques grandes puissances sont en concurrence pour diviser le monde et exploiter des milliards de personnes, est la source même de la crise mondiale actuelle. Face à la pandémie, il faut une réponse internationale coordonnée. Mais c'est impossible dans un système basé sur les rivalités interimpérialistes et la concurrence entre États-nations. L'impérialisme écrase et



Nikolaï Semachko, commissaire soviétique à la santé publique, s'adressant à des mineurs en 1920.

gazeta.ru

bloque le développement économique, social et culturel du monde, dans l'intérêt des Bourses de Wall Street, Tokyo, Londres, Francfort et Paris. Les impérialistes utilisent cette crise pour serrer le nœud du capital financier international qui étouffe les pays dépendants. **Annulation de la dette imposée par les impérialistes ! À bas l'ONU, le FMI, l'OTAN, l'ALENA 2.0 et l'Union européenne !**

Défense de la Chine ! Les impérialistes redoublent d'efforts pour provoquer une contre-révolution capitaliste qui renverserait la Révolution de 1949 et soumettrait l'État ouvrier déformé chinois à leurs déprédations. Pour une révolution politique ouvrière pour chasser la bureaucratie stalinienne !

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Corée du Sud, Suède, Australie ? La presse bourgeoise n'en finit pas de débattre quel pays a trouvé le meilleur compromis entre une masse de morts et une masse de répression. Nous, marxistes, avons un modèle entièrement différent : la Révolution bolchévique de 1917. Sous la direction des bolchéviks de Lénine et Trotsky, la classe ouvrière a brisé les chaînes de l'exploitation capitaliste et fait progresser l'humanité d'un pas de géant. Le système de santé publique était l'une des grandes prouesses de l'État ouvrier soviétique, bien qu'il ait été forgé au creuset de la Guerre civile et de l'invasion impérialiste, dans un territoire déjà ravagé par la guerre mondiale. L'homme qui présida à sa création, Nikolaï Semachko, écrivait en 1919 :

« Sortir de leur cave moisie les pauvres des villes pour les loger dans des pièces spacieuses de bâtiments bien construits, combattre réellement les maladies sociales, créer des conditions de travail normales pour les travailleurs – tout ceci est irréalisable si nous considérons la propriété privée comme quelque chose de sacré et d'inviolable. Le vieux système de santé hésitait devant cela comme devant une barrière infranchissable : le pouvoir soviétique – le pouvoir communiste – a brisé cette barrière. »

– « Les tâches de la santé publique en Russie soviétique », publié dans *Bolshevik Visions : First Phase of the Cultural Revolution in Soviet Russia*, textes rassemblés par William G. Rosenberg (University of Michigan Press, Ann Arbor, 1990) ■

Camionneurs...

(Suite de la page 8)

centralement de l'armée, de la police, des tribunaux et des prisons. La bourgeoisie ne va pas renoncer paisiblement à ses intérêts fondamentaux, ni accepter de céder son pouvoir : le capitalisme ne peut pas être réformé. La classe ouvrière ne peut pas mettre la main sur cette machinerie de l'État (par des élections par exemple) afin de satisfaire ses intérêts — elle a besoin de son propre État, un **État ouvrier**, pour affronter la résistance de la bourgeoisie et faire respecter sa propre domination de classe.

La situation réclame de façon urgente une opposition communiste au gouvernement. Cela veut dire **rompre** avec les directions réformistes traîtresses actuelles et construire un nouveau parti, un parti révolutionnaire pouvant diriger la classe ouvrière jusqu'à la victoire dans sa lutte pour le pouvoir. La Ligue trotskyste et ses camarades ailleurs dans le monde sont les seuls dans la gauche aujourd'hui qui avancent une telle perspective révolutionnaire dans la pandémie. **Reforçons la IV^e Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste !**

Pour un programme révolutionnaire dans la pandémie !

Bien que la colère des camionneurs et des manifestants contre le gouvernement soit totalement légitime, les slogans « Liberté » et « Fuck Trudeau » ainsi que la défense des « valeurs canadiennes », qui dominent ces manifestations, n'offrent aucune voie à la classe ouvrière et conduisent directement à soutenir une autre aile de cette même bourgeoisie canadienne oppressive. Que la colère à la base de la société n'ait trouvé que des expressions informes et non prolétariennes est le résultat direct de la trahison des dirigeants ouvriers dans la pandémie. Leur politique a eu pour effet catastrophique de renforcer l'emprise de la bourgeoisie sur les travailleurs, ralliant ceux-ci derrière Trudeau, et laissant des forces de droite se présenter comme les seuls opposants aux mesures du gouvernement.

En l'absence d'un pôle ouvrier clair pendant la pandémie, la vaccination et les obligations vaccinales sont devenues des

enjeux sociaux majeurs, et les manifestations des camionneurs ont polarisé la société surtout sur cette question. Soit on soutient tout ce que fait le gouvernement du moment qu'il le fait sous prétexte d'augmenter la couverture vaccinale, soit on s'oppose à tout empêtement sur les libertés civiles, à toute forme de vaccination obligatoire et parfois aux vaccins eux-mêmes. En tant que communistes, nous rejurons les deux côtés de ce débat. Le principe qui nous guide, ce sont **les intérêts de la classe ouvrière**. Il est dans l'intérêt de la classe ouvrière que tout le monde sur terre soit vacciné contre la Covid-19. Nous sommes pour la vaccination obligatoire, c'est-à-dire forcer les gens à se faire piquer le bras. Refuser de se faire vacciner et propager le virus n'est pas un droit démocratique. Mais nous nous opposons à ce que la vaccination soit imposée par des mesures qui **attaquent la classe ouvrière** au nom de la vaccination. Nous sommes opposés à l'imposition par Trudeau de l'obligation vaccinale pour les camionneurs, qui condamnerait les camionneurs non vaccinés à perdre leur gagne-pain, de même que nous nous opposons à des mesures similaires contre les infirmières et autres travailleurs. Les mises à pied massives sont une attaque contre la classe ouvrière et les syndicats ; nous nous y opposons quelle qu'en soit la raison. Nous sommes aussi opposés au passeport vaccinal qui enregistre tous les mouvements de la population et transforme tout employé de bar ou commerçant en auxiliaire des flics. Nous tranchons contre toute polarisation bourgeoise dans la société en avançant un programme révolutionnaire de lutte **classe contre classe**, partant des besoins immédiats des travailleurs et faisant le lien avec la nécessité du pouvoir prolétarien pour les satisfaire.

Faire face à la situation actuelle exige immédiatement un programme massif de travaux publics pour construire de nouveaux hôpitaux et des infrastructures en santé, de nouvelles écoles et des logements de qualité, spacieux et abordables. **Saisir toutes les terres de la Couronne d'un océan à l'autre, ainsi que les meilleures tours à bureaux de Bay Street et des centres-villes de Vancouver et Montréal** est un bon point de départ. Il faut aussi une campagne massive d'embauche et de formation sous contrôle syndical, pour renforcer les services publics actuellement décrépis et développer de nouveaux programmes sociaux. Une façon réaliste de le faire : **exproprier les banquiers**

Publications de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada

REPUBLICQUE OUVRIÈRE

**Crise sociale et impasse nationale
Il faut l'indépendance
et le socialisme !**

Le Canada démontre une fois de plus sa nature véritablement coloniale. Cette fois-ci, c'est la pandémie de Covid-19 qui nous rappelle que nous sommes toujours et encore les esclaves du Royaume-Uni. Les dirigeants bourgeois du Canada ne cherchent qu'à nous maintenir dans une telle situation. Ils nous empêchent de nous libérer de la dépendance économique et politique que nous avons envers le Royaume-Uni. C'est pourquoi nous appelons à la lutte pour l'indépendance nationale et le socialisme.

pas Québec solidaire

n° 4, automne 2022
0,50 \$Cdn / 0,80 €

Abonnez-vous !

3 \$Cdn / 4 € 3 numéros de *République ouvrière*
plus *Spartacist* édition en français

3 \$Cdn / 4 € 3 numéros de *Workers Tribune* plus
Spartacist édition en anglais

Commande et paiement :

**Québec et Canada : Les Éditions collectives,
C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8**

**France : Société d'édition 3L,
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Autres pays : voir page 71.**

WORKERS TRIBUNE

**"Fight the Right" Reformists Beat Drums
for Liberals and NDP**



We Need a New Ruling Class — The Workers!

Over 100 years of Social Democrat rule under British Columbia have brought more of the same to the workers and the people. Despite the fact that the workers and the people have made gains in their living standards, they are still being exploited and oppressed by the ruling class. We need a new ruling class — the workers!

No. 2, Summer/Fall 2019
Cdn\$.50 / US\$.50

et les industriels ! Les petits commerçants, les bars et les restaurants ainsi que les étudiants croulent sous les dettes. **Annulation de toutes leurs dettes !**

Toutes ces revendications sont totalement contraires aux inepties de la gauche réformiste de « mettre le NPD au pouvoir avec un programme socialiste » et à leurs plans pour « taxer les riches » afin d'obtenir quelques miettes de plus, ou à leur soutien à Québec solidaire, un parti carrément bourgeois. Tout parti prenant le pouvoir au parlement de Sa Majesté administre un gouvernement bourgeois qui défendra les capitalistes et attaquera la classe ouvrière. Il nous faut un **gouvernement ouvrier**, basé sur des conseils ouvriers !

Contre les attaques massives sur les conditions de travail et le coût de la vie croissant, il faut de toute urgence que les syndicats luttent pour **syndiquer les non-syndiqués** et pour une **augmentation générale et majeure des salaires, indexée à l'inflation !** Contre le surmenage des uns et le chômage des autres, les syndicats doivent lutter **pour une semaine de 30 heures payées comme 40** pour répartir le travail entre toutes les mains. Contre les divisions raciales entretenues par les patrons, les syndicats doivent lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrants afin d'unifier la classe ouvrière dans la lutte contre le pouvoir de la classe capitaliste.

Tout cela est contraire au programme des réformistes qui consiste à faire pression sur les bureaucraties syndicales actuelles. Le problème fondamental du mouvement ouvrier n'est pas son manque de combativité, mais le programme procapitaliste des directions syndicales qui cherchent seulement à renégocier les termes de l'exploitation ouvrière sous la dictature de la bourgeoisie. Aucune pression ne les fera renoncer à leur programme illusoire de « concertation » entre le capital et le travail. Ils doivent partir ! Ce qu'il nous faut, c'est une nouvelle direction, une **direction révolutionnaire** pouvant arrimer les luttes immédiates pour les besoins les plus élémentaires des travailleurs à la nécessité qu'ils prennent contrôle de la société, c'est-à-dire la seule manière de satisfaire leurs besoins.

En opposition au programme des dirigeants ouvriers traîtres de renvoyer tout le monde à la maison, de fermer plus d'usines et d'écoles et de faire appliquer des mesures sanitaires anti-Covid toujours plus strictes sous l'égide des agences de santé des patrons, il faut lutter sans attendre pour la **contrôle syndical de la santé et de la sécurité au travail !** Il est suicidaire de s'appuyer sur les agences de l'État capitaliste comme le WSIB et la CNESST pour « protéger » les travailleurs ! Ce sont les syndicats, **pas** l'État capitaliste, qui doivent déterminer quelles conditions sont sécuritaires pour travailler. Tant que les patrons sont aux commandes, les profits passeront toujours avant la santé et la sécurité. L'État capitaliste est le bras armé des patrons : il est là pour imposer l'exploitation de la classe ouvrière, pas pour assurer des conditions de travail sécuritaires ! Quiconque pense que les patrons et leur État sont là pour défendre la santé n'est pas un socialiste mais un crétin.

Les « vraies valeurs canadiennes » — si tant et si bien qu'une telle chose existe — ce ne sont certainement pas la « liberté » et la « démocratie », mais l'oppression nationale anglo-chauvine du Québec et l'allégeance à la monarchie britannique, qui sont aux **fondements** de l'État capitaliste canadien — ce même État qui s'abat maintenant sur les camionneurs. Et ce sont les mêmes pouvoirs d'État répressifs, émanant de la Loi sur les mesures de guerre utilisée par Pierre Elliott Trudeau contre les indépendantistes québécois en octobre 1970, qui sont aujourd'hui utilisés par son rejeton. Cela montre clairement que les travailleurs au Canada anglais et au Québec ont un ennemi commun : la classe dirigeante canadienne. De leur côté, le NPD, La Riposte et le reste de la gauche réformiste canadienne sont tout aussi unis dans leur opposition aux droits nationaux du Québec qu'ils le sont derrière l'attaque de Trudeau contre les camionneurs. Nous disons : **Pour l'indépendance immédiate du Québec !**

Il est crucial de mettre de l'avant la lutte pour la libération nationale du Québec sur une base révolutionnaire pour à la fois faire rompre les travailleurs du Canada anglais avec leurs directions anglo-chauvines, et faire rompre ceux du Québec avec leur direction nationaliste bourgeoise. Les travailleurs du Canada anglais ont un intérêt vital à prendre fait et cause pour cette lutte et en faire un levier pour chasser du pouvoir la bourgeoisie et établir le pouvoir de la classe ouvrière. Il ne fait aucun doute que de briser le joug de la domination du Canada anglais sur le Québec serait progressiste, même sous le capitalisme. Et au Québec, la séparation ne pourrait que rendre plus clair pour la classe ouvrière que la bourgeoisie nationaliste est son ennemie jurée. La bourgeoisie québécoise l'a maintes fois fait comprendre : elle luttera pour l'indépendance seulement dans la mesure où elle veut être mieux placée pour exploiter sa propre classe ouvrière. Les travailleurs au Québec ne seront pas libres dans un Québec capitaliste indépendant, il leur faut une **république ouvrière du Québec !**

La pandémie a montré à nouveau que les directions actuelles de la classe ouvrière au Québec et au Canada sont totalement prostrées devant leur propre bourgeoisie respective. Du NPD aux chefs syndicaux, c'est leur programme qui consiste à **maintenir le capitalisme** qui les conduit forcément à trahir la classe ouvrière. **Rompez avec le NPD, rompez avec les partis nationalistes bourgeois au Québec ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire binational !** ■

SPARTACIST SUPPLÉMENT À SPARTACIST FÉVRIER 2022

La Riposte « socialiste » : social-trudeauiste

Et tous les groupes qui participent dans le socialisme...
 Et ce ne sont pas des paroles en l'air... La Riposte s'est inscrite à des comités...
 Cette polémique accompagne l'article sur les camionneurs dans le supplément à Spartacist de février 2022 et elle figure dans République ouvrière n° 4 (automne 2022).

En ligne : icl-fi.org/francais/spf/2022-camionneurs/riposte.html

Centrisme...

(Suite de la page 24)

uns les autres, alors qu'ils partagent une histoire commune en Union soviétique et ont souvent de la famille en commun. En même temps, la population ouvrière est mobilisée dans l'armée et entraînée à se servir des armes. Dans les pays impérialistes, les travailleurs sont saignés à blanc par l'inflation galopante et l'explosion des prix de l'énergie ; on leur explique qu'ils doivent encaisser des atteintes massives à leur niveau de vie au nom de la lutte pour la « liberté » contre « l'autoritarisme ». Il faut être volontairement aveugle pour rejeter la possibilité que cela débouche sur une situation révolutionnaire.

L'histoire montre que les forces réactionnaires du nationalisme et du chauvinisme, qui empoisonnent temporairement l'esprit des travailleurs au début de la guerre, ne durent pas quand monte la pression. Nous ne pouvons pas savoir s'il en jaillira une révolution. Mais nous savons que ce qui empêche la colère des exploités d'être concentrée contre leurs exploités, ce sont les dirigeants sociaux-chauvins et réformistes de la classe ouvrière, qui les trompent. Nous savons qu'existent objectivement tous les éléments nécessaires à une révolution, *sauf* un parti révolutionnaire capable de la diriger. Et ce qui est certain, c'est que les partis révolutionnaires sont construits par ceux qui se battent pour la révolution, pas par ceux qui pensent que la révolution est impossible.

Pendant toute la Première Guerre mondiale, Lénine a été constamment attaqué par les sociaux-chauvins avec exactement les mêmes arguments. « L'espoir d'une révolution s'est révélé illusoire ; or, il ne convient pas à un marxiste de défendre les illusions », dit le pseudo-socialiste qui ne fait ainsi que justifier son passage dans le camp de la bourgeoisie. Lénine répondait ceci :

« Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et à quel point s'aggravera-t-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons, et nul ne peut le savoir. Seule l'*expérience* du progrès de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage de la classe avancée, du prolétariat, à l'action révolutionnaire le prouvera. Il ne saurait être question en l'occurrence ni d'"illusions" en général, ni de leur effondrement, car aucun socialiste ne s'est jamais et nulle part porté garant que la révolution serait engendrée précisément par la guerre présente (et non par la prochaine), par la situation révolutionnaire actuelle (et non par celle de demain). Il s'agit ici du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes : le devoir de révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer l'ampleur et la profondeur, d'éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaires du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens.

« [...] Ne pas accomplir ce devoir, voilà en quoi se traduit la trahison des partis actuels, leur mort politique, l'abdication de leur rôle, leur passage aux côtés de la bourgeoisie. »

– « La faillite de la II^e Internationale » (1915)

Ce dont est coupable le GI, ainsi que tous les autres centristes et sociaux-chauvins, c'est précisément de renoncer à ce devoir. ■

Corrections

L'article « Constitution de mai 1946 : le PCI avait raison de voter "oui" », publié dans *Spartacist* édition en français n° 44 (printemps 2019), comporte de nombreuses erreurs factuelles. En règle générale, le comité de rédaction de *Spartacist* s'en tient toujours aux plus hauts standards de production, ce qui inclut une vérification rigoureuse des faits effectuée par de multiples camarades, sous la direction du rédacteur en chef. Pour nous, cette rigueur est non seulement nécessaire pour la crédibilité de nos articles mais elle s'inscrit aussi contre les pratiques des stalinien et sociaux-démocrates qui ont une longue histoire de falsifications des faits pour servir leurs buts politiques. Il est clair que cette rigueur et ce professionnalisme ont fait défaut dans la production de l'article sur la Constitution de 1946. Bien qu'aucune des erreurs factuelles ci-dessous n'affecte la validité du propos politique de l'article, nous sommes conscients que leur nombre nuit à sa crédibilité et nous présentons toutes nos excuses à nos lecteurs.

En page 15, la France a déclaré la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939 et non le 1^{er} septembre. À la fin de la page, nous disons que la direction du Parti communiste français « commit le crime de rallier au printemps 1943 le Conseil national de la Résistance (CNR), la coalition politique bourgeoise que de Gaulle venait de constituer » ; le PCF était en fait un membre fondateur de cette coalition. Nous disons en page 16 que *L'Humanité* « publia en novembre 1944 le décret déclarant que ceux qui ne remettraient pas leurs armes risquaient la cour martiale » ;

c'est le 13 janvier 1945 que *L'Humanité* publia un ordre à cet effet du gouvernement militaire de Paris. Puis nous citons Maurice Thorez disant en janvier 1945 « un seul État, une seule armée, une seule police » ; c'est l'expression « une armée, une police, une administration », en référence à son discours d'Ivry de janvier, qui figure dans l'interview de Thorez à l'hebdomadaire catholique *Temps présent* (2 février 1945) reproduite dans ses *Œuvres*. En page 17, nous écrivons que Richard Eldridge était « attaché du ministère du Travail américain » ; en fait, il était attaché à l'ambassade américaine pour les questions syndicales et ouvrières. Dans le même paragraphe, nous disons qu'il y avait cinq millions d'ouvriers syndiqués en France, « presque la moitié de la population ouvrière » ; en fait ils étaient presque la moitié des effectifs salariés. À la fin de la page, nous écrivons que « les dirigeants stalinien tenaient à ce que le MRP, le principal parti bourgeois, fasse partie de la coalition » ; ce sont les socialistes qui insistèrent sur la participation du MRP ; les stalinien du PCF, tout en acceptant au final le MRP, auraient préféré former le front populaire avec le Parti radical. Nous écrivons page 18 que « 80 % des postes dirigeants dans la CGT étaient occupés par des militants du PCF » ; en fait, 80 % des délégués au congrès de 1946 de la CGT étaient des partisans du PCF. Puis, au lieu de dire que le PCF était « le plus grand parti stalinien du monde capitaliste », nous devons dire qu'il était l'un des plus grands. Page 22, nous disons que « 18 % seulement des membres de la SFIO votèrent "non" » ; ce chiffre porte sur les électeurs de la SFIO. Et le bombardement de Haïphong (page 26) eut lieu en novembre 1946 et non en octobre. ■

Chine...

(Suite de la page 72)

correctement, la bureaucratie chinoise était saluée partout comme l'exemple à suivre. La Ligue communiste internationale n'y a pas fait exception ; il convient de citer amplement à cet égard ce que nous écrivions dans « La Chine se mobilise pour endiguer le coronavirus » (*Workers Vanguard* n° 1171, 6 mars 2020) :

« Malgré l'inertie bureaucratique initiale et les dissimulations flagrantes, Beijing [Pékin] a fait un effort herculéen pour endiguer l'épidémie au moyen de quarantaines, d'un confinement régional de quelque 60 millions de personnes, de sévères restrictions de voyage et de la fermeture des usines et des écoles dans une grande partie du pays.

« Le gouvernement chinois a aussi alloué des ressources considérables, médicales et autres, à la lutte contre la maladie. Ces mesures paraissent avoir eu un certain succès et le taux de nouvelles contaminations dans le pays commence à diminuer. Le chef de la délégation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui s'est rendue à Wuhan et dans d'autres villes en Chine a salué "l'approche consistant à impliquer tout le gouvernement et toute la société", qu'il a qualifiée de "probablement la plus ambitieuse et la plus agile" dans toute l'histoire [...].

« Ainsi, ces mesures prises par la Chine pour lutter contre la Covid-19, bien que tardives, étaient absolument indispensables. »

Ces lignes ne sont rien d'autre qu'une approbation sans la moindre critique de la politique du PCC. Sans la moindre critique, car nous avons pour seule divergence avec la bureaucratie que ses mesures étaient « tardives » et qu'elle avait d'abord tenté la dissimulation ; mais quand « Beijing » (c'est-à-dire le gouvernement central) est finalement passé à l'action, nos divergences se sont évaporées. De façon grotesque, notre article s'appuyait sur l'OMS, une agence de l'organisation impérialiste qu'est l'ONU, pour chanter les



Alamy

Soldats communistes défilant dans Beijing en 1949. La Révolution chinoise a exproprié les capitalistes et les propriétaires fonciers, mais l'État ouvrier était dès le départ bureaucratiquement déformé.

louanges du PCC. Nous répudions cet article, qui constitue une trahison des principes trotskystes.

Alors que les pays capitalistes ont abandonné les confinements en faveur d'une stratégie de « vivre avec le virus », le PCC s'accroche fermement à sa stratégie réactionnaire de « zéro Covid ». Cela provoque maintenant la colère des puissances impérialistes, qui subissent l'impact de cette politique sur leur croissance économique. Leur emboîtant le pas, la majorité de la gauche « socialiste » internationale soit a effectué un virage à 180 degrés pour condamner la politique chinoise, soit reste simplement silencieuse sur cette question. Mais, pour la plupart des pseudo-socialistes dans le monde, cette situation est des plus embarrassantes car le PCC est justement en train de mettre en œuvre ce qu'ils ont préconisé pendant plus de deux ans et demi : des confinements stricts et prolongés jusqu'à ce que le nombre de cas tombe à zéro.

Depuis avril 2021, la LCI a clairement expliqué pourquoi le prolétariat des pays capitalistes doit s'opposer aux confinements, comment ses intérêts se heurtent à chaque pas à la domination de la classe bourgeoise, et pourquoi la réponse capitaliste à la pandémie est totalement contraire à toute lutte progressiste de la classe ouvrière pour améliorer ses conditions de vie (voir « À bas les confinements ! », page 5). Nous appliquons aujourd'hui cette approche élémentaire à la Chine. L'argument principal utilisé pour soutenir les confinements chinois, y compris à l'intérieur de notre organisation, est de dire que puisque la Chine n'est pas un État capitaliste, ses confinements ont un caractère plus progressiste que ceux des capitalistes. Il est vrai que comme les secteurs stratégiques de son économie sont collectivisés, la Chine peut faire face à la menace de la Covid-19 en mobilisant des ressources à une échelle impossible dans les pays capitalistes. Mais



Alden/Bloomberg

Xi Jinping à Davos en janvier 2017. Défendant ses privilèges, la bureaucratie du PCC s'oppose à la lutte pour le socialisme mondial et poursuit une politique antirévolutionnaire de « coexistence pacifique » avec les impérialistes.

ces ressources ne sont pas mobilisées conformément aux intérêts de la classe ouvrière mais à ceux de la caste bureaucratique privilégiée qui dirige la République populaire de Chine (RPC) depuis sa fondation. Cette bureaucratie est fondamentalement de même nature que celle qui avait dirigé l'Union soviétique depuis 1924 et que Léon Trotsky a le mieux analysée :

« La bureaucratie n'est pas une classe dominante. Mais le développement ultérieur du régime bureaucratique peut mener à l'apparition d'une nouvelle classe dominante : non pas par la voie organique de la dégénérescence, mais au travers de la contre-révolution. Nous qualifions l'appareil stalinien de *centriste*, précisément parce qu'il remplit un double rôle : *aujourd'hui*, quand il n'y a *plus* et qu'il n'y a pas *encore* de direction marxiste, il défend par ses méthodes la dictature prolétarienne ; mais ces méthodes sont telles qu'elles facilitent la victoire de l'ennemi *pour demain*. Qui n'a pas compris le double rôle du stalinisme en URSS n'a rien compris. »

– « La nature de classe de l'État soviétique » (octobre 1933)

La bureaucratie est enracinée dans l'arriération et la pauvreté matérielle d'un État ouvrier isolé. Le développement des forces productives étant trop faible pour satisfaire les besoins de tous, la bureaucratie tient son pouvoir de son rôle d'arbitre de la pénurie, où elle décide qui reçoit et qui doit se priver. Contrairement à une classe dirigeante capitaliste, dont le pouvoir repose sur sa propriété des moyens de production, la bureaucratie existe en tant que parasite sur les formes de propriété collectivisées, ce qui rend son pouvoir instable et fragile. Elle est prise entre deux puissantes forces : le gigantesque prolétariat chinois, qui est nécessairement hostile aux privilégiés de la clique dirigeante, et l'impérialisme mondial, dont l'objectif est le renversement définitif des acquis de la Révolution de 1949 (et du PCC lui-même) dans le but de piller la Chine.

Pour préserver sa position privilégiée, la bureaucratie est obligée de jongler avec des contradictions insurmontables. D'un côté, elle défend la propriété d'État uniquement « par crainte du prolétariat » (Trotsky). De l'autre, elle cherche à concilier l'impérialisme mondial par des concessions, à la recherche d'une illusoire « coexistence pacifique ». L'objectif premier de la bureaucratie est toujours de naviguer entre ces contradictions dans le but de préserver sa position privilégiée – une tâche rendue particulièrement difficile dans des périodes de grave crise sociale comme la pandémie.

L'approche trotskyste de la pandémie en Chine part de la défense inconditionnelle des formes de propriété collectivisées face aux menaces intérieures et extérieures de contre-révolution. Elle repose aussi sur la compréhension que le pouvoir de la bureaucratie du PCC, en réprimant le prolétariat, en aggravant les inégalités et en rejetant la révolution internationale, accroît les menaces sociales, économiques, militaires et politiques pesant sur l'État ouvrier. Quand une crise se développe sur le terrain fertile labouré par la bureaucratie, le PCC réagit avec ses méthodes brutales et à courte vue, qui à leur tour sèment les germes de la crise suivante. C'est pourquoi la défense trotskyste de l'État ouvrier – que ce soit pendant une pandémie, en temps de guerre ou dans n'importe quelle autre crise – ne repose pas sur le soutien à la politique de la bureaucratie mais sur la lutte pour renverser la clique bureaucratique antisocialiste du PCC par une révolution politique prolétarienne et pour remplacer son pouvoir par des conseils ouvriers dirigés par

un parti révolutionnaire authentiquement léniniste. Une telle perspective est évidemment incompatible avec un soutien à la politique « zéro Covid dynamique » du PCC, qui est destructrice et anti-prolétarienne.

Les causes sociales de la pandémie

Les origines de la crise sociale en Chine déclenchée par la Covid-19 se trouvent dans la pénurie générale, l'oppression et la barbarie causées par l'impérialisme mondial décadent ; et, comme dans tous les autres pays, elle doit sa physiologie nationale particulière à la situation économique et sociale du pays. Avant de saluer les « efforts herculéens » de Beijing en réponse à la pandémie de Covid-19, ceux qui se disent socialistes devraient d'abord réfléchir aux conditions sociales à l'origine de la crise actuelle. La situation sociale et les conditions de vie en Chine se sont considérablement améliorées ces dernières décennies grâce aux acquis de la Révolution de 1949. Mais à cause de la domination de la bureaucratie, l'augmentation de la productivité et des richesses est de façon disproportionnée canalisée dans ses propres mains et dans celles d'une classe capitaliste montante, ce qui limite et sape le progrès social, et a jeté les bases de la crise actuelle.

La bureaucratie argumente explicitement depuis le début que les confinements sont la seule option possible étant donné l'état lamentable du système de santé. Pendant des décennies, la RPC avait un système de santé universel et gratuit, dans une situation de « misère socialisée ». Mais les réformes de marché menées depuis des décennies par les directions successives du PCC ont privatisé le système de santé et l'ont privé de moyens. La bureaucratie prétend que 95 % des citoyens chinois bénéficient d'une assurance santé, mais c'est une arnaque : pour des centaines de millions d'ouvriers et de paysans chinois, consulter un médecin ou recevoir des soins médicaux de base est un cauchemar horriblement cher, quand ce n'est pas carrément impossible. Les différents systèmes d'assurance santé ne couvrent en général qu'une petite partie des frais et il arrive souvent que

Pandémie en Chine Trotskyisme contre stalinisme

斯巴达克派 SPARTACIST

疫情在中国

托洛茨基主义与 斯大林主义的对立

本文译自英文版《斯巴达克派》(2022年8月)。

2019年新冠疫情爆发以来，中国发生了世界上一些最残酷和反托洛茨基式的封锁，数以千万计的人被强制隔离或封城，缺乏基本医疗和必需品，并且没有考虑到警察的镇压。中国领导层缺乏道德感，并且完全不尊重工人和农民的生产本能和积极性。医院在几天内瘫痪，成千上万医务人员被调往风险地区。

这显示了中国的独裁专制本质。中国非资本主义国家，而是由工人阶级、一方是1949年的革命党，中国从帝国主义中解放出来并建立了计划经济。这场革命的成果至今仍然是这个国家的基础。另一方面，这个国家的中国共产党领导官僚阶层。这个阶层在工人阶级和农民的这些成果，随着美国及其盟友不断加强对中国的军事和经济援助，以及中国国内的社会矛盾而削弱。马克思主义者在这些国家中的正确认识，在疫情期间努力争取能推动中国工人以及整个国际工人阶级革命的觉醒。这比任何時候都更加重要。

每年至少，国家在三年或更长的时间里已经经历失败。在疫情的最初阶段，中共的封锁、旅行禁令和大规模的镇压“清零”政策是从斯大林主义和官僚社会主义者那里学到的。这种政策是斯大林主义和官僚社会主义者从斯大林那里学到的。这种政策是斯大林主义和官僚社会主义者从斯大林那里学到的。这种政策是斯大林主义和官僚社会主义者从斯大林那里学到的。

Disponibile in cinese su icli-fi.org/chinese/ffit/2022-yiqing/

des familles soient obligées de dépenser les économies de toute une vie pour se faire soigner.

Dans les campagnes, beaucoup de régions n'ont même pas d'infrastructure médicale de base, et à cause du système détesté du *hukou* (permis de résidence), l'immense majorité des travailleurs migrants dans les villes ne bénéficient que de très peu voire pas du tout de soins médicaux là où ils travaillent. La Chine a très peu de médecins (2 pour 1 000 habitants en 2017, contre 2,6 aux États-Unis et 4,9 dans l'Union européenne [UE]), peu d'infirmières (2,7 pour 1 000, contre 15,7 aux États-Unis et 9,1 dans l'UE) et peu de lits de soins intensifs (3,6 pour 100 000 habitants, contre 25,8 aux États-Unis et 11,5 dans l'UE). En 2019, la Chine dépensait 535 \$ par habitant pour la santé, contre près de 12 000 aux États-Unis et 3 500 en Europe.

La pénurie de ressources médicales fait que le système de santé est gangrené par la corruption et la cupidité. Pour compenser la rareté des vrais services médicaux, en particulier dans les régions rurales, la bureaucratie encourage ouvertement la médecine traditionnelle. Au pays du « socialisme avec des caractéristiques chinoises », les soins médicaux adéquats sont réservés aux capitalistes et aux bureaucrates privilégiés qui peuvent se les payer, tandis que les pauvres meurent souvent de maladies guérissables.

Les réformes de marché n'ont pas seulement eu un effet dévastateur sur le système de santé, elles ont aussi conduit dans les villes à la privatisation des biens immobiliers, qui sont entre les mains d'entreprises parasitaires dont le seul objectif est la spéculation, comme l'a montré récemment l'effondrement du groupe immobilier Evergrande. Pour beaucoup de travailleurs des villes, les logements sont horriblement chers, ce qui induit surpopulation et insalubrité qui favorisent forcément la propagation de la Covid-19 et d'autres maladies.

Autre facteur qui favorise la propagation de la Covid-19 et qui affecte de façon générale la santé des travailleurs : les conditions de travail. Un aspect majeur des réformes de marché a été l'ouverture de la Chine aux investissements étrangers et le développement conscient, encouragé par le PCC, d'une classe capitaliste chinoise. Une des principales conséquences de cette politique a été que des centaines de millions de paysans sont passés dans les rangs du

prolétariat. Bien que ce soit une évolution historiquement progressiste, ces ouvriers constituent un vaste réservoir de main-d'œuvre bon marché pour les entreprises capitalistes.

Les conditions de travail brutales sont monnaie courante en Chine – comme l'odieux système « 996 », avec des semaines de travail de 72 heures – et le développement sans précédent du pays est alimenté par la surexploitation des travailleurs. Les entreprises d'État n'ont pas été épargnées par ces conditions brutales. Sur de nombreux lieux de travail règne un système quasi-militaire d'organisation, approuvé et mis en œuvre par les syndicats contrôlés par le PCC et par les comités du parti dans les entreprises ; il va sans dire que sous leurs ordres, les travailleurs n'ont pas voix au chapitre en ce qui concerne la santé et la sécurité ou les conditions de travail en général. Les chômeurs et les sans-abri sont nombreux en République populaire. La pollution de l'air causée par l'incompétence bureaucratique et le pillage capitaliste débridé est devenue un problème tellement grave dans les grandes villes que les maladies respiratoires sont beaucoup plus fréquentes que dans la plupart des pays ; une grande partie de la population court donc un risque accru de complications en cas de Covid-19.

C'est à cette poudrière que l'épidémie de Covid-19 a mis le feu. Pour ce qui est des origines de la Covid elle-même, la question est toujours vivement controversée. La bureaucratie déclare catégoriquement que la théorie de la « fuite de laboratoire » est un mensonge pur et simple et relève de la théorie du complot. Le Groupe internationaliste (GI) s'est fait l'avocat du PCC en écrivant un long article pour réfuter cette théorie ; il fait entendre qu'avoir le moindre doute sur la version de la bureaucratie signifie attaquer la Chine (« Le grand mensonge américain sur Wuhan est pure propagande de guerre », *The Internationalist* n° 65, octobre-décembre 2021). Il n'y a pas de consensus scientifique sur les origines de la Covid-19. Mais, même si l'on accepte la version privilégiée par le GI et le PCC comme quoi le virus provient du marché des animaux sauvages de Wuhan, la version la plus vraisemblable, cela incrimine tout autant la bureaucratie ! Le manque d'hygiène et de contrôles, ainsi que le fait d'entasser des animaux sauvages dans une zone urbaine densément peuplée, ont déjà provoqué des épidémies dans



Wang Tianzhu

Misère socialisée sous Mao (ci-dessus), médecine pour le profit dans le cadre des « réformes de marché » (à droite, hôpital à Shenzhen en 2008). Le régime du PCC ne peut pas fournir un système de santé décent aux travailleurs.



Aijibe/AFP



Qilai Shen/Bloomberg

Appartements de luxe de la société Evergrande en construction dans la province du Jiangsu. Ci-dessous : Des manifestations contre « l'escroquerie d'Evergrande » ont eu lieu partout en Chine en septembre 2021. Les privatisations du PCC causent le désastre.

Twitter



le passé, comme en 2002 avec le SRAS. L'épidémie de la Covid-19 n'était pas un « acte de Dieu » ; au contraire, elle était totalement évitable, en commençant par supprimer les marchés d'animaux sauvages où l'on vend des chauves-souris vivantes dans des grands centres urbains.

Selon la conception erronée défendue par le PCC et ses avocats, ses confinements et sa politique seraient la meilleure et la seule solution pour faire face à la pandémie. La vérité, c'est que la crise économique, sociale et sanitaire actuelle est en fait dans une large mesure le *résultat* de la politique de la bureaucratie.

Comment remédier aux causes sociales de la pandémie

La mesure la plus immédiate pour remédier aux causes sociales sous-jacentes à la crise consiste à réduire radicalement les inégalités en Chine et à redistribuer les ressources de manière à améliorer les conditions de vie. Par exemple, liquider la classe capitaliste et confisquer les richesses de la bureaucratie pour financer une amélioration massive du système de santé, particulièrement dans les régions rurales, dans l'objectif à court terme d'assurer des soins médicaux gratuits de la meilleure qualité possible

sur une base égalitaire. Les conditions de vie pourraient être améliorées si l'on redistribuait immédiatement les logements disponibles en fonction des besoins sociaux, en donnant la priorité aux travailleurs et non aux bureaucrates privilégiés. Pour avoir des lieux de travail sûrs, les ouvriers doivent avoir le contrôle sur la santé et la sécurité. Mais toutes ces mesures élémentaires et essentielles se heurtent directement à la bureaucratie. Pas seulement parce qu'elles signifient répudier ouvertement des décennies de politiques qui ont fait faillite ; plus fondamentalement, elles vont directement à l'encontre des intérêts de la bureaucratie, dont toute l'existence repose sur la possibilité de s'assurer des avantages matériels aux dépens de la classe ouvrière et de la paysannerie. De plus, beaucoup de bureaucrates ont des liens de parenté avec des capitalistes ou sont eux-mêmes des capitalistes.

La redistribution des ressources existantes peut apporter une amélioration immédiate, mais la seule solution pour sortir la Chine de l'arriération matérielle, c'est l'extension internationale de la révolution socialiste, en particulier aux pays impérialistes. La transition vers le socialisme ne peut être assurée qu'avec une économie planifiée internationale, où la menace de l'impérialisme aura été éliminée et où le développement reposera sur le niveau le plus élevé de technologie et de productivité du travail, qui est actuellement monopolisé par les pays impérialistes les plus puissants. Une telle perspective ne peut se réaliser qu'avec la mobilisation révolutionnaire du prolétariat en Chine et au niveau international, une perspective qui est aux antipodes de celle de la bureaucratie stalinienne parce qu'elle déchaînerait des forces qui conduiraient au renversement de cette caste privilégiée. C'est pourquoi le programme du

stalinisme a toujours été caractérisé par la construction du « socialisme dans un seul pays », qui va de pair avec le dogme que « la Chine n'exporte pas la révolution ».

Ce programme antimarxiste reflète la position et les intérêts de la bureaucratie, et il est explicitement conçu pour concilier l'impérialisme. Limiter la construction du socialisme à l'intérieur de frontières nationales établies, c'est prendre l'engagement auprès des puissances impérialistes que l'État ouvrier ne menacera pas l'ordre capitaliste international. Ce programme a conduit à l'étranglement de la révolution en Chine (1927), en Allemagne (1933), en France (1936 et 1968), en Espagne (1937), en Indonésie (1965) et ailleurs encore. Mais, comme l'expliquait Trotsky à propos de l'URSS :

« La bourgeoisie, qu'elle soit fasciste ou démocratique, ne peut se satisfaire des exploits contre-révolutionnaires isolés de Staline ; elle a besoin de la contre-révolution complète dans les rapports de propriété et de l'ouverture du marché russe. Tant qu'elle n'obtient pas cela, elle considère l'État soviétique comme un adversaire. Et elle a raison. »

– « Un État non ouvrier et non bourgeois ? »
(novembre 1937)

Ceci s'applique entièrement à la Chine, et c'est au cœur de la nouvelle campagne impérialiste dirigée par les États-Unis contre la RPC. La bureaucratie du PCC aura beau se

présenter comme étant « fiable » et « modérée », et réprimer la classe ouvrière chinoise, elle portera toujours, aux yeux de la bourgeoisie internationale, la marque de la révolution sociale. Loin de protéger les acquis de la Révolution chinoise, le PCC rejette la seule manière de véritablement garantir leur défense : l'extension internationale de la révolution. C'est là une pierre angulaire du trotskysme, dont la justesse a été totalement démontrée par la négative avec la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Union soviétique en 1991-1992. En Chine, de façon similaire, soit le pouvoir bureaucratique du PCC sera balayé et remplacé par une direction révolutionnaire, soit la contre-révolution apportera un nouveau « siècle d'humiliation ».

La réponse du PCC

Le PCC et ses défenseurs vantent les mérites de l'approche « zéro Covid dynamique » de la Chine. Voici un exemple parmi tant d'autres : Wang Wenbin, porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, disait lors de sa conférence de presse du 17 juin 2022 que la raison pour laquelle la Chine a adopté l'approche zéro Covid dynamique, c'est que

« nous plaçons la vie et la santé de 1,4 milliard de personnes avant toute autre chose. Cela témoigne de la philosophie de gouvernance du PCC et du gouvernement chinois qui est d'accorder la priorité absolue à la protection et la vie du peuple. »

— *fmpcc.gov.cn*

Les critères qu'utilise le PCC pour se féliciter des « succès » du parti sont le faible taux de mortalité, la circulation



Laski/Getty

Août 1991 à Moscou : Coup d'État contre-révolutionnaire de Boris Eltsine. De même qu'en URSS, l'alternative pour la Chine, c'est soit la révolution politique ouvrière contre la bureaucratie stalinienne, soit la contre-révolution capitaliste.

limitée du virus à l'intérieur des frontières de la Chine et la poursuite de la croissance économique. Si notre approche consistait simplement à cocher ce type de cases, alors effectivement le PCC s'en tirerait très bien.

Mais ce n'est pas ainsi que les révolutionnaires évaluent les succès et les échecs d'un État ouvrier. En réponse aux vantardises de la bureaucratie stalinienne sur l'industrialisation de l'URSS et le succès de la liquidation des koulaks (paysans riches), Trotsky écrivait :

« Il n'y a pas d'autre gouvernement au monde qui tienne à ce point entre ses mains les destinées du pays. Les succès et les insuccès d'un capitaliste dépendent dans une très large mesure, parfois même dans une mesure décisive, quoique ce ne puisse être entièrement, de ses qualités personnelles. *Mutatis mutandis*, le gouvernement soviétique s'est mis à l'égard de l'économie dans son ensemble dans la situation du capitaliste à l'égard d'une entreprise isolée. La centralisation de l'économie fait du pouvoir un facteur d'une énorme importance. Mais c'est justement pourquoi **la politique du gouvernement doit être jugée non sur des bilans sommaires, non sur les chiffres nus de la statistique, mais d'après le rôle spécifique de la prévision consciente et de la direction planifiée dans l'acquisition des résultats** » (souligné par nous).

— *La révolution trahie* (1936)

Mesurée à l'aune de « la prévision consciente et de la direction planifiée », la réponse du PCC à la pandémie est un échec à tous les niveaux. Comme on vient de le voir, la politique des régimes successifs du PCC a grandement accru le risque d'émergence d'un nouveau virus dangereux, de sa propagation rapide jusqu'à un niveau épidémique, et de l'effondrement du système de santé. Quant à sa réponse depuis l'émergence du virus, les mesures du PCC ont à chaque étape aggravé la crise.

C'est un fait avéré (reconnu même par l'article pro-PCC de *Workers Vanguard*) que la réaction immé-

Comment l'État ouvrier soviétique a été étranglé, l'analyse trotskyste (en français et en chinois)



1 € / 1 \$Cdn (25 pages)

1 € / 1 \$Cdn (20 pages)

Commande : voir page 71



Frayner/Getty

Politique draconienne de « zéro Covid » du PCC : Une femme reçoit une livraison à travers une barricade devant une résidence (Beijing, février 2020).

diète du PCC à l'épidémie de la Covid-19 à Wuhan a été la dissimulation, le déni et la persécution des lanceurs d'alerte¹. Quand il est devenu évident que le virus avait déclenché une crise sociale majeure, avec les hôpitaux de Wuhan submergés et la montée du mécontentement populaire, le PCC a radicalement changé d'approche en décrétant des mesures draconiennes et en mobilisant des ressources massives pour endiguer l'épidémie.

Les mesures de la bureaucratie empêchent effectivement la propagation du virus (provisoirement). Elles ne sont pas motivées par un engagement moral à « sauver le peuple », mais par la nécessité de refouler les contradictions sociales mises en lumière et exacerbées par le virus. La Covid-19 a fait ressortir de façon urgente les besoins sociaux et

1. Nous attendons avec impatience l'article promis par le GI dans son traité sur la « fuite de laboratoire » de décembre 2021, article où apparemment on démontrera le « grand mensonge » selon lequel « Beijing aurait initialement essayé de dissimuler et couvrir ses erreurs, et de réprimer l'information sur la pandémie ».

(24 pages)
1 € / 1 \$Cdn

**Les origines
du trotskysme chinois**
Révolution permanente contre « front
unique anti-impérialiste »
icl-fi.org/chinese/2000-qiyuan/

Commande : voir page 71
Disponible aussi en français (1,50 € / 2 \$Cdn)

économiques du prolétariat : un meilleur système de santé, de meilleurs logements, de meilleures conditions de travail. Mais ces besoins se sont heurtés aux réalités de la Chine, un État ouvrier isolé marqué par la pénurie, le bureaucratisme, l'inégalité et par un régime politique parasitaire.

L'enjeu pour la classe ouvrière, c'était de lier la lutte immédiate contre la menace représentée par la Covid-19 à la lutte pour remédier aux conditions sociales qui sont à la source de la crise. Pour la bureaucratie, l'enjeu était de contenir l'épidémie pour préserver la stabilité sociale, maintenir le contrôle politique du PCC sur la réponse à la Covid-19 et, avant tout, écraser toute aspiration sociale de la classe ouvrière qui remettrait en question son pouvoir. C'étaient et ce sont toujours ces considérations politiques qui guident la réponse de la bureaucratie aux flambées de Covid-19. Le seul élément nouveau est le fait que, maintenant qu'elle s'est investie à fond dans la politique « zéro Covid dynamique » censée démontrer la « supériorité » et l'« omniscience » du PCC de Xi Jinping, tout retour en arrière discréditerait considérablement le régime. Cela étant, à mesure que les conséquences désastreuses de sa politique s'accroissent, la bureaucratie pourrait très bien être contrainte de faire volte-face, à la façon typique des zigzags stalinien.

Le PCC affirme que sa politique a été mise en place pour protéger le peuple. Mais comment se fait-il alors que la population soit enfermée à double tour chez elle contre sa volonté et soumise à la surveillance de drones, de robots et de comités de quartier ? Comment se fait-il que, quand des gens émettent des critiques, des plaintes ou des suggestions, ils subissent une censure totale et parfois la prison ? Est-ce pour le peuple que les travailleurs sont enfermés dans leur usine et empêchés de rentrer chez eux ? Si le « zéro Covid dynamique » est censé être « pour le peuple », pourquoi est-il mis en œuvre *contre* le peuple ?

La réponse est simple : toute l'existence de la bureaucratie du PCC repose sur l'oppression du peuple. Son accumulation de privilèges est du vol pur et simple, un abus de pouvoir totalement contraire à tous les principes socialistes. Comme son pouvoir repose sur un contrôle politique absolu de l'appareil gouvernemental, toute expression indépendante des besoins et des intérêts des travailleurs remet nécessairement en cause la légitimité de la bureaucratie stalinienne. Celle-ci ne peut pas laisser les ouvriers dire ce qu'ils pensent, parce que la première chose qu'ils auraient à dire serait de condamner l'inégalité, la mauvaise gestion bureaucratique et la répression politique. Pour sa propre préservation, la bureaucratie réprime toute initiative, toute pensée critique et toute contribution constructive venant des masses ouvrières.

Le PCC a effectivement réussi à maintenir le taux de mortalité à un bas niveau. Mais cette statistique cache les véritables horreurs provoquées par la politique de la bureaucratie : les centaines de millions de gens enfermés chez eux pendant des semaines et des semaines, sans nourriture convenable, sans médicaments ni autres produits de première nécessité ; les hôpitaux débordés qui refusent de traiter les malades et dont le personnel médical est à bout de forces ; l'emprisonnement kafkaïen dans des centres de quarantaine où l'on sépare les familles, y compris les enfants de leurs propres parents ; les ouvriers enchaînés à leur machine et enfermés dans les usines ; le chômage et la dévastation des petites entreprises ; la censure généralisée et l'arrestation de quiconque ose remettre quoi que ce soit en question. Et

tout ceci au nom de la construction du « socialisme avec des caractéristiques chinoises », ce qui ne peut que contribuer à discréditer le socialisme aux yeux des travailleurs et des pauvres et aider le camp de la contre-révolution.

La réponse trotskyste

Contrairement aux mensonges du PCC, il est parfaitement possible de protéger la santé de la population et de défendre la République populaire sans les méthodes brutales et antiprolétariennes imposées par la bureaucratie. Combattre la Covid-19 est nécessairement une tâche politique. Le PCC a mobilisé la population derrière le nationalisme chinois et en soutien à l'infailibilité de Xi Jinping. Pour les trotskystes, la lutte contre la Covid-19 commence sous la bannière de révolutions socialistes dans les pays capitalistes, de la défense inconditionnelle de la Chine contre la contre-révolution et de la révolution politique pour chasser les bureaucrates staliniens. Voici ce pour quoi les communistes authentiques doivent se battre en Chine :

À bas les confinements ! Vaccination obligatoire immédiate ! La bureaucratie du PCC est tout à fait disposée à enfermer des millions de personnes pendant des mois, et à leur imposer des tests de masse sans fin, mais elle ne veut même pas prendre la mesure élémentaire de vacciner toute la population. Alors que Shanghai a subi un confinement brutal pendant plus de deux mois, 38 % de la population de la ville âgée de plus de 60 ans n'était pas complètement vaccinée.

Pour le contrôle ouvrier de la santé-sécurité et de la production ! Ce sont les travailleurs qui doivent décider ce qui est sûr et comment les usines doivent fonctionner, et pas des bureaucrates gratte-papiers ou des sangsues capitalistes. **Pour des syndicats libérés du contrôle bureaucratique et engagés à défendre la propriété collectivisée !**

Pour la révision intégrale de l'économie planifiée dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Ce faisant, il faut mettre en place les soins médicaux et l'éducation gratuits pour tous, ainsi que des logements de qualité pour les travailleurs. **À bas le système du hukou !**

Expropriez la classe capitaliste chinoise ! Ces sangsues sont les embryons de la contre-révolution capitaliste,



Visual China Group

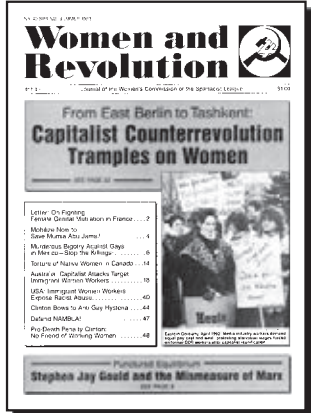
Des milliers d'infirmières héroïques ont été mobilisées pour combattre la Covid sous la direction bureaucratique du PCC. Ci-dessus : Cérémonie de départ à Xiamen en avril 2022.

et la bureaucratie du PCC leur sert d'incubateur. **Il faut en finir avec la politique « un pays, deux systèmes » en expropriant les magnats de Hongkong !**

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! L'allié de la classe ouvrière chinoise, c'est le prolétariat international, notamment dans les centres impérialistes comme les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. La politique internationale réactionnaire de la bureaucratie, qui consiste à capituler devant les impérialistes et à les concilier, doit être remplacée par la politique de l'internationalisme prolétarien. Il faut publier toute la correspondance diplomatique de Beijing. **À bas la diplomatie secrète !**

Chassez la bureaucratie stalinienne ! Pour un parti léniniste égalitaire, partie intégrante d'une IV^e Internationale reforgee ! Pour les ouvriers et les paysans chinois, la voie pour aller de l'avant est celle de Lénine et Trotsky, pas celle de Mao ou Staline. Cela signifie la **démocratie soviétique** et l'**internationalisme révolutionnaire**, sur le modèle de la grande révolution d'Octobre 1917 ! ■

Femmes et Révolution



Women and Revolution
n° 42
(printemps/été 1993)

Women and Revolution (Femmes et Révolution), qui entre 1973 et 1996 a été publié séparément en tant que revue de la commission femmes de la Spartacist League/U.S., exprime notre engagement en faveur de la lutte pour la libération des femmes par la révolution socialiste. Des articles *Femmes et Révolution* paraissent désormais dans *Spartacist* et dans la presse de nos sections.

Tomes reliés (en anglais)

- Tome 1 :** n° 1 à 20 (1971 à 1980)
27 €, 27 \$Cdn, US\$27 (port inclus)
 - Tome 2 :** n° 21 à 36 (1980-1981 à 1989) (épuisé)
 - Tome 3 :** n° 37 à 45 (1990 à 1996)
30 €, 30 \$Cdn, US\$30 (port inclus)
- Tomes reliés entièrement indexés.**



Spartacist édition en français
n° 37, été 2006
1,50 € / 2 \$Cdn

Pour toute commande, voir les adresses page 71.

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA • spartacist@spartacist.org • icl-fi.org

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co., PO Box 967, North Melbourne
Vic 3051, Australie • asp@exemail.com.au

Australasian
SPARTACIST 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia

A\$5 / 3 issues • International rate: A\$7

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications, PO Box 42886, London N19 5WY
Grande-Bretagne • workershammer@btconnect.com

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain

£3 / 4 issues • Europe outside Britain and Ireland £5
Other countries £7

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde, Postfach 2 35 55
10127 Berlin, Allemagne • spartakist@online.de

SPARTAKIST 

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

Abo (3 Ausgaben): € 3 • Auslandsabo: € 6

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
lfp@paris@hotmail.fr

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France

4 numéros : 3 € • Europe : 4,50 € • Hors Europe : 6 €
Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L

Τροτσκιστική Ομάδα της Ελλάδας Groupe trotskyste de Grèce

T.Θ. 8274, T.K. 10210, Αθήνα, Grèce • spartacist@hotmail.com

Ο ΜΠΟΛΣΕΒΙΚΟΣ 

Όργανο της Τροτσκιστικής Ομάδας της Ελλάδας

Συνδρομή 2 € / 4 τεύχη

Lega trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, Ufficio Milano Cordusio, Casella postale 430
20123 Milano (MI), Italie • red_sp@tin.it

SPARTACO 

Organo della Lega trotskista d'Italia

Abbonamento a 4 numeri: € 5
Europa: € 6 • Paesi extraeuropei: € 8

スバルタシスト・日本グループ Groupe spartaciste du Japon

スバルタシスト

日本 115-0091 東京都北区; 赤羽郵便局私書箱49号

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku

Kita-ku, Tokyo 115-0091, Japon • sgj_icl@yahoo.co.jp

スバルタシスト

スバルタシスト・日本グループの新聞

2回分の料金: 300円(国内) • 600円(国際)

Grupo Espartaquista de México

Escriba sólo: Ángel Briseño, Apdo. Postal 006

Admón. Postal 13, CP 03501, Ciudad de México, Mexique

je_contacto@yahoo.com.mx

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México

México: Méx. \$25 / 4 números

En el extranjero: US \$2 o 2 € / 4 números

Ligue trotskyste au Québec et au Canada/ Trotskyist League in Quebec and Canada

Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes
Montréal QC H2Y 3H8, Canada

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Journal en français de la Ligue trotskyste

republique.ouvriere@gmail.com

3 numéros : 3 \$Cdn • International : 10 \$Cdn

WORKERS TRIBUNE

English-language newspaper of the Trotskyist League
tl.workertribune@gmail.com

3 issues: Cdn\$3 • International: Cdn\$10

Chèques à l'ordre de / Pay to: Les Éditions collectives

Spartacist/South Africa

Spartacist, P.O. Box 61574, Marshalltown, Johannesburg 2107
Afrique du Sud • spartacist_sa@yahoo.com

SPARTACIST SOUTH AFRICA 

Marxist publication of Spartacist/South Africa

South Africa: R10 / 4 issues • International rate: R20

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA • vanguard@tiac.net

WORKERS VANGUARD

Organ of the Spartacist League/U.S.

US\$5 / 10 issues • International: US\$15 / 10 issues

La pandémie en Chine

Trotskyisme

contre stalinisme

Depuis le début de la pandémie de Covid-19 en 2019 ont lieu en Chine des confinements parmi les plus brutaux et les plus cauchemardesques au monde : des dizaines de millions de personnes sont enfermées pendant des semaines, privées des produits les plus indispensables et soumises à une répression policière constante. Mais c'est aussi en Chine que les ressources mobilisées ont été les plus impressionnantes pour combattre ce virus : la production d'équipements médicaux a été spectaculairement augmentée, des hôpitaux ont été construits en quelques jours à peine et des milliers de travailleurs de la santé ont été transférés vers les zones de crise.

Cela illustre la nature profondément contradictoire de la Chine, qui n'est pas un État capitaliste mais un État ouvrier déformé. D'un côté, l'État repose encore sur les acquis de la Révolution de 1949, qui a libéré le pays de l'impérialisme et instauré une économie planifiée. De l'autre, le pays est gouverné par une caste bureaucratique dirigée par le Parti communiste chinois (PCC), qui opprime la classe ouvrière et sape ces acquis. Alors que les États-Unis et leurs alliés multiplient sans cesse les menaces militaires et économiques contre la Chine, et que les contradictions sociales dans le pays atteignent un point critique, il est crucial pour les marxistes d'avoir une compréhension correcte de la Chine et de lutter pour un programme dans la pandémie qui fasse avancer la cause des travailleurs chinois ainsi que de la classe ouvrière internationale tout entière.

Jusqu'à présent, la gauche marxiste a complètement renoncé à cette tâche. Pendant la phase initiale de la pandémie, la politique « zéro Covid » du PCC – confinements stricts, interdictions de voyager et tests massifs – a été le modèle de toute la gauche, des staliniens aux sociaux-démocrates et aux soi-disant trotskystes. Tandis que, partout dans le monde, les classes capitalistes décadentes étaient totalement incapables de faire quoi que ce soit

suite page 64



STR/CNS/AFP

Construction d'un centre de quarantaine Covid dans la province du Hebei en janvier 2021. Ci-dessous : La police s'en prend à un voyageur soupçonné d'infection par la Covid dans la province du Jiangsu en août 2021.

Future Publishing

